

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE PHARMACIE

CONTRIBUTION A L'ETUDE DES RAPPORTS ENTRE LA PHARMACIE ET LA PARFUMERIE



THÈSE

pour le Doctorat de l'Université

Mention « PHARMACIE »

présentée et soutenue le 26 Juin 1957

par

Charles PARESSANT

PHARMACIEN

né le 19 janvier 1915 à DERVAL

Membres du Jury	{	M. BEDEL, <i>Président</i> ; Mlle LAMBIN M. DEYSSON	}	<i>assesseurs.</i>
-----------------	---	---	---	--------------------

Imprimerie Valentin Chaigneau — NANTES
1957

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE PHARMACIE

CONTRIBUTION A L'ETUDE DES RAPPORTS ENTRE LA PHARMACIE ET LA PARFUMERIE



THÈSE

pour le Doctorat de l'Université

Mention « PHARMACIE »

présentée et soutenue le 26 Juin 1957

par

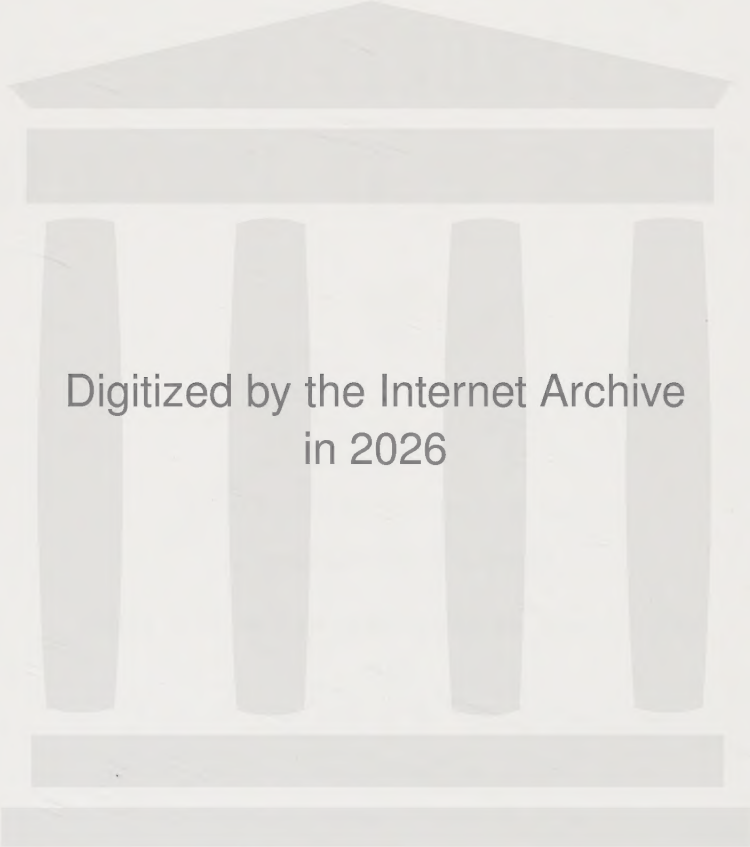
Charles PARESSANT

PHARMACIEN

né le 19 janvier 1915 à DERVAL

Membres du Jury

{	M. BEDEL, <i>Président</i> ;	{	<i>assesseurs.</i>
	Mlle LAMBIN		
	M. DEYSSON		



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE PHARMACIE DE PARIS

ADMINISTRATION

Doyen : M. René FABRE, Membre de l'Institut

Assesseur : M. R. DELABY

Secrétaire Général : M. G. CUVIER

Secrétaire de l'Administration Académique : M. L. JEANDEL

M. QUILLIOT, Rédacteur - Mme ESPINASSE, Rédacteur - Mlle DENNY,
Rédacteur - Mme CARON, Mme CELLIER, Mlle MORIN, Commis.

PROFESSEURS

MM.	R. FABRE, Membre de l'Institut	Toxicologie
	R. DELABY	Pharmacie chimique
	M. PICON	Chimie minérale
	M. MASCRE	Botanique
	M. JANOT	Pharmacie galénique
	R. CHARONNAT	Chimie organique
	G. VALETTE	Pharmacodynamie
	M. BEDEL	Législation - Déontologie et Histoire de la Pharmacie
	R. PARIS	Histoire naturelle des Médicaments simples d'origine végétale
	M. GUILLOT	Physique
	J. GAUTIER	Chimie analytique
Mlle	S. LAMBIN	Microbiologie
	Y. RAOUL	Zoologie appliquée
	J. COURTOIS	Chimie biologique
	L. DOMANGE	Hygiène et Hydrologie
MM.	P. CRETE	Professeur à titre personnel
	A. MORETTE	Professeur à titre personnel
	R. TRUHAUT	Professeur à titre personnel
	R. CAVIER	Professeur à titre personnel
	R. MOREAU	Professeur sans chaire
	J. GUY	Professeur sans chaire
	A. GERMAN	Professeur sans chaire

Doyen honoraire : M. RADAIS

Professeurs honoraires : MM. DELEPINE, Membre de l'Institut, LEBEAU,
Membre de l'Institut, HERISSEY, LAUNOY, FLEURY.

MAITRES DE CONFERENCES

MM. M. PIETTE	Sciences naturelles
A. QUEVAUVILLER	Sciences naturelles
R. DAMIENS	Sciences physiques et chimiques
G. DEYSSON	Sciences naturelles
P. MALANGEAU	Sciences appliquées
J. FLAHAUT	Sciences physico-chimiques

CHEFS DE TRAVAUX PRATIQUES

MM. J. BORY	Sérologie
P. CORRIEZ	Physique
A. DESVIGNES	Microbiologie
J. HARISPE	Chimie générale et pharmaceutique
M. LECLERC	Chimie biologique
Mlle S. LONGUEVALLE	Service des Examens de Chimie
A. MANGEOT	Chimie (4 ^e Année)
F. PELLERIN	Chimie analytique (2/3 ^e Années)
J. RENAULT	Chimie analytique (1 ^{ère} Année)
H. RENAULT	Chimie analytique (2/3 ^e Années)
Mlle A. ROLLEN	Biologie végétale
J. SAVEL	Parasitologie

INSTITUT DE PHARMACOTECHNIE ET DE PHARMACODYNAMIE

MM. R. GOUTAREL	Chef de travaux de Pharmacotechnie galénique
LUSINCHI	Chef de travaux de Pharmacotechnie chimique
Mlle H. MORIN	Chef de travaux de Pharmacodynamie

CONSERVATEUR DE LA BIBLIOTHEQUE

M. GARNIER

Bibliothécaires : Mlle LAVAUD
Mme KREHMER
Mme DESGRIPPES

CONTRIBUTION A L'ETUDE DES RAPPORTS
ENTRE LA PHARMACIE ET LA PARFUMERIE

**LA FACULTÉ N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION NI
IMPROBATION AUX OPINIONS EMISES DANS LA THESE.**

« Les médecins pourraient tirer des odeurs plus d'usage qu'ils ne font, car j'ai souvent aperçu qu'elles me changent et agissent en mes esprits suivant qu'elles sont ».

MONTAIGNE

A LA MÉMOIRE VÉNÉRÉE DE MON PÈRE.

A MA MÈRE EN TÉMOIGNAGE DE MA RECONNAISSANCE ET DE MON
AFFECTION.

A MES ENFANTS.

AVANT-PROPOS

Au début de cette thèse, c'est un devoir pour nous d'exprimer à Monsieur le Professeur BEDEL l'hommage de notre reconnaissance. Nous le remercions vivement d'avoir bien voulu s'intéresser à notre travail : ses conseils éclairés et son expérience nous ont toujours été précieux.

Notre devoir est aussi de rendre hommage à Mademoiselle le Professeur LAMBIN, qui nous a fait l'honneur d'accepter de faire partie de notre jury.

A Monsieur le Professeur DEYSSON va également notre gratitude pour les encouragements qu'il nous a apportés.

INTRODUCTION

Lorsque nous avons entrepris ce travail notre propos était d'établir un parallèle entre deux activités voisines au double titre de l'histoire et des sources communes qui les enrichissent. Il nous est apparu rapidement que le problème était beaucoup plus vaste et que nous ne saurions l'embrasser dans sa totalité. En effet, les cloisons étanches n'existent pas dans la pensée humaine et les classifications trop rigides que certains ont voulu faire découlent moins de la rigueur scientifique que d'une conception naïve et assez étroite de simplification.

Parties d'une origine commune nous verrons se dégager lentement au cours des siècles la pharmacie et la parfumerie sous leur aspect actuel. Les interpénétrations demeurent cependant sous les apparentes contradictions. Bien souvent ce sont des termes mal choisis ou l'insuffisance de la législation, quand ce n'est pas son incohérence, qui prolongent la confusion.

La langue française apparemment si riche nous laisse parfois dans l'impossibilité de donner des définitions précises et ce serait trahir la probité intellectuelle à laquelle nous sommes attachés de chercher à enfermer la Pharmacie et la Parfumerie dans les cadres étroits de l'éthymologie. Notre préférence s'est portée vers la méthode analytique qui nous conduira en dépit de nombreuses omissions à examiner tour à tour les points communs et les divergences et surtout à mettre en évidence la fragilité de la frontière qui sépare la Pharmacie et la Parfumerie. Par un rappel des dangers que peuvent faire courir certains produits de beauté, nous montrerons combien sont voisines les responsabilités alors même que les buts poursuivis diffèrent. Il apparaîtra donc vain de prétendre que Parfumerie et Pharmacie sont comme deux sœurs qui peuvent s'ignorer et obéir à des lois différentes. Les liens de parenté sont si forts et se resserrent chaque jour par des emprunts aux mêmes disciplines scientifiques qu'il devient impossible de nier la nécessité d'un ralliement à certaines règles communes.

Nous mettrons l'accent sur le rôle important que le pharmacien a joué dans le passé et joue toujours dans le domaine de l'hygiène, et nous y trouverons la justification de l'intérêt qu'il porte à la cosmétologie au développement de laquelle il a apporté une part importante et qui sans lui ne serait sans doute pas parvenue à son épanouissement actuel.

Nous n'omettrons pas de reconnaître toutefois qu'une distinction doit être faite entre la Parfumerie et la Pharmacie, qui doivent demeurer indépendantes. Nous ne songeons pas davantage à nier la valeur des travaux originaux faits ces dernières années par des cosmétologues étrangers à la Pharmacie et venus à cette science nouvelle par des voies différentes. La Pharmacie n'oublie pas ce qu'elle doit à leur recherche dans le domaine des excipients pour pommades plus principalement.

Les contacts personnels que nous avons tenu à avoir avec certains d'entre eux nous ont montré qu'ils avaient comme nous la claire vision de la nécessité d'une réforme. Sans doute, nos conclusions iront-elles beaucoup plus loin que les leurs. Nous croyons volontiers qu'un siècle et demi de législation pharmaceutique en est la cause, mais nous pensons que notre argumentation sera assez claire, dans son objectivité, pour montrer que nous avons su nous évader des conceptions partisans. En réclamant une législation mieux adaptée, nous avons le sentiment d'être demeurés dans les limites de notre rôle : le service de la santé publique.

PREMIÈRE PARTIE

LE RÔLE DES SUBSTANCES AROMATIQUES ET DES PRODUITS
DE BEAUTÉ DANS L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DE L'ART
DE GUÉRIR

CHAPITRE PREMIER

L'ART DE GUÉRIR DANS LES DÉBUTS DE L'HUMANITÉ

Bien que nous n'ayons rien de précis sur les origines de l'Art médical ou pharmaceutique, il nous est possible de nous en faire une idée par l'observation du comportement de l'homme dans certaines sociétés primitives contemporaines d'une part et aussi par le comportement des animaux devant la maladie.

Il est certain que les premiers hommes furent nécessairement leur « propre médecin, pharmacien ou chirurgien » et qu'à l'exemple des animaux, ils durent trouver dans la nature les premiers éléments de la thérapeutique. L'obligation de se défendre contre leurs semblables ou les animaux sauvages, d'assurer leur subsistance par la chasse ou la pêche, les conduisirent à se grouper autour de la famille, cellule initiale de la société avec le clan et la tribu. Dans cette première réunion communautaire, où chacun apportait sa force, son habileté mais aussi son angoisse devant la nature, un début d'organisation devait nécessairement naître appuyé sur l'expérience.

Une certaine différenciation entre les activités analogues du groupe allait permettre les premiers progrès par la transmission des connaissances fragiles et fragmentaires à ceux qui étaient plus aptes à les recevoir et à en faire profiter les autres membres du groupe. Un premier essai de spécialisation était né, l'homme détenteur de quelques notions dans l'Art de guérir allait très rapidement se rendre compte de l'importance de son rôle, et de l'influence qu'il pouvait en tirer.

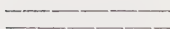
Les études faites sur les sorciers dans certaines peuplades primitives d'Afrique illustrent la valeur de cette hypothèse, et nous incitent à penser que tout naturellement les premiers guérisseurs ne se penchèrent pas seulement sur les misères du corps mais à la faveur de leur fonction devinrent les confidents et les conseillers dans l'ordre spirituel.

C'est un fait historique que dans toutes les civilisations naissantes cette fonction de guérisseur « fut accaparée par les représentants des diverses religions, qui trouvaient, dans la pratique médicale, un moyen d'augmenter la puissance occulte que leur conférait déjà leur ministère sacré ».

Nous verrons à l'aide de rappels historiques la place importante que les dieux allaient tenir dans la notion de maladie. Les fables mythologiques nous enseignent d'autre part que lorsque les puissants dieux de l'Olympe se manifestaient aux humains, ils laissaient émaner de leur personne « un merveilleux parfum d'ambrosie sept fois plus doux que le miel ».

Cette croyance de la mythologie grecque remonte beaucoup plus loin dans le temps et il est logique que l'homme en attribuant à ses dieux le don de guérir se soit efforcé de recevoir ses faveurs par l'offrande des produits qui pouvaient leur être agréable.

Les substances aromatiques allaient devenir par une association de pensée facile, en même temps qu'une prière par leur offrande, un véritable remède, et dans son Histoire des Apothicaires, PHILIPPE écrivait en 1853 : « Il est universellement reconnu que les premières semences de l'Art Pharmaceutique ont commencé à germer sur le sol d'Orient, dans ces contrées fertiles en plantes aux suaves senteurs et aux fragrantés résines ».



CHAPITRE DEUXIÈME

LES CIVILISATIONS DE L'ANTIQUITÉ ET L'APPARITION DES DIFFÉRENCIATIONS DANS L'ART DE GUÉRIR

Si l'origine divine de la médecine, ou tout au moins la collusion entretenue et exploitée par les prêtres entre le désir d'apporter un soulagement matériel et celui d'accroître leur autorité ne fait aucun doute, le manque de documents nous oblige à demeurer dans des hypothèses que nous ne pourrions justifier que par des faits postérieurs. La croyance chez les Chinois, les Hindous ou les Arméniens à l'origine diabolique des maladies nous est révélée de nos jours encore par l'usage des incantations dans les lamasseries du Thibet lors de l'administration des médicaments. On sait en outre le rôle essentiel des ablutions dans le culte religieux de l'Inde. Ces prescriptions, qualifiées aujourd'hui d'hygiéniques, abondent dans les textes sacrés.

C'est seulement dans la civilisation égyptienne que nous trouvons les premières relations historiques valables.

La Bible nous rapporte que vers 2 300 avant J.-C., Joseph fut vendu par ses frères à des marchands ismaélites qui portaient en Egypte « des épices et des parfums ».

Ces parfums étaient réservés en grande partie à l'usage du culte, mais nous savons que l'exercice de la médecine était pratiqué par les prêtres. Ils ne nous ont rien ou presque rien laissé de leur science pharmaceutique qu'ils tenaient cachée dans l'ombre mystérieuse des temples. L'on sait cependant que la pratique de l'embaumement et le goût des parfums contribuèrent au développement des premières notions de médicaments.

C'est le dieu Thouth, que les Grecs adorèrent ensuite sous le nom d'Hermès, qui enseigna aux hommes la médecine et l'art de guérir, auxquels les prêtres seuls étaient initiés. Tous les prêtres, toutefois, n'étaient pas médecins et nous savons que les Supérieurs guérissaient par exorcisme, et que les Inférieurs préparaient les remèdes et les aromates, sous la direction du prêtre sacrificateur.

Plutarque mentionne que les Egyptiens utilisaient le parfum KYPHI dans leurs rites religieux, et pour la préparation de leurs boissons purgatives.

On rencontrait en Egypte à côté des prêtres médecins deux autres catégories d'individus dont la formation professionnelle relevait d'un

domaine assez voisin de la pratique pharmaceutique : les parfumeurs et les embaumeurs.

Cet art de la parfumerie atteignit d'ailleurs en Egypte un degré de perfection tel qu'il a fallu de nombreux siècles pour pouvoir l'égaliser. L'hygiène égyptienne réclamait des bains, des onctions, des frictions, des massages — et ce furent bien là les premiers médicaments, les remèdes internes n'apparurent que plus tard.

Il est important de remarquer que les aromates servirent d'abord aux rites religieux. On les offrait aux dieux sous forme de graisses odorantes, peut-être pour masquer l'odeur de certains sacrifices sanglants.

Dans tous les temples se trouvaient de véritables laboratoires affectés à la confection des huiles et des eaux de senteur et Ramsès II a fait inscrire sur les murs de Karnala, dans le temple d'Ammon « Je t'ai immolé trente mille bœufs, avec toutes les herbes odoriférantes et les meilleurs parfums ».

Vers les années 1990 et 1880 avant notre ère, les patriarches Abraham et Jacob circulaient déjà en Egypte et des marchands interrogeaient les malades sur ce qu'ils éprouvaient et, véritables apothicaires ambulants, leur vendaient des aromates, de la gomme, de l'ambre, du baume et de la myrrhe.

Nous savons en outre, d'après un passage d'Hérodote, que les prêtres égyptiens ne se faisaient pas scrupule de vendre à des prix exorbitants des momies. Cette croyance aux vertus des momies, qui s'est prolongée jusqu'au Moyen Âge. Ambroise Paré nous en parle, est liée d'une façon indiscutable aux propriétés que l'on attribuait aux aromates qui servaient aux embaumements.

Cette science médicale égyptienne se répandit chez les autres peuples de l'Orient par l'intermédiaire des Hébreux. « S'il existe bien en Israël un art pharmaceutique analogue à celui du parfumeur (Samuel dit aux Anciens d'Israël qui lui demandaient un Roi : Il — ce roi — prendra vos filles pour en faire des parfumeuses, des cuisinières et des boulangères), cet art pharmaceutique demeure rudimentaire et l'invocation à l'Eternel « Tu es mon maître et mon médecin » reste la base théorique de toute médication ».

Toutefois, les médicaments peu nombreux employés par les Juifs étaient d'origine aromatique et les substances utilisées étaient communes à la parfumerie : myrrhe, baume de Judée, encens. — L'encens n'a-t-il pas été de tous temps le parfum par excellence. D'ailleurs étymologiquement, le mot encens dérive du latin « incensum » qui signifie chose brûlée, de même que le mot parfum dérive de « per fumum » par la fumée.

Il est manifeste que de tous les temps les réunions d'hommes dans les temples viciaient l'air par des émanations plus ou moins fétides, on recourut à l'emploi des parfums dans presque tous les cultes.

Les relations commerciales entre les Egyptiens et les Grecs allaient apporter à ces derniers les méthodes employées pour combattre les maladies. Tout naturellement nous retrouvons à l'origine l'influence religieuse sur la médecine.

N'est-ce pas Esculape qui symbolise la médecine ?

Comme dans l'Orient, la médecine s'accompagne de prières et d'incantations et les offrandes aux dieux se font avec les mêmes espèces aromatiques.

Prodicus, disciple d'Esculape, observa que les athlètes qui se couvraient le corps d'huiles parfumées pour donner moins de prise à leurs adversaires étaient aussi remarquables par leur robuste santé. Il se mit donc à traiter ses malades au moyen de frictions huileuses aromatisées.

La mode des onctions parfumées se généralisa. Il y eut un parfum pour chaque partie du corps : l'onguent égyptien pour les pieds, l'huile de palme odorante pour les seins, l'amande pour les bras et le dos, la marjolaine pour la tête et les cheveux, le thym pour les jambes.

Dioscoride, dans le tome I^{er} du « De Materia Medica » prétend que le parfum KYPHI est très recherché par les prêtres pour le culte. Il sert également en mélange comme boisson anti-asthmatique.

Plutarque prescrit de préparer le KYPHI à l'aide des ingrédients suivants : vin, miel, raisins secs, cyprès, résine, myrrhe, asphalte, lentisque, patience, grandes et petites baies de genévrier, calame, cardamome.

Pythagore aurait écrit un livre sur les propriétés merveilleuses de l'anis : « une femme accouche plus facilement en respirant l'odeur de l'anis. Celui qui porte de l'anis dans sa main ne sera pas atteint d'épilepsie ».

La légende ne raconte-t-elle pas que Médée aurait rendu à Eson sa jeunesse perdue en plongeant ses membres séniles dans un bain d'herbes aromatiques.

Voilà bien des exemples de l'influence des parfums dans la thérapeutique.

Vers le V^e siècle avant J.-C. sous l'influence des philosophes grecs une nouvelle orientation va être donnée à la médecine.

« En pratiquant ouvertement la médecine, les philosophes allaient porter un coup mortel au culte des divinités salutaires ».

Parmi ces médecins, le plus célèbre, Hippocrate, vers 400 avant J.-C. fit la synthèse des connaissances de son temps et donna à la médecine son indépendance. Nous savons les formes pharmaceutiques qu'il administrait pour l'usage externe : bains, frictions, fumigations, cérats, tous produits d'hygiène qui différaient peu des préparations

utilisées pour les soins de beauté. C'est en faisant brûler des aromates à tous les carrefours qu'Hippocrate parvint à chasser la grande peste d'Athènes, célèbre par le récit de Thucydide.

Certes, la pharmacie reste encore confondue avec la médecine, elle ne jouit pas d'une activité propre, mais ceux qui préparent les médicaments sous le contrôle des médecins sont aussi ceux qui fabriquent les parfums — c'est-à-dire que la parfumerie se rattache étroitement à la pharmacie et cela est si vrai que dans l'Antiquité la préparation des médicaments et celle des produits aromatiques se faisaient dans les mêmes officines, celles des murephoi chez les Grecs, des unguentarii chez les Latins, et qu'ils portaient le même nom *pharmaca* et *unguenta* — les parfums jouissant d'ailleurs souvent de vertus thérapeutiques.

Dans toute l'Antiquité, on a reconnu les propriétés aphrodisiaques du musc, dont l'odeur est agréable à l'utérus disaient les anciens auteurs des Pharmacopées.

Après la conquête de l'Orient, les médecins d'Egypte et de Grèce vont accourir à Rome. Nous retrouvons le même processus historique déjà observé chez les autres peuples. Les Romains ne s'étaient pas préoccupés de définir des systèmes médicaux scientifiques. Leurs connaissances très rudimentaires se confondaient avec les cultes médicaux. « Dans le sanctuaire de la déesse Febris sur le Mont Palatin on se livrait à des pratiques religieuses en même temps qu'on y trouvait de nombreux médicaments ».

Ce n'est que vers le II^e siècle avant J.-C. que l'influence de l'Orient se fait véritablement sentir, malgré la résistance du vieux Caton qui se scandalisait de l'envahissement de ces étrangers.

Il faut reconnaître que sa haine n'était pas sans fondement : les médecins se recrutaient dans toutes les classes de la société et les boutiques de certains devinrent des lieux de rendez-vous de toute la pègre.

Il faut attendre l'arrivée d'Asclépiade, en 55 avant J.-C. pour assister à la formation d'une véritable école d'enseignement médical où les massages, les douches sont recommandés. — Il insiste sur une thérapeutique hygiénique.

Quelques années plus tard, Cornelius Celsus dans son ouvrage « De Medicina » préconise à son tour les frictions et les bains. C'est également Celse qui nous fournit une indication précise sur ceux qui exerçaient la pharmacie. — Il distingue : les pharmacopoles, marchands tantôt ambulants, tantôt sédentaires qui vendaient des médicaments tout préparés et les pharmaceutribes pileurs ou broyeurs de drogues ; les herbarii ou marchands de plantes communes et les seplasiarii ou droguistes tenant boutique, qui commerçaient les drogues pour la médecine ou la parfumerie... A peu près à la même époque, Servilius Damocrates composa un certain nombre de formules parmi lesquelles nous trouvons des dentifrices.

On le voit, la distinction est difficile à établir, où commence la pharmacie, quelles sont les limites de la parfumerie ? Nous devons admettre l'interpénétration. Il existe à Pompei une fresque dans la maison de Vettii, dont le sujet représente des foyers où l'huile se prépare ; deux amours travaillent au mortier, un troisième armé d'une cuillère tire d'un vase quelques gouttes à l'intention d'une cliente... Est-ce une pharmacie ou plutôt l'atelier d'un parfumeur ? La différence n'est pas grande dans l'Antiquité.

L'influence de GALLIEN lui-même qui peut être considéré comme le père de la Pharmacie, ne rejette pas de la liste des médicaments des préparations communes à la parfumerie. Nous avons vu l'usage du Kyphi en Egypte comme aromate dans le culte religieux et comme purgatif. Dans le « De Antidotis » Gallien de son côté parle du Kyphi et raconte qu'il est donné sous forme de breuvage aux personnes souffrant du foie, des poumons et des autres parties internes.

Les Romains utilisaient aussi les aromates pour conjurer le sort et ils avaient recours pour leur préparation aux *unguentarii*.

Plutarque et Ovide rapportent que les fumigations sèches ou liquides se préparaient aussi chez les *unguentarii*. Les vapeurs d'encens passaient pour calmer l'irritation des bronches, faire disparaître les boutons et apaiser les douleurs.

C'est également chez ces *unguentarii*, à la fois pharmaciens et parfumeurs que l'on trouvait des pastilles aromatiques destinées à combattre la mauvaise haleine : elles se composaient, selon Pline, d'un mélange de miel, de myrrhe et de lentisque additionné de son poids de noix de Galle macérées dans du vin doux. — Pline considérait encore comme un remède contre l'ivresse un parfum à base de safran très en vogue auprès des Romaines, le « *Crocinus* ».

Les soins de beauté et d'hygiène se confondaient fréquemment avec la médecine et Ovide, dans un livre consacré aux cosmétiques, n'hésite pas à les appeler les médicaments de la face « *medamina faciei* ».

L'envahissement de l'Empire Romain par les Barbares allait marquer un recul de la médecine et de la pharmacie et d'autre part l'influence grandissante de la pensée chrétienne donnait un nouvel essor à cette idée que la foi seule pouvait guérir. « La prière, les onctions, l'imposition des mains constituent les remèdes les plus utilisés ».

CHAPITRE TROISIÈME

L'EVOLUTION DE LA PHARMACIE SOUS L'INFLUENCE ARABE PENDANT L'EPOQUE MÉDIÉVALE ET JUSQU'À LA FIN DU XVII^e SIÈCLE.

La chute de l'Empire Romain allait avoir des répercussions profondes et lointaines sur le plan médical.

En Occident, l'influence croissante de l'Eglise, l'inlassable dévouement de son clergé séculier et des moines, tout en préservant la tradition médicale romaine ne pouvait pas apporter les éléments nécessaires à des progrès dans l'art de guérir. Il faut attendre les idées nouvelles venues de l'Orient pour assister à partir du XI^e siècle à un bouleversement des notions antérieures.

Nous ne devons pas seulement à la domination arabe sur l'Orient la survie de la pensée médicale grecque, mais encore une orientation résolument plus spécifique. Le Coran recommandait déjà de nombreux médicaments et nous trouvons des hommes éminents pour s'adonner à la Médecine. La Pharmacie trouva en eux de véritables novateurs. La matière médicale devait s'enrichir de tous les produits apportés de l'Asie Mineure. Les connaissances botaniques se développent, les substances aromatiques si abondantes en Orient connaissent une vogue nouvelle : ambre, musc en particulier : la fumée de l'ambre a été longtemps regardée comme propre à prévenir des crises d'épilepsie. Parallèlement, la chimie réalise des progrès remarquables. L'usage de l'alambic permet la préparation de l'alcool, des alcoolats, des eaux aromatiques et des essences — essences de romarin, d'amandes amères, de cèdre...

La science des Maures d'Espagne et les recettes de leurs médecins furent à la base de la célèbre Ecole de Salerne qui eut une si grande influence au Moyen-Age. Jean de Milan, en 1066, réunit sous le titre d'Aphorismes tous les préceptes de l'Ecole. Certaines plantes aromatiques avaient à ses yeux des propriétés invraisemblables. C'est le cas de la sauge odorante qui reçut le nom d'Orvale, parce qu'elle valait de l'or.

Cette rencontre entre l'Orient et l'Occident devait permettre à la pharmacie de se dégager de la tutelle médicale et en abandonnant peu à peu les pratiques empiriques, de former une corporation particulièrement active et importante. Il nous faudra, toutefois, attendre plusieurs siècles avant que l'art de guérir devienne aussi une science. Sans qu'il soit aisé de faire la part du charlatanisme ou du mysticisme

nous allons illustrer par de nombreux exemples le rôle important que continuent à jouer les parfums dans la Médecine.

L'emploi des fumigations, pratique remontant aux temps les plus reculés, était demeuré très fréquent au Moyen-Age. On les utilisait dans un but soit préventif soit curatif.

C'est ainsi qu'en 1343, Guy de Chauliac, professeur à la Faculté de Montpellier, dans un ouvrage intitulé : « La Grande Chirurgie » conseilla pour préserver de la peste « d'amender l'air par le feu, conforter le cœur par la thériaque et pommes et choses de bonne odeur ».

C'est principalement par l'emploi qu'on en fit contre la peste qu'on trouve en effet mentionnées les fumigations. MAUGUET, dans son « Traité sur la Peste » nous décrit le costume carnavalesque que devaient revêtir ceux qui approchaient des pestiférés :

« Il est de Marocain du Levant, le masque et les yeux de cristal « et un long nez rempli de parfums. Le nez en forme de bec n'a que « deux trous, un de chaque côté de l'endroit des ouvertures du nez « naturel, mais cela peut suffire pour la respiration, et c'est pour porter « avec l'air que l'on respire l'impression des drogues renfermées plus « avant dans le bec ».

Pierre de SORDES, de Figéac, atteint de la peste à l'âge de 20 ans en 1587, écrivit un traité qu'il dédia au Cardinal de Sourdis, Archevêque d'Aquitaine. Nous y lisons qu'on se préservait de l'infection en évitant la fatigue, la colère, l'intempérance... en parfumant ses habits avec laurier, romarin, marjolaine, sauge, fenouil, bois de genévrier, myrrhe, encens, etc...

Au XI^e siècle, Platearius renseignait pour régulariser la menstruation une fumigation stimulante : « Prenez des choses aromatiques ou ambre solement et faites recevoir à la femme la fumée par desuz » tout en lui faisant respirer des « choses puanz ».

Comme on le constate, la conception du démon maladie n'a pas disparu, elle règle toute cette thérapeutique. Veut-on susciter un écoulement sanguin menstruel ? D'une part, on chasse le sang vers le bas en le repoussant par des odeurs infectes que l'on développe dans les narines. D'autre part, on l'attire par des fumigations odorantes et délicates dirigées dans la région vaginale.

La Peste, fléau du Moyen-Age, nous a valu en outre une recette de Michel de Nostre-Dame, célèbre médecin-parfumeur de la Renaissance, plus connu sous le nom de Nostradamus. Pendant l'épidémie d'Aix, de 1546, il inventa une poudre de senteur « de parfaite beauté et excellence » dont voici la formule : « Prenez de la sciure du cyprès le plus vert, une once ; d'iris de Florence, six onces ; de girofle, trois dragmes ; de calamus, trois dragmes ; de bois d'aloès, six dragmes. Prenez trois ou quatre cents roses rouges incarnées, toutes fraîches cueillies avant la rosée, et faites piler le tout dans un mortier. Faites-en de petites pilules et faites sécher à l'ombre. Ajoutez du musc et de l'ambre selon votre vouloir et pouvoir ».

Il nous a paru intéressant de puiser abondamment dans le « Cours de Médecine en françois contenant le miroir de beauté et santé corporelle de Louys Guyon Dolois, sieur de la Nauche, docteur en médecine ». Ce curieux ouvrage paru à Lyon en 1678 est recommandé à l'usage des médecins, chirurgiens et apothicaires par une personnalité médicale du temps, Monsieur Lazare Meyssonnier, conseiller et médecin ordinaire du Roy, Docteur de l'Université de Montpellier, professeur agrégé au Collège des Médecins de Lyon.

L'enseignement que nous en tirons est précieux. Il nous montre combien sont tenaces la routine et les préjugés.

« Traitement de la vérole »

« Il s'est trouvé une autre façon de panser la vérole, qui a été
« apportée d'Allemagne, à savoir par des parfums. Elle se pratique
« en mettant le malade, tout nu, sous un pavillon, qui couvrira une tine
« dans laquelle il sera assis et dans celle-ci, il y aura de la braise
« dans une chaufferette dans laquelle on jettera des trochisques de
« sinabre, telles quantités que le méthodique chirurgien verra être à
« faire, et réitérera tous les matins ces parfums jusqu'à ce que le flux
« des bouches soit bien sorti.

« Il faut savoir qu'on doit prendre aussi bien le parfum par la
« tête que par les autres parties, mais peu ; c'est pourquoi le malade
« tiendra la tête hors le pavillon durant les parfums, et la mettra
« dedans aussi parfois, et après avoir pris le parfum il sera mis dans
« le lit, couvert modestement ».

Nous trouvons, ensuite, la description de trois façons de faire des trochisques de sinabre. L'auteur précise que la première recette est pour les délicats et les débiles — la seconde est pour les personnes robustes — la troisième pour ceux qui n'ont pu guérir par aucun des remèdes précédents, et il ajoute :

« Plusieurs ont écrit qu'on ne doit user de parfums sinon aux
« véroles invétérées, et qu'on n'aurait pu guérir par d'autres remèdes.
« D'autres, qu'ils sont propres à dessécher les ulcères qu'on a aux
« parties inférieures et principalement des femmes. »

« Je puis assurer que j'ai vu plusieurs empiriques, et des chirurgiens méthodiques avoir usé de ces parfums pour récentes véroles
« qui ont été très bien guéries et les invétérées même ».

Il est amusant de noter que Malherbe raconte, en termes plaisants, dans une lettre adressée à l'un de ses amis, comment pour avoir « sué trois fois la vérole » il vint à Nantes se faire soigner par les parfums.

De la préservation de la peste

Dans les chambres des logis, on fera du feu de bois odorant ; les lits seront parfumés. Il ne faut pas oublier que les riches usent de parfums odorants, comme d'oiselets de chypre et d'autres parfums semblables. Les pauvres se contentent d'encens, de graines de genévrier pour parfumer les linceuls et habillements.

Les fleurs séchées d'œillets, ou l'eau distillée d'œillets sont également recommandées pour se préserver de la contagion.

Après avoir cité quelques erreurs à éviter, « sentir les latrines tous les matins », l'auteur note que comme le cœur, le cerveau naturellement se comporte et se délecte des bonnes odeurs et senteurs, et aussi des puanteurs. Il ferait mieux de porter en air pestiféré une pomme composée comme s'ensuit :

benjoin
racines d'angélique
iris, etc...

de laquelle on fera une pomme que l'on pendra au col pour sentir souvent, ou bien encore on fera des petits sachets odorants.

De la chute et de la relaxation du boyau culier.

Il est recommandé de faire des trochisques que l'on place sur des charbons ardents, et la fumée est reçue sur une chaise percée, l'intestin étant retenu et comprimé par les mains.

Il est préférable d'user du parfum après reposition et restauration, car il se remet mieux lorsqu'il est mol et humide que lorsqu'il est desséché.

Contre les maux de tête.

Il est recommandé de faire une « pomme de senteur que l'on portera au cou ». Voici la formule :

Prenez	storax	}	2 drachmes
	calamite		
	gallia		
	mosseata	}	1 drachme $\frac{1}{2}$
	musc et		
	ambre gris		
			de chacun 3 grains

toutes ces choses réduites en poudre avec de l'eau de marjolaine et du storax liquide feraient une pomme de senteur qui sera portée au col.

Jusqu'au XVII^e siècle, on estimait que sans le musc, la médecine ne serait pas possible. De nos jours, nous pouvons affirmer que sans le musc il n'y a pas de bons parfums.

La question de paralysie du siège est traitée. Il est tout particulièrement recommandé de ne pas oublier les parfums qui dessèchent grandement, ils seront faits de cette façon :

prenez	1 once de têtes de noix
	1 drachme de castoreum
à parties égales	3 drachmes de storax rouge
	de laudanum
	d'acacia

le tout incorporé avec poix et térébenthine. Puis sont faits les trochisques dans lesquels ils recevront les parfums par le bas dans une chaise percée.

Le boyau remis est contenu avec une bande.

Contre les rhumes. — On usera d'une poudre odorante que l'on placera sur la braise ou bien avec la même formule on se confectionnera des trochisques avec de la térébenthine, d'autres fois on parfumerà la tête d'une poudre à base de sauge, romarin, œillet.

Contre la salivation immodérée. — Il est recommandé aux femmes de porter sous la coiffure un drap d'écarlate parfumé de sandarach, mastic et myrrhe.

Régime de ceux qui voudront entreprendre de panser ou médicamer les pestiférés. — Ils porteront des sachets de senteur, ou choses semblables, comme aussi de l'eau odorante. Ils éviteront également de se mettre dans la direction du vent, et auront devant eux une chaufferette pleine de braise vive dans laquelle ils jetteront des trochisques.

Contre l'impuissance. — « Le parfum de la dent d'un homme mort » — ce n'est peut-être pas de la parfumerie classique, mais c'est un détail qui nous montre l'influence des odeurs.

Contre le mal de mère ou suffocation de la matrice. — Les odeurs puantes sont contraires à la suffocation. On leur en fera prendre par le nez et par la bouche, faisant brûler sur un réchaud des plumes de bécasses, de perdrix ou d'autres oiseaux.

On leur fera sentir et odoré du galbanum ou assa foetida, aussi la fumée de chandelles fraîchement éteintes. L'odeur des herbes puantes tient la matrice en place. Par contraire, les bonnes et suaves odeurs étant appliquées par le bas ou mises en parfums, contiennent l'utérus en son lieu par une propriété naturelle. C'est pourquoi il serait besoin qu'une sage-femme matrone ou autre, oignit ses deux doigts — à savoir l'index et son prochain — d'huile d'aspic ou d'amandes douces dans lesquelles on aurait mis quelques grains de civette ou de musc, et qu'elle les mette dans la vulve de la femme malade tant profondément qu'elle pourra, jusqu'à l'orifice de l'utérus, et chatouillant tant et tant et par tant de temps qu'elle lui fasse sortir les humeurs putrides.

L'auteur insiste un peu plus loin sur l'utilité de ces parfums pris par le bas. La composition des trochisques ne peut prêter à confusion, il s'agit bien de remèdes, mais aussi de véritables parfums où l'odeur agréable est appelée à jouer un rôle essentiel. Nous pensons que l'on doit y voir la continuation sans doute inconsciente, d'une pratique religieuse.

N'oublions pas les clystères, si liés à l'exercice de la pharmacie au XVII^e siècle, et quel raffinement dans cette mode de les parfumer ! Quelle merveille devait être le clystère « catholicon » — C'était une

infusion de feuilles de mauves, de pariétaires et de violettes, de graines d'anis et de fenouil, auxquelles on ajoutait de la pulpe de pruneaux, de la bryone, du miel, etc... pour les raffinés, de l'eau de roses rouges.

Tout cela fait bien appel aux substances aromatiques utilisées en parfumerie, mais est-ce à dire que les apothicaires sont parfumeurs ? Monsieur BOUVET ne le pense pas.

« Les articles de parfumerie sont de vente beaucoup moins courante de nos jours, et rares sont ceux que nous relevons dans les inventaires ».

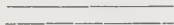
Cependant, Jean de Renou, qui pendant longtemps servira de guide aux apothicaires, nous donne une liste des produits qui devaient se trouver dans une boutique bien et suffisamment garnie :

A côté des herbes, produits animaux et minéraux habituellement prescrits, à côté des préparations magistrales et emmagasinées à l'avance, on trouvait des bougies et luminaires de luxe ; des amandes, des citrons, des denrées alimentaires, des épices, des pruneaux pour « lâcher le ventre », des confitures de prunes et d'abricots ; des sucrades et des préparations spéciales de beauté telles que produits aromatiques, poudres pour cheveux, pâtes à laver les mains, eaux pour les dents, pastilles odorantes.

Il convient de préciser que Jean de Renou « n'est pas tendre pour les préparateurs de fards et d'eaux d'embellissement ». S'inspirant des auteurs chrétiens, notamment de Saint Clément d'Alexandrie, il conseille avec énergie aux apothicaires, amis des bonnes mœurs, de se refuser à la vente de ces préparations, « senteurs » à base de musc, iris, civette ou benjoin — qui n'appartiennent qu'aux maquereaux ou charlatans, de peur que « les putins » et autres femmes de joye n'y trouvent de quoi attraper et prendre à la pipée les jeunes hommes par trop imprudents. Il pense que « les femmes qui usent de tels fards deviennent incontinent punaises, vieilles, et perdent immédiatement leurs dents, ou elles leur deviennent noires comme charbon ».

Et pourtant, il nous apprend que certains apothicaires donnent des pommades à des femmelettes pour les faire paraître belles ou à leurs maris ou à leurs amis.

En 1626, Jean Paré, apothicaire de la Duchesse de Lorraine, lui fournit de la poudre d'iris, de l'huile rosat, du savon...



CHAPITRE QUATRIÈME

LES PRODUITS DE BEAUTÉ CONSIDÉRÉS COMME DES REMÈDES SECRETS DE LA FIN DU XVII^e SIÈCLE A LA LOI DE GERMINAL

La fin du XVII^e siècle marque un tournant décisif pour la thérapeutique et préfigure déjà la pharmacie moderne. — Les rêves insensés liés à l'alchimie disparaissent, l'expérimentation prend une place grandissante dans la recherche scientifique. Nous assistons à la naissance de la chimie. — La botanique se développe avec la même rapidité grâce aux facilités de communication qui vont permettre à de nombreux explorateurs d'enrichir la matière médicale de tous les produits rapportés d'Amérique ou d'Extrême-Orient.

Une ère nouvelle commence, à une orientation essentiellement artisanale va succéder une activité industrielle qui ne se ralentira plus jusqu'à nos jours. — Sans doute, ce développement industriel sera-t-il extrêmement lent en pharmacie et rares sont les apothicaires qui fabriquent des spécialités. Ces produits préparés à l'avance par des inventeurs qui en gardent jalousement la formule, constituaient de véritables remèdes secrets pouvant dans certains cas nuire à la santé. Il est important de signaler, en outre, qu'ils étaient le plus souvent vendus et débités sans contrôle. Dans son histoire de la Pharmacie en France, Monsieur Bouvet nous dit que les dépôts étaient rarement établis chez des apothicaires. Parmi les dépositaires relevés à Versailles en 1789, on trouve : un musicien du roi, un cordonnier, trois épiciers, un parfumeur, un limonadier, deux chirurgiens, un « fayencier », divers particuliers et exceptionnellement quelques apothicaires.

Il ne faudrait toutefois pas croire que les apothicaires se soient entièrement désintéressés des produits de beauté et aient été victimes d'une concurrence permanente et déloyale. L'un des pharmaciens les plus remarquables de la seconde moitié du XVII^e siècle et qui prend rang parmi les hommes de science les plus éminents de son temps, LEMERY, n'est-il pas l'inventeur de l'huile de talc pour les soins de la peau. Nous trouvons bon nombre de produits de beauté dans le prospectus de FERET de Dieppe, où nous relevons l'eau de miel d'Angleterre, l'eau de lavande spiritueuse, différentes essences, etc... Parallèlement, DRAPIEZ, à la fin du XVIII^e siècle, vend de l'eau de Cologne, du lait virginal, de l'opiat pour les dents, de l'eau de la Reine de Hongrie.

Les remèdes secrets en raison d'une part de l'absence de contrôle, et d'autre part de cette collusion constante que nous avons trouvée

entre la parfumerie et la pharmacie comprenaient un grand nombre de produits de beauté. Certains même, et non des moindres comme l'Eau de Cologne ont vu la longue liste de leurs vertus thérapeutiques s'amenuiser au cours des ans, sans perdre leur place en pharmacie puisque cette préparation était encore consacrée à l'avant-dernière édition du CODEX.

Nous n'entreprendrons pas l'étude complète de tous les produits de beauté spécialisés, fruits de l'imagination fertile de leurs auteurs, nous croyons toutefois qu'il est utile de nous attarder sur certains d'entre eux. Nous pensons qu'ils nous apporteront un argument de valeur pour prouver le rôle important joué par la parfumerie dans la thérapeutique. Nous avons déjà montré l'évidence de ce rôle, mais l'absence de document précis nous a contraints à procéder par déduction.

Désormais, notre tâche va se simplifier, nous disposerons de textes irréfutables. Il n'y a plus de place pour l'interprétation, moins encore pour le doute et il faudra attendre la Loi de Germinal pour assister au premier essai sérieux de délimitation des frontières de la pharmacie.

S'il est certain que l'emprise de l'art cosmétique sur la pharmacie ne date pas du XVIII^e siècle, il est hors de doute que pour la première fois depuis l'Empire Romain, les conditions les plus favorables se sont rencontrées autour d'une Cour brillante, où la beauté jouait un rôle aussi important que la santé. Il n'est pas surprenant de constater la faveur grandissante de produits qui se proposent à la fois comme des remèdes et comme des adjuvants de la beauté.

COUVREUR pense que nos confrères avaient certainement dans leurs boutiques de quoi contenter « les désirs les plus modestes jusqu'aux plus intenses, des dames du XVIII^e siècle. »

Dans sa thèse très documentée sur la Pharmacie et la Thérapeutique au XVIII^e siècle, vues à travers le Journal Encyclopédique de Pierre Rousseau à Bouillon, il cite quelques-uns des produits les plus vendus dont la nature un peu plus sérieuse et scientifique que celle de beaucoup devait engager nos confrères à en faire la vente. Il remarque d'ailleurs que la plupart de ces produits étaient fabriqués parallèlement à des spécifiques à allure plus médicale et que les pharmaciens de l'époque participaient eux-mêmes à la confection des panacées de la Beauté.

La première mention est celle d'un ouvrage de M. BUCHOZ, Docteur en Médecine, dont nous avons trouvé de nombreux ouvrages. Le volume cité est intitulé :

« Toilette de Flore à l'usage des Dames ou Essai sur les plantes et les fleurs qui peuvent servir d'ornement aux Dames »

et contenait les différentes manières de présenter les essences, pom-mades, rouges, poudres, fards et eaux de senteur auxquelles on

ajoutait différentes recettes pour enlever toutes sortes de taches sur le linge et sur les vêtements (volume paru en 1771).

En Juillet 1772 (page 137) paraît la recette d'une poudre odoriférante, destinée aux fumigations. Celles-ci sont utilisées comme antiseptique, autant que comme élément d'hygiène et de parfumerie. Voici cette recette :

« Prenez la racine appelée calamus aromaticus	
mise en petits morceaux	3 livres
« de l'encens pilé grossièrement	1 livre
« du storax et des feuilles de roses	$\frac{1}{2}$ livre
« de la scammonée de Smyrne ou de la myrrhe ..	1 livre
« du salpêtre commun pilé	1 livre $\frac{1}{2}$
« et du soufre	$\frac{1}{4}$ de livre
« Mêlez le tout et vous en retirerez 9 livres $\frac{3}{4}$ d'une poudre	
« odoriférante. »	

Une autre recette de poudre odoriférante, qui est plutôt antiseptique, empêche la communication de la peste. Elle a été inventée par la Commission de Moscou, et publiée en Juillet 1772 à la page 136.

En Juillet 1774 paraît à Paris, chez PISOT, une « Nouvelle chimie du goût et de l'odorat ou l'art de composer facilement et à peu de frais les liqueurs à boire et les eaux de senteur. »

En Octobre 1774, à la page 352 du Journal, il est signalé qu'un négociant, arrivé de Louisiane, a apporté de la véritable graisse d'ours pure et naturelle, préparée sans feu par les sauvages. Elle prévient la chute des cheveux, les nourrit, les épaissit, les conserve et « guérit les rhumatismes, pourvu qu'on s'en frotte devant le feu pendant quelques jours matin et soir. »

En Février 1777, nous est donnée une recette d'Eau de Cologne :	
« prenez de l'esprit de vin rectifié	24 livres
« de l'esprit de romarin	6 livres
« de l'eau de mélisse composée	4 livres $\frac{1}{2}$
« de l'essence de bergamote	4 onces
« du néroli	3 gros
« de l'essence de cédrat	$\frac{1}{2}$ once
« de l'essence de citron	4 gros
« de l'essence de romarin	4 gros

« On renferme toutes ces drogues dans une grosse bouteille, on agite le mélange et l'eau est faite. Si l'on veut qu'elle soit plus délicate, il faut la rectifier au bain-marie, à petit feu, pour tirer toute la liqueur, à deux pintes près. »

L'emploi de l'Eau de Cologne pour l'usage interne aussi bien que pour l'usage externe nous incite à en faire une étude un peu plus complète.

Il semble qu'il a fallu attendre la Renaissance pour l'emploi de l'alcool comme véhicule des produits de beauté. Bien que l'alcool fut

connu des Chinois et des Arabes, les principes de la distillation furent surtout appliqués aux eaux distillées aromatiques.

C'est sans doute l'Eau de la Reine de Hongrie qui connut la première une immense renommée parmi les eaux de senteur à base d'alcool. Elle était considérée comme un spécifique très actif dans de nombreuses maladies. Dans son « Histoire des drogues » parue en 1694, POMEL indique que de nombreux spécialistes se livrent à sa fabrication :

« Ils distillent de l'eau-de-vie sur laquelle ils jettent tant soit peu d'huile blanche de romarin, et ensuite la mettent dans des bouteilles de différentes grandeurs, cachetées de leur cachet, avec une inscription moulée au-devant de la bouteille, qui a ordinairement pour titre : Véritable Eau de la Reine de Hongrie, faite par un tel, à un tel lieu. » Il était recommandé d'en user dans les épidémies de peste, mais c'était surtout un grand remède contre la goutte. Elle finit par être promue au grade de remède officiel : on la trouvera au Codex parisien.

Les eaux de Cologne ont une origine italienne. Elles ont été préparées dès le XVI^e siècle dans les couvents avec des plantes de la famille des Aurantiacées. Ce n'est que vers le milieu du XVII^e siècle qu'elles furent vendues à Cologne par la famille Farina.

La formule de la véritable Eau de Cologne serait celle de Jean-Paul Feminis, de Domodossola, inventée vers 1650. Il aurait confié sa formule aux frères FARINA qu'il avait connus à Cologne. Ceux-ci s'associèrent et exploitèrent la recette sous le nom d'EAU ADMIRABLE DE COLOGNE.

A l'origine, l'Eau Admirable, et ses imitations, étaient des remèdes secrets, employés comme des médicaments en usage interne aussi bien que pour l'usage externe. Elles passaient pour être spécifiques de nombreuses maladies et, par la suite, elles devinrent des préparations alcooliques, à parfums variés, ayant des propriétés antiseptiques, stimulantes et toniques.

Sans entrer dans le détail des vertus de cette EAU, l'on peut signaler que :

« L'on peut s'en servir intérieurement et extérieurement. Si l'on en use intérieurement, la dose est de 50 à 60 gouttes dans du vin, de l'eau de Fontaine, ou bouillon ou autre liqueur convenable. »

« Si l'on voulait faire le détail de tous les maux auxquels cette liqueur, sans pareille, est propre, il faudrait faire celui de presque toutes les infirmités auxquelles le corps humain est sujet, car on peut presque l'appeler médecine universelle. »

« C'est un remède souverain contre l'apoplexie, paralysie, tremblements, roideur du col, catarrhe, et généralement toutes les maladies mercurielles et pituiteuses, particulièrement du cerveau. »

« C'est un antidote merveilleux contre toutes sortes de venins et un préservatif excellent contre la peste. Elle guérit les palpitations

de cœur, elle soulage extérieurement la migraine si on en tire par les narines. Elle fait passer la colique et apaise les douleurs. »

« Elle guérit les brûlures si on y applique un linge trempé de cette eau. Elle soulage infailliblement les femmes dans les accouchements difficiles, et aide à faire sortir l'arrière faix — on leur en donne pour cela 50 à 60 gouttes dans une quantité suffisante d'eau fraîche ».

« Elle fortifie la vue et apaise la douleur des yeux provenant d'humeurs grossiers si, ayant fermé l'œil, on applique sur la paupière un linge humecté de cette eau, et qu'on l'y laisse jusqu'à ce qu'il soit sec. »

L'imprimé se termine par :

« On n'en finirait pas si l'on voulait rapporter tous les maux que cette EAU incomparable a la vertu de prévenir, ou de chasser. Il suffit de dire qu'il y en a peu contre lesquels elle n'exerce son pouvoir avec cette admirable qualité qu'elle ne peut causer le moindre préjudice ou accident, pas même à un enfant au berceau ».

Eau Admirable de Cologne des frères ROSSI — Elle est présentée dans le « Mercure de France » de Novembre 1761 et « est merveilleuse pour l'apoplexie, paralysie, tremblements, roideur du cou, humeurs froides, palpitations du cœur, migraines, obstruction du foie, de la rate, des reins, coliques, douleurs d'estomac, tumeurs, blessures, et dissout le sang caillé. »

« Elle est aussi admirable pour la gravelle et la goutte ».

Eau de Cologne du Sieur GEROVILLE — également remède secret.

Véritable Eau de Cologne Inimitable de DUROCHEREAU Aîné, rue Neuve St-Eustache n° 32 à Paris.

Ici, la publicité médicale est plus restreinte et le prospectus se contente de « laisser au médecin seul le traitement des maladies. »

Eau de Cologne de VOURLOUD. — M. Bouvet possède un tableau-réclame dans sa collection.

Eau DUCHESNE — médico-cosmétique, antispasmodique. C'est un pharmacien, METTE, 29, rue des Lombards, qui prépare cette eau inventée par le Docteur DUCHESNE.

Le prospectus indique qu'elle peut convenir à toutes les maladies qui attaquent le système nerveux.

Nous pouvons rapprocher des Eaux de Cologne, les vinaigres de toilette de MAILLE. Il habitait rue St-André-des-Arts, et sans se donner comme apothicaire, il fabriquait non seulement des vinaigres pour l'alimentation, mais également des produits de beauté et des produits médicinaux.

En Novembre 1777, à la page 535 du Journal de P. Rousseau paraît une annonce en faveur des produits fabriqués par MAILLE :

« Dans notre Journal du 15 Septembre dernier, nous avons
« annoncé les différents vinaigres composés et mis en vente unique-
« ment par le Sieur MAILLE, seul Vinaigrier et Distillateur ordinaire
« du Roi Très-Chrétien et de leurs Majestés Impériales, demeurant à
« Paris, rue St-André-des-Arts, mais l'abondance des matières ne
« nous a point permis d'en donner une notice assez détaillée. Nous
« allons donc y revenir :

Le vinaigre de Turbie — qui guérit radicalement le mal de dents, doit, dit le Sieur MAILLE, être mis et gardé dans la bouche, du côté de la douleur. Il la diminuera sur le champ, mais il ne faut pas s'en servir dans le cas de fluxion.

Le vinaigre Romain est spiritueux, pénétrant, dessicatif, balsamique. Il guérit les affections scorbutiques, particulièrement celles des gencives, raffermir les dents, les blanchit, arrête en elles les progrès de la carie, empêche que les autres ne la contracte, prévient l'haleine forte, raffraichit les lèvres.

Le vinaigre de Storax blanchit, unit, affermit la peau, lui donne un teint clair, vif, et l'empêche de se rider. La manière de s'en servir est très simple : le soir, en se couchant, on se frotte avec un linge imbibé de cette liqueur, sans s'essuyer ; le matin, à son lever, on fait la même chose.

En continuant ainsi quelques jours de suite, on obtient bientôt les effets désirés. On ne doit rien craindre de l'usage de ce vinaigre, attendu qu'il n'entre dans sa composition aucune espèce de métal ni de minéral. Il faut y mettre un tiers d'eau les deux ou trois premières fois que l'on s'en sert.

Le vinaigre de fleurs de Citron — pour ôter toutes sortes de boutons du visage, s'emploie pendant 15 ou 20 jours, dans la journée et le soir en se couchant. Il faut remuer la bouteille avant de s'en servir et le matin à son lever, se laver le visage avec le clair du vinaigre qui, souvent, fait d'abord sortir plus de boutons que l'on en avait, parce qu'il a la propriété de dégager l'épiderme de ses humeurs, mais au bout de trois à quatre jours cette augmentation cesse. L'effet de ce vinaigre n'a jamais trompé l'attente de ceux qui l'ont employé.

Le vinaigre d'écaille — contre les dartres. Il faut la première fois seulement en imbiber une compresse dont on couvrira le mal le soir avant de se coucher, ensuite, prendre de la même liqueur avec une plume, l'appliquer plusieurs fois dans la journée sur les dartres, l'y laisser sécher et continuer de s'en servir ainsi l'espace de 15 à 20 jours.

Le vinaigre Fondant — pour la parfaite et prompte guérison des cors.

Le vinaigre Admirable et Sans Pareil — a les propriétés de blanchir le visage, d'affermir la peau et de lui donner l'agrément d'un teint clair et frais, d'ôter les boutons et le hâle, de rétablir les visages

compassés de différents âges, de dissiper promptement les rougeurs de la petite vérole, et de fortifier la vue.

Le vinaigre Stytique — pour ôter les rides.

Le vinaigre des Quatre Voleurs — tel qu'il fut composé par des médecins lors de la peste de Marseille, est un excellent préservatif contre tout air contagieux.

Le vinaigre Scilitique — dégage l'organe de la voix.

Le vinaigre Rouge. — On trempe dans cette liqueur un morceau de coton neuf, ou une éponge très fine, et on s'en frotte le visage comme si l'on voulait mettre du rouge ordinaire. La liqueur sèche dans la minute. Veut-on augmenter la couleur ? On fait une seconde fois l'opération.

Le Sieur Maille distribue aussi du Vinaigre de Rouge plus foncé, pour les personnes qui veulent qu'il paraisse beaucoup. Ces mêmes liqueurs appliquées sur les lèvres, leur donnent une très belle couleur et les empêchent de gercer par le froid.

Le Vinaigre Royal — guérit parfaitement la gangrène, même la plus invétérée, et lorsqu'elle ne laisse aucun espoir aux gens de l'Art. — C'est aussi un excellent remède pour les piqûres des cousins, des barangouins, etc... dont on est très incommodé en Amérique — pour les panaris, les humeurs froides, les brûlures, le coup de feu et même les rhumatismes.

Le vinaigre à l'usage de la Toilette — ôte le feu du rasoir, rafraîchit le teint, et garantit des dartres farineuses, ainsi que des boutons, lorsqu'on s'en sert habituellement.

Le Vinaigre à l'esprit de vin — est très bon pour les personnes sujettes aux vapeurs et aux faiblesses. Il faut leur en frotter les tempes, et leur en faire respirer.

La même liqueur est excellente pour la table.

Enfin, si l'on en met 1/2 boisseau par pinte dans les eaux douces gâtées pendant les longs voyages maritimes, elles recouvrent leurs premières qualités.

COUVREUR relève également, en Septembre 1786, une formule d'elixir dentrifice. Il s'agit de l'Elixir de M. BOTOT, demeurant à Paris, cloître St-Jacques l'Hôpital, rue Mauconseil. Il a inventé une eau balsamique et spiritueuse, approuvée par la Faculté de Médecine et la Société Royale de Médecine de Paris :

COUVREUR nous rapporte en outre les nombreuses préparations cosmético-pharmaceutiques du Sieur DUBOST qui semble être manifestement un charlatan.

Les fards et les crèmes nous fournissent également de nombreuses spécialités parmi lesquelles nous citerons :

- le fard merveilleux de Jacquelin ;
- le Rouge de la Reine ;
- la Pâte sèche du sieur Musard qui garantit des engelures et les guérit ;
- la spécialité de Cartier « Pommade faite avec des simples » qui conserve le teint, guérit les dartres et adoucit les hémorroïdes ;
- la Pâte Royale d'Arnaud, parfumeur du Roi : « Cette pâte pour les mains est pareille à celle dont le Roi fait usage ».

Les eaux de beauté spécialisées forment une liste impressionnante. Leur faveur a une origine ancienne : depuis sa découverte l'on attribuait des vertus spéciales préservant des maladies contagieuses à l'eau de fleur d'oranger. Quant à l'eau de roses, le professeur Duquenois a rappelé dans la « Libre Pharmacie » de Mars 1947, que l'Empereur Constantin VII, y avait recours dans les cérémonies de Bysance au X^e siècle et qu'au XII^e, un médecin de Constantinople, Jean Actuarius l'employa comme remède ophtalmologique.

Nous empruntons à la thèse de Mademoiselle Falvy « Remèdes secrets utilisés comme produits de beauté » la liste dans l'ordre chronologique des principales eaux de beauté spécialisées :

- eau du Sieur Lambert ;
- eau de M. et Mme de Lestrade — cette eau guérit les boutons, les dartres, les rougeurs. Il s'agit donc d'un véritable remède secret ;
- eau singulière du Sieur Mauriceau, ci-devant apothicaire de la Reine ;
- eau de beauté de la Veuve Rousselot-Clerisseau ;
- eau favorite du Sieur Fargeon ;
- eau cosmétique du Sieur Benoist qui guérit les brûlures, est bonne pour toutes sortes d'inflammations, même pour les érysipèles, jusqu'aux marques de la petite vérole qu'elle efface presque totalement ;
- eau de Ninon de Lenclos — M. Bouvet en possède un prospectus qui existe également à la Bibliothèque Nationale et à la Faculté de Pharmacie de Paris. Elle bénéficie de propriétés nombreuses. Elle dissipe le feu du rasoir, soulage les personnes sujettes aux maux de tête, préserve les lèvres des gerçures, est bonne pour les engelures, raffermi les gencives, est utile pour les yeux, et l'on peut s'en servir avantageusement pour l'estomac et la poitrine parce qu'elle renouvelle les forces et fortifie les tissus vitaux.

Nous pourrions citer encore une application du pouvoir aphrodisiaque de certains parfums : c'est sans doute ce qui fit la fortune au XVIII^e siècle de « l'Elixir de Magnanimité » composé de muscade, de

satyrion, de cardamone et de pistaches, mêlés à des priapes de cerf et de taureau, parfumés de musc et d'ambre gris, et dont Lémery nous dit qu'il « excite la semence ».

Nous pensons enfin pouvoir rapporter l'utilisation des excréments de l'homme. Il ne s'agit peut-être pas directement de parfumerie, mais pourtant nous avons relevé que l'usage dans la médecine populaire en remonte aux temps les plus reculés : St Jérôme, au IV^e siècle, devait s'élever avec violence contre l'emploi que faisaient les femmes de son époque des excréments humains en guise de crème de beauté. Faut-il voir dans cette coutume ancienne l'origine de ce conseil que Charas, médecin stercoraire du XVIII^e siècle donne dans sa *Pharmacopée Royale* « La fiente de l'homme à laquelle on a donné le nom de civette occidentale, lorsqu'étant desséchée au soleil, elle a changé sa mauvaise odeur en une bonne, ne manque pas de vertus, car, la distillant par la cornue à un feu gradué, on en tire une huile recommandée particulièrement pour la guérison des érysipèles ulcérés et pour celle de la teigne. »

C'est aussi CHARAS qui nous dit « Les sains et les malades peuvent recevoir de bons et de mauvais effets des bonnes et des mauvaises odeurs et quoique l'usage des bonnes soit généralement le plus avantageux et le plus recherché, il faut avouer néanmoins que celui des mauvaises n'est pas toujours à rejeter ».

CHAPITRE CINQUIÈME

LES INFLUENCES DE LA LEGISLATION PHARMACEUTIQUE DEPUIS LA LOI DE GERMINAL JUSQU'AU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE SUR LES RAPPORTS ENTRE LA PHARMACIE ET LA PARFUMERIE

Un essai de réglementation avait été tenté avant la Loi de Germinal. Nous avons montré que les produits de beauté constituaient le plus souvent de véritables remèdes secrets, et la publicité charlatanesque qui les accompagnait pouvait nuire à la santé publique ; aussi, dès Août 1778, la Société Royale de Médecine fût-elle chargée par lettres patentes de délivrer des brevets de vente aux remèdes secrets nouveaux. C'est ainsi que des autorisations furent accordées à :

- l'eau suave du Sieur Laborde ;
- l'eau pour le teint de la Demoiselle Guérin ;
- la pommade pour le teint, coupures et brûlures de la Demoiselle Guestre.

Certains même pensèrent pouvoir aller beaucoup plus loin, et Mademoiselle Falvy cite, dans sa thèse, un curieux projet de monopolisation de la fabrication du rouge par Monsieur de Gruyère. La demande de privilège de Monsieur de Gruyère figure aux Archives Nationales, et il appuie son argumentation en faisant état des dangers présentés par certaines fabrications non contrôlées.

Il semble que durant la Révolution un certain relâchement ait eu lieu.

La loi de Germinal qui durant près d'un siècle et demi allait régir l'exercice de la pharmacie en France, et constituer la charte de la profession, ne prévoit rien spécialement pour les produits de beauté.

D'une part, le décret du 25 prairial An XIII limite l'application de l'Article 36 de la loi du 21 Germinal An XI aux préparations nouvelles. Rien n'empêche donc la fabrication et la vente des produits anciens qui ont été approuvés ou « dont la distribution avait été permise dans les formes alors usitées. »

D'autre part, le décret du 18 Août 1810, qui supprime cette possibilité de vente à compter du 1^{er} Janvier 1811, a été commenté par Monsieur Bouvet dans son étude sur la législation de la spécialité pharmaceutique sous la loi de Germinal, et il semble que les produits de beauté n'aient pas été envisagés.

Nous ne pensons pas qu'il s'agisse là d'une omission du législateur, mais plutôt d'une conception mal définie de la notion de médicament. Ceci nous apparaît comme un point essentiel, et nous nous y attarderons ultérieurement. La législation a contribué à fixer des limites à l'activité pharmaceutique ; ces limites étaient souhaitables, mais le développement même de cette législation en donnant à la pharmacie son aspect actuel, a contribué à creuser un fossé qui isole le pharmacien et lui rend plus difficile sa lutte à armes égales contre des activités proches de la sienne qui, s'autorisant d'une quasi absence de réglementation, poursuivent impunément la fabrication et la distribution de véritables remèdes secrets.

Il faut arriver à la loi du 25 Juin 1908 pour voir établir enfin un règlement concernant la vente des produits de beauté. La loi de Germinal, en ses articles 29, 30 et 31 prévoyait l'inspection des pharmacies et droguistes mais non celle des magasins de produits de beauté. L'article 29 de la nouvelle loi « en vue d'assurer l'application des lois et règlements en vigueur sur l'exercice de la pharmacie, et sur la répression des fraudes en matière médicamenteuse et de rechercher la fabrication et le débit sans autorisation légale des préparations ou compositions médicinales » soumet à l'inspection les magasins des coiffeurs et parfumeurs et « généralement tous les lieux où sont fabriqués, entreposés, ou mis en vente des produits médicamenteux ou hygiéniques. »

Ces inspections sont d'ordre préfectoral, ainsi que le précise le décret du 5 août 1908. Dans le cas d'infraction, c'est le Préfet qui délègue un pharmacien inspecteur pour mener l'enquête.

Les produits visés à cette loi sont ceux prévus par la loi du 19 juillet 1845 qui allait être modifiée et complétée par la loi du 12 juillet 1916 et le décret du 14 septembre 1916 qui, abrogeant l'ordonnance royale du 29 octobre 1846, devaient donner la liste des produits inscrits aux tableaux A, B et C.

Afin de prévenir les accidents, un arrêt de la Cour de Cassation du 9 mars 1923 a précisé que « les fards, cosmétiques et produits de toilette, préparés avec des substances du tableau C, ne peuvent être détenus en vue de la vente, mis en vente ou vendus que dans des récipients avec étiquettes indiquant le nom desdites substances entrant dans leur composition, et revêtus en outre de la bande de couleur verte avec la mention « DANGEREUX ».

Nous n'étudierons pas dans ce chapitre les nombreux arrêtés pris en vue d'établir une réglementation des produits d'hygiène et de beauté ; ils feront l'objet d'un examen approfondi dans la seconde partie de notre travail. Nous trouverons dans le Code de la santé publique matière à réflexions utiles, à défaut de solutions pratiques, mais nous pouvons dès maintenant assurer que le problème des rapports entre la Pharmacie et la Parfumerie demeure non résolu sur le plan de la santé publique.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA NOTION DE MEDICAMENT et les PRODUITS DE BEAUTE

Le premier alinéa de l'article L 511 (1) du Code de la Santé publique nous enseigne qu'il faut entendre par médicament « toute drogue, substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines et conditionnée en vue de la vente au poids médicinal ». La préparation ou la vente de ces produits est réservée aux pharmaciens.

Au dernier alinéa de ce même article L 511, il est écrit que « les produits hygiéniques, s'ils ne contiennent pas de substances vénéneuses soumises aux dispositions de l'Article L 626 (2) du présent livre, ne sont pas considérés comme des médicaments ».

L'article L 626 étant relatif à la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses, on serait fondé à penser que d'une part les produits hygiéniques qui contiennent des toxiques sont considérés comme des médicaments, et d'autre part, que ceux qui n'en contiennent pas ne sont jamais des médicaments.

Il semble que la formule employée soit trop absolue.

D'une part si le produit hygiénique contient des substances des tableaux A, B ou C, il est réservé aux pharmaciens conformément à la réglementation des substances vénéneuses, en revanche ce monopole des pharmaciens est limité à l'usage de la médecine humaine.

D'autre part, il n'est pas douteux que la fabrication et la vente des produits hygiéniques ne contenant pas de toxiques doivent être réservées aux pharmaciens, s'ils sont présentés comme ayant des vertus thérapeutiques. Il en était ainsi sous la loi de Germinal. Sous l'empire de cette Loi, et dans un Arrêt rendu à propos d'une question fiscale, la Cour de Cassation a jugé que si les préparations destinées à la toilette, telles que les eaux dentifrices, ne devaient pas être consi-

(1) Annexe I.

(2) Annexe I.

dérées comme des médicaments, il en était autrement lorsque le vendeur leur attribuait des propriétés curatives ou préventives, les préparations prenant alors un caractère pharmaceutique (le dentifrice était enveloppé d'un prospectus mentionnant qu'il guérissait la carie des dents et les angines).

Nous relevons en outre dans l'article premier de l'arrêté du 8 décembre 1943 (1), la liste limitative des marchandises dont les pharmaciens peuvent faire commerce dans leur officine. Cette liste qui n'a pas été modifiée depuis, comportait entre autres « les produits d'hygiène et de parfumerie destinés à être mis au contact de la peau et des muqueuses ». Cette disposition un peu vague, avait été précisée antérieurement par l'article 47 de l'Instruction Ministérielle du 30 août 1943 : « Les produits hygiéniques destinés à être mis au contact de la peau et des muqueuses comprennent en particulier :

a) les produits de beauté dont l'usage est destiné à corriger les imperfections esthétiques du sujet, à maintenir son esthétique, à l'obtenir ou à l'améliorer ;

b) les lotions capillaires, c'est-à-dire les liquides hygiéniques destinés à être appliqués sur le cuir chevelu ;

c) les produits hygiéniques utilisés pour les soins de propreté corporelle.

Le Code de la Santé Publique n'a pas cru devoir codifier l'article 48 de cette même Instruction déterminant les conditions auxquelles les produits hygiéniques, signalés par la lettre H, peuvent obtenir le visa quand ils sont spécialisés. Nous pouvons le regretter, car ce visa d'un degré inférieur sans doute, aurait pu être rendu obligatoire à toute une catégorie de produits échappant à tout contrôle, et pour lesquels il aurait constitué, en quelques sorte, un label de qualité. Les conditions exigées par le législateur pour son obtention sont des plus valables :

« Les produits visés au présent titre pourront recevoir le visa :

a) s'ils ne sont pas susceptibles de nuire à la santé ou à la moralité publique, de quelque façon que ce soit, notamment par leur composition ou la nature de la publicité dont ils pourraient faire l'objet ;

b) s'ils répondent à une formule correctement établie, notamment en ce qui concerne les incompatibilités ;

c) si la fabrication ne présente pas de défaut technique préjudiciable à la qualité du produit obtenu et qu'elle soit, par ailleurs, accomplie dans les conditions prescrites à l'article 18 (aux termes duquel tout fabricant de spécialités pharmaceutiques doit pouvoir justifier que le contrôle des matières premières et celui des produits terminés sont régulièrement pratiqués sous sa responsabilité) ;

(1) Annexe II.

d) si les résultats obtenus à l'analyse correspondent à la formule annoncée ».

Le décret du 26 novembre 1956 a précisé que les produits définis à son article R 5145 (1) pourront recevoir ce visa s'ils en formulent la demande en se conformant aux conditions fixées à l'article L 665 pour les spécialités anciennes.

Il ne pouvait au surplus en résulter aucun abus au titre de la sécurité sociale, puisque l'article L 623 (2) du Code précise que « ne donnent pas lieu à remboursement... les dentifrices et les produits de beauté, même lorsqu'ils contiennent des substances de nature médicamenteuse ».

Nous avons dit, dans un chapitre précédent, que la notion de médicament était confuse, en fait l'idée que l'on en a est précise mais il convient de reconnaître, que la ligne de démarcation entre ce qui est médicament et ce qui ne l'est pas, est souvent difficile à tracer. C'est un point sur lequel nous reviendrons, mais il est regrettable que la doctrine ne soit pas plus affirmée, ce qui éviterait les difficultés d'application de la loi.

Nous ne sommes plus à l'époque de CRITON, où l'on plaçait les odeurs au nombre des médicaments, mais les interpénétrations demeurent fréquentes entre la Pharmacie et la Parfumerie.

Monsieur le Doyen Duquenois a pu écrire :

« Il n'est guère de sensation plus prodigieuse de finesse et d'acuité que celle de l'odorat, et il n'existe peut-être pas de moyens pharmacologiques capables d'influencer notre état physique, ou moral, avec une telle économie de matière.

« Il est bien des cas où l'aromate possède par ses propriétés stimulantes mêmes, une action médicamenteuse complémentaire, ou synergique, facilite l'absorption du principe actif, s'il est choisi avec discernement, et crée des réflexes conditionnés qui rendront plus aisées les prises médicamenteuses ».

Si le CODEX 1949 n'a retenu que 19 essences au lieu des 22 qui figuraient à l'édition de 1939, il ne faut pas y voir le signe d'un déclin et, bien au contraire, les études concernant les huiles essentielles sont de plus en plus nombreuses.

En juin 1942, Messieurs Ditz et Duquenois publiaient, dans les Annales Pharmaceutiques Françaises, un article du plus haut intérêt, tant pour les fabricants de produits aromatiques que pour les pharmaciens où, par quelques remarques sur les déterminations des propriétés physiques des huiles essentielles du CODEX, ils notaient la nécessité « ...d'unifier le conditionnement, l'essai et le dosage des

(1) Annexe I.

(2) Annexe I.

huiles essentielles, de mettre en harmonie les us et coutumes de l'industrie des produits aromatiques avec les exigences de la pharmacopée ».

Nous avons relevé, d'autre part, une étude de G. Dastugue et G. Brun sur quelques actions pharmaco-dynamiques des solutions aqueuses d'essences végétales, parue en 1952 dans la revue " THE-RAPIE " n° 2, tome 7.

L'industrie des produits de beauté trouvera peut-être dans tous ces travaux des possibilités d'application. Nous ne pouvons que nous en réjouir. La pharmacie fait elle-même des emprunts à des disciplines voisines et bénéficie des travaux de chercheurs qui ne sont pas des pharmaciens et nous pensons tout particulièrement aux progrès que les cosmétologues ont réalisés dans le domaine des excipients.

Sur le plan scientifique ou de la technique pure, nous ne pensons pas que des difficultés sérieuses puissent s'élever et l'orientation des recherches, si elle est profitable à la fois à la Pharmacie et à la Parfumerie, ne devrait pas avoir de répercussion sur la notion de médicament ni apporter de modification aux limites que le respect de la législation pharmaceutique impose aux fabricants de produits de beauté.

=====

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA NOCIVITE DE CERTAINS PRODUITS DE BEAUTE

Dans une « ETUDE des dermatoses provoquées par les produits de Beauté », Paule Regnault Beccat fait remarquer que « l'usage des produits de beauté pose de fréquents problèmes ». Les observations relatives à des lésions cutanées provoquées par les rouges à lèvres, les colorants pour cils, les poudres, les parfums, les dentifrices, les teintures, sont nombreuses. Nous voulons penser que dans l'ensemble il s'agit davantage de phénomènes d'intolérance plutôt que d'intoxications caractérisées.

Dans un article paru dans la revue " RECHERCHES " de janvier 1952, le Docteur Oléon traite de la toxicité et de l'allergie au regard des produits de beauté. Il signale, en particulier les intolérances à certains rouges. En général, les responsables majeurs sont les colorants, soit qu'il s'agisse de laques de colorants basiques, soit qu'il s'agisse le plus souvent de dibromo-fluoresceine ou d'éosine, certains rouges à lèvres pharmaceutiques sont préparés sans éosine avec du carmin de cochenille.

Il semble que les accidents observés soient dus à des manifestations de photo-sensibilisation, étant donné qu'on en a relevé une fréquence plus grande au printemps et en été. « Beaucoup plus curieuses, dans leur manifestation, sont les intolérances aux vernis à ongles. Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, les réactions ne se produisent pas autour de l'ongle... Les réactions se font à distance, et ce n'est pas toujours un diagnostic facile devant un eczéma du visage ou du décolleté, que de remonter à une allergie aux vernis à ongles ».

Geoffrey Hodgson, de Cardiff, s'est attaché à l'étude des nouveaux agents détersifs, dont l'utilisation domestique se développe chaque jour, apportant un problème de dermatologie.

« On peut, en effet, se demander si ces agents détersifs ne risquent pas d'abîmer la peau en la privant de ses protecteurs naturels. Ils dégraissent et dessèchent la peau comme le ferait un contact prolongé avec un savon ».

L'incidence d'accidents dus aux nouveaux produits détergents est indéniable...

Sans refuser les droits de cité aux nouveaux produits qui constituent certainement une aide précieuse, il convient d'être averti de leurs inconvénients, et d'en prévenir les femmes dont la peau est particulièrement sensible.

Ce terrain toutefois n'étant pas directement le nôtre, nous nous en tiendrons aux conclusions d'un spécialiste de la question, le Docteur

EDWIN SIDI, ex-médecin-assistant à l'Hôpital Saint-Louis (1). Il pense que les manifestations observées sont le plus souvent d'origine allergique et il conclut :

1° Certaines manifestations de sensibilisation sont inévitables ;

2° Certains accidents doivent être évités : « ce sont ceux qui sont provoqués par des matières premières de mauvaise qualité ;

3° Il faut éviter les produits eczématogènes. Ce sont des produits particulièrement sensibilisants, qui ont été à l'origine des dermites provoquées par un produit cosmétique nouveau mis en circulation avant d'avoir été expérimenté sérieusement ;

4° La méthode des tests permet non seulement de déceler le produit actif, mais aussi de l'éliminer ou de le remplacer éventuellement ;

5° Le contrôle des produits cosmétiques s'impose :

« Ce n'est ni sur l'animal, ni dans un laboratoire de chimie qu'il peut être fait, mais par l'étude des tests pratiqués sur un grand nombre de sujets. Cette étude doit donc compléter la mise au point physico-chimique des nouveaux produits, avant leur mise en circulation dans le commerce ».

« En Amérique, le Service de Contrôle des produits de beauté fait jouer aux médecins et aux tests un rôle aussi important, si non plus, que celui qui est dévolu aux toxicologues et aux chimistes...

« Nous croyons que l'industrie française des cosmétiques se doit à elle-même, comme elle doit au public, de ne pas mettre en circulation des produits qui n'ont pas été soumis à un contrôle rigoureux. Les épidémies qui peuvent survenir de ce fait non seulement se révèlent, en fin de compte, onéreuses pour le fabricant, mais elles risquent aussi de jeter le discrédit sur des produits par ailleurs les plus inoffensifs ».

Nous ne pouvons que nous associer à de telles conclusions, mais nous ne pensons pas qu'il soit suffisant d'émettre un vœu pour qu'il soit exaucé. De tels conseils rencontreront, nous en sommes persuadés, un écho favorable auprès des fabricants loyaux et soucieux du renom de leurs produits, mais est-ce bien d'eux que vient le danger ?

Nous ne doutons pas que l'on peut faire confiance à un grand nombre d'entre eux qui n'ont pas attendu pour s'entourer, dans leur fabrication, de toutes les précautions que la science a pu mettre au service de leur sagesse et de leur conscience professionnelle, sans nuire pour autant à leur réalisme d'hommes d'affaires.

Aurions-nous tort, par contre, de douter du nombre — sans doute plus restreint, mais toujours trop grand — de ceux qui placent le goût du lucre au premier rang de leurs ambitions et que seule une intervention du législateur obligera soit à s'amender, soit à disparaître...

(1) Chef du Service de Dermato-Allergie à la Fondation Ophtalmique A. de Rothschild.

CHAPITRE TROISIÈME

APPLICATIONS PRATIQUES DE LA LEGISLATION PHARMACEUTIQUE PAR RAPPORT A LA FABRICATION ET A LA VENTE DE CERTAINS PRODUITS DE BEAUTE

Nous ne prétendons pas être en mesure d'apporter une documentation complète sur un sujet où les cas particuliers sont si nombreux, mais nous pensons qu'à une époque où un important mouvement cosmétologique réagit contre l'empirisme qui fût pendant si longtemps la méthode de travail de la parfumerie, il pouvait être utile de rassembler autour de quelques exemples précis des notions essentielles.

Une règle générale s'impose à tout fabricant : ne pas considérer la peau comme une voie de pénétration facile et inoffensive, moins encore comme un tissu susceptible par simple contact avec des substances magiques de se transformer brusquement en un tissu jeune. Messieurs les Professeurs Guillot et Valette ont fait récemment une mise en garde pour aider les pharmaciens à conserver vis-à-vis de ces problèmes de thérapeutique cutanée une attitude raisonnable et strictement scientifique, en opposition avec une certaine publicité commerciale devenue trop fréquente en cosmétologie.

Le développement des produits cosmétiques para-médicaux n'est pas sans comporter de dangers certains. On fait des crèmes à raser aux sulfamides pour éviter les infections, aux anesthésiques pour rendre le rasage indolore. C'est une tendance fâcheuse. L'utilisation abusive de la pénicilline est également à déconseiller. Il convient d'être prudent et de ne pas oublier que la peau constitue une voie largement ouverte et favorable à toutes les sensibilisations.

Nous avons glané abondamment nos indications dans le formulaire de Parfumerie de notre confrère René Cerbelaud. Sa vaste érudition et son autorité en cette matière nous ont été précieuses.

Crèmes aux vitamines. — Toute personne étrangère à la médecine ou à la pharmacie peut préparer et vendre des crèmes aux vitamines, à l'exception de la vitamine D qui appartient au tableau C. — Elles ne présentent pas de danger, mais nous ne savons rien sur leur fixation et leur élimination.

Crèmes brunissantes. — Celles à base de produits tanifères, de sels de quinine, d'esculeine, d'esculétine, de méthylombelliférone, sont considérées comme des compositions médicamenteuses.

Crèmes radio-actives. — Celles à base de radium, de thorium, de mésothorium sont considérées comme des médicaments.

Crèmes amaigrissantes. — Ces crèmes médicamenteuses ne peuvent être préparées et vendues que par des pharmaciens.

Coldcreams. — Ceux non médicamenteux sont libres. On laisse une certaine tolérance pour les sels de bismuth, pour le formol. Il serait à souhaiter de les voir classés nettement comme des médicaments.

Crèmes aux hormones. — L'emploi des hormones est naturellement interdit aux parfumeurs, car les hormones sont des médicaments cristallisés, chimiquement définis. Les parfumeurs ne sont pas autorisés à les utiliser et les pharmaciens ne peuvent les employer que sur ordonnance de médecin, la plupart faisant partie du tableau A.

La dénomination de « Crème aux Hormones » ne doit pas figurer sur les cosmétiques qui ne renferment que des extraits ou des produits opothérapiques. Il y aurait, en effet, tromperie sur la marchandise livrée.

Pour qu'une crème porte dénomination de « crème aux Hormones », elle doit d'abord renfermer une ou plusieurs hormones, ensuite elle doit porter sur l'étiquette, le titrage en milligrammes ou en fraction de milligramme de cette hormone, ou des hormones contenues dans un gramme de crème.

Masques. — S'ils ne renferment pas de médicaments ni de dérivés toxiques, ni de dérivés stupéfiants, la préparation et la vente sont libres. En France, les pharmaciens peuvent préparer et délivrer des masques à base de poudre opothérapique.

En Amérique du Nord, le Département Fédéral de l'Agriculture ne tolère dans les masques que les produits de toilette anodins et usuels, et interdit les toxiques, les stupéfiants, les sucs opothérapiques et les hormones.

Colorants. — Il n'existe que quelques décrets en cette matière.

— L'Ordonnance en date du 31 Décembre 1890, de M. LOZE, préfet de police interdit l'emploi dans les matières alimentaires :

1° de tous les colorants et minéraux à base de plomb, de mercure, de cuivre, d'arsenic, de baryum, et d'antimoine ;

2° des couleurs dérivées de : la houille, des phtaleines et de leurs dérivés substitués ; des matières colorantes préparées à l'aide des dérivés de diazoïques.

Les Arrêtés ministériels en date des 4 Août et 28 Juillet 1908 portent sur les colorants végétaux pour liqueurs et sirops, sur le caramel et les extraits torréfiés pour les bières.

— Les Arrêtés ministériels des 1^{er} Août 1905, 4 Août 1910, 19 Décembre 1912 tolèrent parmi les colorants minéraux à base de cuivre, le sulfate de cuivre à dose déterminée et parmi les colorants dérivés de la houille, quelques produits qu'une longue expérience a reconnus non dangereux.

Monsieur Eugène Bourdet, dans une étude très complète sur les colorants en parfumerie utilisés en France et l'Etranger, conclut :

« En souhaitant que si les fabricants de matières colorantes organiques de base ne peuvent avoir une fabrication spéciale pour la parfumerie, ils doivent fournir des produits offrant toutes les garanties qui peuvent être réclamées ».

Il s'ensuit qu'un travail biologique sérieux n'a pas été effectué, et que le classement des colorants tolérés présente une certaine partie d'empirisme.

Poudres et Pâtes dentifrices. — La fabrication et la vente en sont libres, à condition que ses composés ne renferment pas des produits médicamenteux, vénéneux et toxiques, des cultures microbiennes atténuées, des vaccins, du bactériophage d'hérelle.

Pour les vaccins, les cultures atténuées, les lysats de culture par le bacille pyocyanique, des bactériophages d'hérelles, il est en outre nécessaire d'obtenir l'autorisation du Comité d'Hygiène, qui l'accorde après examen des procédés utilisés. En outre, les poudres et pâtes dites hygiéniques ne doivent comporter sur leurs étiquettes aucune indication relative aux soins de diverses affections.

Eaux et Elixirs dentifrices. — La vente en est libre, sous la réserve générale de ne pas renfermer de produits médicamenteux, vénéneux ou toxiques.

Parfums à brûler. — Les parfumeurs sont autorisés à vendre des liquides aromatiques à pulvériser ou à brûler, à condition qu'ils n'utilisent pas de produits médicamenteux, comme par exemple l'hydrate de chloral, l'hydrolat de laurier-cerise, l'hydrolat d'amandes amères, l'opium, le laudanum.

La loi ne mentionne pas l'essence de mirbane, qui n'est, en effet, pas inscrite en pharmacie, mais il est indiscutable qu'il faut l'éliminer en raison du danger de ses vapeurs.

Il est à noter également qu'il est interdit de vendre des solutés parfumés pour les ozonisateurs ou pour les lampes à incandescence obtenue avec de l'alcool à brûler.

Les bains hygiéniques. — Il sont libres, malgré l'utilisation de produits du CODEX, comme le borate de soude, et le phosphate disodique.

Crèmes aux glycérés. — Elles peuvent être vendues par tous si elles ne contiennent pas de produits médicamenteux. Cependant, les crèmes au glycéré d'oxyde de zinc sont des crèmes médicamenteuses, et le glycéré d'oxyde de zinc était inscrit au CODEX de 1908.

Vaselines Cholestérinées et Oxycholestérinées. — La fabrication et la vente en sont libres, bien que la cholestérine et l'oxycholestérine soient des médicaments.

Huiles parfumées. — Les huiles parfumées simples ou composées, additionnées ou non d'acide benzoïque, peuvent être préparées et ven-

dues par toutes personnes. Les huiles parfumées médicamenteuses sont réservées aux pharmaciens. Toutefois, on laisse préparer aux parfumeurs les huiles à la quinine que l'on obtient en faisant macérer quinze jours 50 grammes d'écorce de quinquina concassée dans un litre d'huile végétale ou minérale.

Pommades ROSAT. — Les pommades ROSAT, bien que figurant au CODEX, sont libres, à condition de ne pas renfermer de médicaments ou de colorants artificiels interdits par la Loi.

Poudres de riz. — Elles sont libres sous les réserves habituelles. Cependant, on devra excepter, par exemple, l'oxyde de zinc, le sulfate de baryum ou le sulfate de strontium, dont l'usage a montré l'innocuité.

Vernis à ongles. — La vente en est libre. Il faut faire une restriction en ce qui concerne les décolorants à base d'acide oxalique, de bioxalate de potassium et d'antimoniate de potassium.

Eaux de Cologne. — La préparation et la vente en sont libres, à la condition qu'elles ne renferment pas de produits médicamenteux, vénéneux ou toxiques ou stupéfiants. Il est à noter que sous les dénominations d'Eau de Cologne on doit délivrer une solution de produits aromatiques naturels ou artificiels dans l'alcool éthylique. On a essayé de préparer des Eaux de Cologne avec de l'alcool méthylique, il peut en résulter, par un usage prolongé, de graves troubles de la vue.

Collyres hygiéniques. — Les parfumeurs peuvent préparer des collyres et des solutions hygiéniques pour les yeux, à condition qu'ils ne renferment pas de médicaments. En outre, ils ne doivent pas indiquer sur les étiquettes ou par une notice « qu'ils sont destinés au traitement de diverses affections ».

Lotions pour les cheveux. — La fabrication et la vente en sont libres, à condition qu'on n'utilise pas de médicaments vénéneux ou toxiques tels que le sublimé corrosif, les sels de pilocarpine, la teinture de cantharide, l'eau de laurier cerise, etc... De plus ici encore, il est interdit de porter des indications relatives au traitement de diverses affections.

Teintures. — Les teintures ont fait l'objet d'une législation complexe : elles sont interdites et autorisées. L'ensemble de la question des produits pour cheveux a été repris récemment au titre III chapitre I^{er} section IV du décret du 26 novembre 1956 portant codification des règlements d'administration publique (1) et des décrets en Conseil d'Etat concernant la Pharmacie. Ce nouveau décret abrogeant la plupart des textes antérieurs il nous est apparu utile d'en citer in extenso les articles relatifs à notre travail : nous aurons à nous y référer dans la suite.

Notons d'ailleurs que le régime auquel sont soumis les produits de la section IV n'est qu'une dérogation au régime général et que le

(1) Annexe I.

sort des autres produits de beauté est régi par l'article 5149 du décret du 26 novembre :

« A l'exception des produits faisant l'objet de la section IV, les « teintures et lotions pour cheveux, les fards, cosmétiques, dépilatoires, « produits de toilette et, en règle générale, les produits hygiéniques « renferment des substances vénéneuses à l'exclusion de ceux destinés « à la désinfection des locaux sont soumis au régime des substances « destinées à la médecine. »

Ce régime d'exception pour les produits de la section IV est restrictif et ne s'applique qu'à des préparations renfermant des substances vénéneuses nommément désignées. Trois catégories de produits en découlent.

Dans une première partie (articles 5213 à 5218 inclus) (1) sont envisagés les produits contenant de l'acide thioglycolique ou ses sels. Il est apparu que leur délivrance à des particuliers ayant amené de graves accidents, il fallait en restreindre l'utilisation aux coiffeurs titulaires de la carte professionnelle, en exigeant en outre des normes de fabrication, un étiquetage particulier et, disposition essentielle, l'obligation pour les utilisateurs de déclarer au Directeur de la Santé de leur département les accidents pouvant survenir.

Une seconde partie (articles 5219 et 5220) (2) interdit l'utilisation pour cette catégorie de produits du bichlorure de mercure des phénylènediamines et toluidines, de l'acétate de plomb et du tétrachlorure de carbone.

Enfin une troisième partie étudie les dérogations particulières permettant à des non pharmaciens de délivrer sous certaines conditions des teintures et lotions capillaires renfermant certaines substances vénéneuses dans des proportions déterminées et à des doses faibles. Nous retrouvons ici encore l'obligation pour les coiffeurs de faire la déclaration des accidents pouvant survenir et pour les éviter de se conformer à une mesure essentielle : la touche d'essai sur laquelle toutes précisions doivent être données dans la notice jointe à l'emballage de ces produits.

Toute cette réglementation particulière n'est qu'un aménagement peu satisfaisant du régime général des substances vénéneuses. Le législateur a appliqué la politique de « la part du feu » avec les risques qu'elle comporte.

Est-ce à dire que les dispositions prises sont mauvaises ? Nous n'irons pas jusqu'à prononcer une condamnation bien que l'utilisation de ces produits présente parfois un danger plus grand pour la santé publique que certains produits du tableau C qui obéissent à une réglementation plus sévère. Par contre nous sommes convaincus que les mesures de contrôle à la fabrication et de vérification de l'emploi de ces produits sont nettement insuffisantes : nous aurons à revenir sur ce point important.

(1) Annexe I.

(2) Annexe I.

CHAPITRE QUATRIEME

LE ROLE DU PHARMACIEN DANS LA VENTE DES PRODUITS DE BEAUTÉ

Si le législateur de 1941 avait admis la vente des produits d'hygiène et de parfumerie par les pharmaciens, c'est peut-être qu'il était difficile d'oublier que « les origines de la parfumerie se trouvent dans la boutique des apothicaires » mais c'est aussi qu'il pensait qu'une bonne hygiène est indispensable au maintien de la santé et que le pharmacien était apte à conseiller utilement le client.

C'est un fait que la parfumerie hygiénique a toujours eu sa place en pharmacie et de nombreux produits sont même inscrits au Codex. Si dans sa dernière édition celui-ci ne mentionne plus d'Eau de Cologne, nous y trouvons encore les alcoolats, les cérats (cold cream, les essences, les glycérés, tous produits qui sont incontestablement utilisés en parfumerie.

Nous sommes heureux de citer une opinion extra pharmaceutique qui montre bien que le pharmacien peut et doit s'intéresser à la vente des produits de beauté, voici ce qu'écrivait en Avril 1952, dans « France Pharmacie » Madame Dominique Saint-Germain :

« Depuis quelques années, les soins esthétiques connaissent en « France un développement considérable. Parallèlement, la vente des « produits de soins et de maquillage suit une courbe régulièrement « ascendante.

« Suivant en cela l'exemple américain, la plupart des pharmacies « françaises s'intéressent actuellement à la vente des produits de beau- « té. Rien n'est plus justifié. La plupart des produits de soins sérieux « ne peuvent être, en effet, mieux vendus, hors les Instituts de beauté, « que par les pharmacies. Il faut bien reconnaître que la complexité « croissante des soins esthétiques sérieux se traduit par des produits « de plus en plus nombreux et variés, et d'une composition de plus « en plus scientifique. Ils nécessitent donc des connaissances techniques « très réelles lorsqu'il s'agit de les conseiller et de les vendre.

« Tel soin de l'épiderme se réalise, en effet, par des crèmes très « variées, selon que la peau est sèche ou déshydratée ou, au contraire « séborréique, ou à tendance acnéique. Mais, nous le répétons, la com- « plexité croissante des produits de soins de beauté rend leur vente « de plus en plus spéciale et délicate. Beaucoup de pharmaciens cepen- « dant la négligent encore.

« Il est souhaitable qu'ils en apprécient l'intérêt : ils sont responsables de la vente des produits destinés à soigner l'organisme humain, qu'ils n'oublient pas que pour une femme, soigner sa beauté est aussi important que préserver sa santé, et que si l'un conditionne souvent l'autre, l'inverse est également vrai.

« La formation générale du pharmacien, comme sa formation technique, lui permet d'être plus que tout autre, un conseiller sûr et qui sera écouté. Nous lui demandons, en dehors de toute considération commerciale, de ne pas priver les femmes de leur aide et d'être, en même temps que le gardien de leur santé, le guide de leur beauté. »

Nous pouvons également rapprocher cette opinion de celle de Lucey Couley, secrétaire du Comité des Produits de Parfumerie de l'American Medical Association :

« Le pharmacien se trouve placé dans une position unique pour attirer l'attention de ses clients sur les précieuses possibilités offertes par les produits de parfumerie et produits similaires en dehors des soins de beauté auxquels ces produits sont normalement destinés. »

Il est certain que par ses contacts permanents avec la clientèle, le pharmacien peut devenir un éducateur écouté et un guide éclairé pour toutes les questions concernant l'hygiène. Le développement prodigieux pris ces dernières années par la Cosmétologie a contribué à rapprocher davantage encore cette branche de la parfumerie de la pharmacie.

De jour en jour, le rôle du pharmacien devient plus nécessaire. La tendance dermatologique de l'esthétique oblige à employer des substances de plus en plus actives, la synthèse organique déverse dans le commerce des produits nouveaux qui ne peuvent pas être employés sans contrôle. Qui pourrait mieux être placé que le pharmacien pour donner un conseil utile pour diriger vers le médecin les cas qui relèvent plus directement de la dermatologie.

Le caractère scientifique de nos études, les qualités de prudence nées de l'exercice d'une profession dont la première devise pourrait être « primum non nocere » nous réserve tout naturellement une place de choix dans une activité que certains n'hésitent pas à contester qu'elle soit nôtre.

Ce droit, que nous revendiquons, comporte, il est vrai, un devoir : celui de nous familiariser avec une technique voisine de la nôtre certes, et à laquelle l'étendue de notre culture nous a préparés, mais qui nécessite cependant un certain effort d'adaptation de nos connaissances.

« Ce qui rend le problème hygiénique très complexe et suppose une technicité bien formée, c'est qu'il n'y a pas de peau standard ». On oublie trop souvent que la peau est un des organes essentiels du corps humain. Il est indispensable que le pharmacien soit apte à éta-

blir une classification entre une peau normalement hydratée et une peau déshydratée, une peau grasse et une peau alipique, une peau fragile et une peau malade. « L'épiderme est le reflet de notre santé et le pharmacien familiarisé avec l'étude du pH, les hormones, les vitamines, la composition chimique et la morphologie des cellules, est bien placé pour donner un conseil utile ».

Nous n'ignorons pas et nous sommes heureux de signaler que déjà de nombreux pharmaciens soucieux de ce perfectionnement technique, ont trouvé dans le cadre des U.T.I. une section de Cosmétologie, dont les réunions très suivies prouvent l'intérêt. Il serait souhaitable que les maîtres éminents de nos Facultés puissent, chaque année, donner aux étudiants quelques conférences pratiques sur cette question afin qu'un jour, comme cela s'est passé pour d'autres activités parapharmaceutiques, des « spécialistes » ne puissent prétendre rejeter notre compétence.

Nous tenons à préciser notre pensée : d'autres que nous peuvent ou pourront avoir les qualités techniques indispensables pour agir utilement dans la vente des produits de beauté. Il convient toutefois de reconnaître qu'actuellement l'absence de diplôme d'une part ou d'autre part, ce qui n'est pas mieux, l'existence de diplômes délivrés sans programme précis et sans contrôle légal ne peuvent constituer une garantie suffisante de technicité. Le pharmacien n'entend pas avoir le monopole de la Parfumerie mais l'évolution de la cosmétologie est telle que « la distribution doit être au niveau des progrès techniques acquis. »

A une période où l'enseignement technique connaît un essor considérable il nous faut cependant craindre un débordement de diplômes. Certes ils sont souhaitables mais le législateur devra être prudent dans la définition des activités liées à ces diplômes. En ce qui concerne les rapports particuliers entre la Pharmacie et la Parfumerie c'est à la notion de médicament qu'il faudra toujours se référer.

Déjà deux propositions récentes ont ému la profession pharmaceutique, l'une tendant à ressusciter la profession d'Herboriste, l'autre à créer un nouveau diplôme qui sanctionnerait l'état de Droguiste - Herboriste. Il n'entre pas dans le cadre de ce travail d'en examiner l'opportunité dans son ensemble. Un point seulement retiendra notre attention : dans l'énumération des produits figurant à l'article 1^{er} du projet du 14 février 1956 relatif à la profession de droguiste herboriste nous relevons à l'alinéa 2 parmi les produits faisant l'objet de cette profession : « ceux destinés à l'hygiène, à l'esthétique, aux soins externes du corps humain. »

Il faut se défier de ces définitions vagues, même si dans l'esprit de leurs auteurs elles ne visent pas à empiéter sur le domaine pharmaceutique, les applications se révèlent le plus souvent fâcheuses en raison de l'ampleur de leur objet. Dans le cas présent il nous semble très critiquable de parler des « soins externes du corps humain ». Nous avons déjà montré combien était fragile la frontière entre la

Dermatologie et la Cosmétologie, gardons-nous d'accroître la confusion en laissant se créer des diplômes nouveaux qui ne seraient que des remparts à l'abri desquels une sorte de pharmacopée de second ordre pourrait se développer impunément.

Que des professionnels de la parfumerie aient la louable ambition de sortir de leur empirisme en donnant à leur compétence une base plus scientifique par un enseignement approprié nous ne pouvons qu'y donner notre approbation, mais qu'ils se souviennent que d'une part le législateur a mis la Parfumerie au domaine des activités pharmaceutiques et que nous ne pourrions accepter d'en être amputé, que d'autre part la notion de médicament a été clairement définie par le Code de la Pharmacie et qu'aucune qualification nouvelle ne saurait en modifier les termes et l'esprit.

TROISIÈME PARTIE

LES PRODUITS DE BEAUTÉ AU REGARD DE LA LOI

CHAPITRE PREMIER

LE MÉDICAMENT, MONOPOLE DU PHARMACIEN

Monopole !

« Sans doute le mot sonne mal aux oreilles, dans un monde et une civilisation égalitaires, où l'on admet difficilement l'existence de privilégiés.

... Il importe de souligner qu'il n'est pas établi pour le profit du pharmacien et de son seul bénéfice. Il est institué dans un but exclusif d'ordre public, en vue de sauvegarder le bien le plus précieux peut-être d'une nation, la santé publique ».

Ce monopole résulte plus particulièrement de l'application des articles 511, 568, 601, 605 du Code de la Santé Publique (1).

Il découle de l'application des textes que tous les produits ne rentrant pas dans la définition du médicament ne seront pas du monopole du pharmacien. Le législateur a même été plus loin, et dans l'article 569 du Code de la Santé Publique, il a interdit « aux pharmaciens de faire dans leur officine le commerce de marchandises autres que celles figurant sur une liste arrêtée par le Ministre de la Santé Publique, sur proposition du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens ».

Nous savons déjà que « les produits d'hygiène et de parfumerie destinés à être mis au contact de la peau et des muqueuses » figurent sur cette liste.

Ces obligations de la loi appellent un corollaire : tous les produits répondant à la définition du médicament ne pourront être fabriqués ou vendus en dehors des pharmaciens.

Nous allons étudier cette conséquence sous le seul angle des produits de beauté.

En nous appuyant sur l'étude que nous avons faite au chapitre de la définition du médicament, nous pouvons classer les produits d'hygiène et de beauté en trois catégories qui détermineront leur sort :

(1) Annexe I.

1°) Ceux qui contiennent des substances vénéneuses. De tels produits seront considérés comme des médicaments. Ils ne pourront être destinés qu'à un emploi médical, et leur fabrication aussi bien que leur vente seront du monopole du pharmacien. En outre, le régime des substances vénéneuses leur sera appliqué de plein droit.

2°) Ceux qui ne contiennent pas de substances vénéneuses, mais qui sont présentés comme des médicaments, c'est-à-dire comme doués de vertus curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines. Ces produits seront fabriqués ou diffusés par les pharmaciens.

Pour ces deux premières catégories de produits de beauté, il ne semble pas que des difficultés particulières aient surgi.

3°) Ceux qui ne contiennent pas de substances vénéneuses et qui ne sont pas présentés comme des médicaments. Il est certain qu'en vertu de l'article 511 (1) (dernier alinéa) du Code, leur fabrication et leur vente sont libres. Il faudra en outre qu'ils ne tombent pas sous le coup de l'article 636 (2) qui interdit « l'addition de radio éléments artificiels ou de produits en contenant aux aliments, aux produits hygiéniques, aux produits de beauté ».

Dans le vaste domaine des produits de beauté, cette catégorie est de loin la plus importante. Nous reconnaissons volontiers que les parfumeurs dans leur majorité connaissent les limites de leur art, et les contacts personnels que nous avons pu avoir avec certains d'entre eux, nous ont montré qu'ils avaient une exacte notion de leurs responsabilités. L'estime que nous leur portons nous laisse une liberté plus grande pour émettre un jugement sévère sur certains abus.

La fabrication et la vente de ces produits sont en conséquence totalement libre et échappent au monopole du pharmacien. Nous manquons à notre devoir en ne dénonçant pas, par contre, certaines fabrications qui en raison de l'absence de tout contrôle et d'une réglementation efficace, déversent sur un public crédule des produits de qualité inférieure, parfois nocifs, à formule trompeuse.

« C'est là le secret de l'habileté qui permet de vendre impunément, « avec la réclame la plus voyante, d'innombrables produits d'apparence « scientifique. »

« Rien dans la législation pharmaceutique ne permet de défendre « efficacement le public contre sa propre naïveté en présence de cette « catégorie de produits de beauté, qui est la plus répandue ».

Dès Juin 1913, Guillon signalait déjà cette lacune dans le « Bulletin des Sciences Pharmacologiques ».

Les Instructions Ministérielles n'ont pas simplifié la question puisque l'article 45 de l'Instruction du 30 Août 1943 définissant les

(1) Annexe I.

(2) Annexe I.

produits hygiéniques, nous dit que ce sont « des substances offertes au public ou recherchées par celui-ci dans le but de prévenir les maladies ou d'assurer une meilleure conservation de la santé ».

Si nous rapprochons cette définition de celle du médicament telle qu'elle ressort de l'article 511 du Code de la Santé, nous y trouvons une proposition commune « prévenir les maladies ». — Sans doute faut-il penser que cette « définition des produits hygiéniques ne s'applique qu'à ceux de ces produits possédant des qualités d'ordre thérapeutique ». — Comment toutefois nous étonnerions-nous devant un tel état de fait de la confusion qui règne dans l'esprit du public ? Quel critère pourrait éclairer son jugement ?

Nous sommes en présence d'une situation très particulière : un produit dépourvu de toute qualité thérapeutique, ne prétendant pas être un médicament échappe aux rigueurs de la loi, alors qu'en fait ce produit effectivement dépourvu de propriétés thérapeutiques est considéré à l'égal d'un médicament par ceux qui l'achètent en raison de l'habileté de sa présentation.

Maître Colette Hauser, dans un article paru en 1954 dans la « Revue des Docteurs en Pharmacie », s'est posé la question de savoir si devant l'impuissance de la législation pharmaceutique l'on pourrait être plus heureux, pour combattre les excès, en faisant appel à d'autres notions, notamment à celle de la fraude.

« Il y a fraude quand, au moyen de désignations fausses ou « équivoques, d'étiquettes ou indications frauduleuses, on trompe « l'acheteur sur la nature réelle de la marchandise qu'on lui vend. Il « y a falsification quand on donne à un produit l'apparence d'un « produit similaire de meilleure qualité. La fraude est une tromperie « en quelque sorte extérieure au produit ; celui-ci est resté ce qu'il « était, mais l'acheteur ignore sa nature, son origine, ses qualités « substantielles ; au contraire, la falsification porte sur le produit en « lui-même, c'est une altération intentionnelle faite en vue de tromper ».

La loi du 1^{er} Août 1905 (charte du commerce honnête) est actuellement la base de toute la réglementation de la définition des produits purs et de la loyauté des transactions.

Cette loi comprend deux parties :

- la première visant les fraudes et tromperies sur toutes les marchandises ;
- la seconde, qui ne concerne que les falsifications des produits alimentaires, produits agricoles et substances médicamenteuses.

« Le pouvoir réglementaire de l'Administration qui, à l'origine, « ne pouvait être utilisé que pour la seconde partie de la loi, s'étend, « depuis 1938, à l'ensemble du texte ».

L'emploi généralisé des mots « à base de vitamines », « plasma », « embryons de poulets », « hormones », etc... pourrait suffire à légi-

timer des poursuites si, comme cela se passe la plupart du temps, l'analyse révélait l'absence ou l'évidente insuffisance de ces principes utiles.

Dire d'un produit que son action régénératrice est absolument miraculeuse, qu'à base d'hormones, il est un traitement de choc contre les rides, n'est valable que si ces affirmations résistent au résultat d'une analyse de contrôle, ce qui, sans être sceptique, paraît assez probable.

« Mais comme dans le domaine spécial qui nous occupe, tout « contrôle ou répression sérieuse se heurte, quant à présent à des « difficultés de terminologie, il faut souhaiter que médecins, pharmaciens, industriels, juristes se mettent d'accord sur le texte d'un « arrêté de réglementation, pris en application de l'article 11 de la « loi du 1^{er} Août 1905.

« Ce texte (pour lequel modèle pourrait être pris sur la technique « de la législation des appellations d'origine) énumérerait et définirait « les principales expressions interdites, ou leurs synonymes. Ainsi « serait reconstituée la nécessaire frontière qui doit séparer la « Pharmacie de la Parfumerie, frontière que les pratiques actuelles « tendent à effacer ».

Du point de vue strictement juridique, l'interprétation de Maître Hauser nous paraît séduisante, mais nous émettons des doutes sur son efficacité pratique. De nombreux produits sont rebelles à des analyses précises : les résultats d'une recherche de vitamines dans une crème de beauté, par exemple, risquent fort d'être décevants.

De plus, les formules de cette catégorie de produits étant secrètes, il est bien rare que les auteurs se risquent à en dévoiler la composition, même à titre publicitaire : le mystère a un attrait qu'ils n'ignorent pas, et quelques grands mots non spécifiques à consonance scientifique conviennent admirablement à nos modernes marchands d'orviétan.

La fraude réside ici dans l'intention et sa mise en évidence est très interprétative.

Il demeure toutefois possible de tirer parti de la législation, mais notre lutte évoquera bien plus la « guérilla » qu'une bataille rangée. Nous n'avons pas à faire face à une offensive de grand style, mais à combattre des « francs-tireurs » et la riposte valable pour les uns ne le sera pas pour les autres. Contre ceux qui prétendent vendre un produit « qui supprime l'acné en 10 jours » et constitue « le seul traitement capable d'arrêter la formation des boutons d'acné » l'Ordre National des Pharmaciens, défenseur de « l'honneur et de l'indépendance de la profession » pourra se porter partie civile pour violation de notre monopole.

Dans d'autres cas, nous pourrons, peut-être, interpréter le dernier alinéa de l'article 569 (1) du Code de la Pharmacie, relatif aux remèdes

(1) Annexe I.

secrets. Il est vrai, comme le fait remarquer le Doyen Poplawski, dans son traité de Droit Pharmaceutique, que d'une part, si la vente des remèdes secrets est punie, la simple annonce a cessé d'être punissable depuis l'abrogation de la loi de Germinal An XI qui la sanctionnait, et que, d'autre part, un arrêt de la Cour de Cassation du 24 Décembre 1842, rapporté au Sirey, année 1843, 1^{re} partie, page 134, précise que les compositions hygiéniques ou cosmétiques qui ne sont pas destinées à « entrer dans le corps humain » ou qui « bien que susceptibles d'être employées accidentellement en médecine, n'ont pas cet objet exclusivement » ne doivent pas être considérées comme remèdes secrets.

En résumé, si nous ne sommes pas sans armes, leur efficacité est très relative ; nous espérons que l'Ordre National des Pharmaciens, fort de son autorité morale, saura agir auprès des pouvoirs publics pour que nos droits soient respectés. Nous voulons croire que l'intéressant jugement rendu en cette matière par le tribunal correctionnel de la Seine le 31 Janvier 1957 — jugement que nous analyserons ultérieurement au chapitre consacré à la jurisprudence — sera d'un effet salubre et incitera certains fabricants ou directeurs d'institut de beauté à demeurer dans les limites de leur art qui est d'embellir et non de guérir.

CHAPITRE DEUXIÈME

LES PRODUITS DE BEAUTÉ ET LA PUBLICITÉ

Avant la guerre, la publicité pharmaceutique était absolument libre, dès lors qu'elle ne portait pas atteinte aux bonnes mœurs.

Notre objet n'est pas d'apprécier la réglementation qui en a été faite, mais de constater et d'exposer un fait comparativement au régime de liberté anarchique dont jouissent des activités proches de la pharmacie, et plus particulièrement celle des produits de beauté.

Nous ne nous attacherons pas à l'étude de la publicité strictement médicale, les produits de beauté qu'elle concerne étant considérés comme des médicaments, y sont nécessairement soumis, et il ne semble pas que l'application de la réglementation en vigueur puisse présenter de difficultés.

Beaucoup plus important apparaît l'examen de la publicité des produits dits « publics » ; Cette publicité est réglementée par les articles 553 et 554 (1) du Code de la Santé :

Article 553 :

« La publicité s'adressant au public est libre lorsqu'elle mentionne exclusivement le nom et la composition du produit, celui du pharmacien-préparateur, ses titres universitaires, son adresse ».

Article 554 :

« Aucun texte publicitaire dépassant les limites définies à « l'article précédent ne peut être porté à la connaissance du public « par quelque moyen que ce soit, s'il n'a reçu le visa du Ministre de « la Santé Publique sur la proposition du Comité Technique des « Spécialités, institué à l'article 601 ci-après.

« Ce visa ne comporte aucune garantie en ce qui concerne les « propriétés thérapeutiques du produit ».

Son objet s'étend à toutes les formes de la publicité susceptibles d'atteindre directement le public : annonces de presse, publicité affichée, publicité parlée, soit à l'aide de hauts-parleurs, dans les manifestations artistiques ou sportives, soit par radio, sous la réserve d'exception de la Radio Diffusion Française, dont les postes n'acceptent aucune publicité.

(1) Annexe I.

L'Instruction Ministérielle du 7 Mai 1946 abrogée et reprise à l'art. 5045 par le décret (1) du 26 Novembre 1956, précisait que la publicité pharmaceutique doit être loyale, véridique et contrôlable, et que son auteur est tenu de justifier les indications qu'elle comporte. C'est ici qu'intervient un véritable barrage que le pharmacien-fabricant doit s'efforcer de franchir pour que son visa ne soit pas refusé.

Sont interdits : le verbe « guérir » dans toutes ses conjugaisons et le mot « guérison » donnant toutes promesses d'un résultat infail-
lible, ainsi que toute épithète ou expression manifestement exagérée, telle que par exemple *trop affirmatif*, « souverain contre », « remède unique », « indispensable », « qui s'impose », « triomphe de », « action immédiate », « à effets certains », « supprime radicalement », *trop exclusif*, « le plus actif », « le plus rapide », « le plus puissant », « le plus apte », « le meilleur », « le seul médicament », « le seul remède », « le médicament de choix », « le remède par excellence », (« le » pouvant être remplacé par « un ») « produit plus actif », ou « plus assimilable », ou « plus riche en X... que les préparations habituelles », « agit mieux que les produits similaires », *trop général* — « agit dans tous les cas », « contre toutes les affections », « toutes les carences du foie », « toutes les dermatoses, etc...

Ce que le législateur a voulu, c'est éviter une interprétation trop large par le public pouvant conduire les malades à croire que le produit qui leur est offert est la panacée dont ils rêvent.

Un point important porte, en outre, sur l'interdiction du nom d'un médecin, d'un ecclésiastique ou de toute personnalité marquante, s'il n'est prouvé que ce médecin, cet ecclésiastique ou cette personnalité est effectivement à l'origine du produit.

Outre ces précisions qui restreignent considérablement la liberté de publicité, l'Instruction Ministérielle du 7 mai 1946 a créé une Commission comprenant :

- un représentant de l'Ordre National des Médecins ;
- un représentant de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- un représentant de la Chambre Syndicale des Fabricants de produits pharmaceutiques ;
- un représentant de la Fédération Française de la Publicité ;
- un représentant de l'Agence Havas.

Cette Commission ne statue pas, mais elle donne son avis au Ministre de la Santé Publique chargé de délivrer ou de refuser le visa publicitaire.

Il convient également de noter que la présentation typographique d'un texte peut en modifier le sens selon le but que l'on recherche.

(1) Annexe II.

Aussi, le Ministre de la Santé Publique a décidé que les textes soumis ne pourraient varier ni dans le fond, ni dans la forme, après l'obtention du visa.

L'exposé de ces différents principes, qui régissent la publicité des spécialités pharmaceutiques auprès du public, montre assez avec quelle rigueur et dans quel cadre étroit s'exerce la diffusion commerciale d'un produit pharmaceutique. Si le législateur a cru devoir apporter — et dans l'ensemble à juste titre — reconnaissons-le, de telles entraves à la liberté, c'est que des abus nombreux étaient nés précisément de cette liberté, abus préjudiciables à la santé publique.

Certes, ces abus n'étaient le fait que d'une minorité, et nous nous garderons bien de porter un jugement moins objectif en ce qui concerne la publicité faite par les fabricants de produits de beauté. Pas plus que nous ne nions le caractère scientifique des recherches entreprises dans ce domaine par des maisons dont le rayonnement international honore notre pays, pas davantage nous ne nions le caractère de loyauté de leur publicité, mais nous sommes persuadés qu'une réclame sans scrupule, faite par des maisons douteuses, sous la protection d'un libéralisme, dont elles ne sont pas dignes, tend à porter préjudice à des fabricants sérieux, et peut, ce qui est plus grave, entraîner des répercussions fâcheuses sur la santé.

Dans un article déjà cité, Maître Colette Hauser a pu écrire :

« Les charlatans sont ingénieux à exploiter la crédulité humaine
« et, il faut bien le dire, la coquetterie féminine. Et comme à notre
« époque matérialiste des femmes ont tendance à croire au miracle
« de Jouvence que s'il leur est présenté comme œuvre de science, les
« journaux les plus répandus prêtent leurs pages à une publicité
« concernant les mérites thérapeutiques des sérums, embryons de
« poulets, hormones, champignons, où l'on est d'autant plus assuré
« d'y découvrir un remède souverain qu'on les trouve présentés sous
« forme de médicaments ».

Nous avons relevé quelques publicités parues récemment dans la presse, nous avons tenu à les citer, car elles illustreront l'ampleur du mal. Le pathos scientifique dont on abreuve le public en lui donnant l'apparence trompeuse de la vérité ne peut qu'entretenir la confusion.

- 1°) (S...) formule du Docteur H — extrait de tissus conjonctifs traitement des mains.
- 2°) *L'Activité des Produits S...* est dûe à des extraits biologiques « uniques au monde »... Les produits qui composent ces crèmes sont uniquement pris dans la gamme des produits organiques entrant dans la composition de la matière vivante.
Ils sont assemblés de manière à constituer un édifice moléculaire qui soit assimilable par l'organisme...
- 3°) Tous les pièges sont bons. Ce sera parfois le nom même du produit dont la consonnance donne un caractère scientifique et médical :
« Citromycine ».

4°) *Rajeunissement de la peau garanti.* — Pour la première fois, M... vient de sortir une crème vivante à base de levure et de germes de blé...

5°) Que penser de cette formule publicitaire, et surtout qu'en pourront penser les lectrices ?

«...après de longues recherches, nos laboratoires ont mis au point la formule de synthèse de la « fixichromie » par laquelle le cérat naturel, aux vertus bienfaisantes, est traité selon la technique la plus moderne ».

6°) *X — la crème vivante aux embryons de poulets* qui régénère les tissus.

7°) *A l'Institut Y*, les soins les plus efficaces, les « spécialités soignantes », les plus actives contre l'acné.

8°) Et cette autre :

Enfin un produit nouveau !

C... Sérum

Extrait d'une algue microscopique dont les analyses et expérimentations faites dans le monde entier viennent de révéler l'extraordinaire richesse en principes vitalisants.

Apporte à votre épiderme ce qui lui a toujours manqué — ne se trouve « ni en pharmacie ni en parfumerie ».

Nous pourrions allonger cette liste, nous nous contenterons d'attirer l'attention sur la publicité un peu plus particulière que font les multiples Instituts de beauté : tel offre « le traitement de l'acné et de la cellulite », tel autre n'hésite pas à annoncer qu'il fait les « analyses ».

Faut-il donc laisser libre la publicité d'allure thérapeutique ? N'est-il pas avantageux de prétendre contribuer au maintien de la santé sans supporter les servitudes des médicaments ?

Nous sommes à une époque où il n'est plus possible de se passer de la publicité, mais c'est précisément en prenant conscience de sa nécessité et de son importance que nous pouvons mieux comprendre son influence. Ce n'est pas sans surprise que nous avons pu lire dans la revue « Contacts » sous la plume de Monsieur Armand Salacrou un « Eloge de la Publicité » qui nous semble manquer d'indépendance et d'objectivité :

« Ah ! bien sûr, il existe le mot charlatan. — Le charlatan qui exploite la crédulité publique, mais la publicité c'est autre chose... D'autre part, on oublie trop que la publicité se contrôle elle-même, qu'elle est son propre gendarme puisque la publicité crée la marque. Or, à l'échelle industrielle, la marque est la seule garantie indiscutable derrière laquelle aucun charlatan ne peut se glisser.

Le charlatanisme a besoin d'anonymat, c'est une tromperie qui doit se renouveler sans cesse, renaître de ses cendres, ou jouer les Frégoli ».

Et que l'on ne dise pas davantage à la suite d'André Sigfried que « si un article continue d'être recommandé publicitairement, c'est la preuve qu'il mérite de l'être ».

Nous ne pensons pas qu'il soit utile de réfuter de tels arguments, mais le fait même qu'ils s'expriment et qu'ils reflètent une opinion assez généralement répandue nous fait douter qu'il soit possible d'espérer une amélioration sans contrainte.

Il appartient au législateur d'agir, sinon avec la même rigueur que dans les cas des produits pharmaceutiques, du moins en organisant un contrôle de la publicité qui viendra renforcer le contrôle à la fabrication que nous avons réclamé et qui sera, pour le fabricant et pour le public, la meilleure garantie.

Les textes publicitaires qui se réclament de propriétés thérapeutiques doivent subir le droit commun. Nous ne devons pas nous laisser abuser par une certaine ingéniosité à cacher derrière des mots l'intention délictueuse.

A la définition « administrative » du médicament, faudra-t-il substituer une notion philosophique plus large ?

« C'est l'ensemble des médicaments véritables, dans la confiance qu'ils doivent inspirer au public, qui se trouve atteint par des procédés qui déconsidèrent en définitive l'art de guérir ».

Une remarque importante s'impose en outre : dans son article 5145 (1), le décret du 26 novembre 1956 précise que les produits considérés à cet article et ipso facto les produits de beauté ayant obtenu le visa H. suivront le régime normal prévu à l'article 5045. Il en résulte que les produits de beauté qui entrent dans cette catégorie se verront disqualifiés dans leurs possibilités de diffusion, ce qui est assurément regrettable.

CHAPITRE TROISIÈME

LES RAPPORTS ENTRE LA PHARMACIE ET LA PARFUMERIE D'APRÈS LA JURISPRUDENCE

Il nous a paru intéressant de commenter les principales décisions jurisprudentielles s'appliquant à des produits de beauté. Bien que certains des arrêts que nous allons étudier soient déjà anciens et parfois même antérieurs à la loi du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la Pharmacie, nous avons cependant tenu à les rattacher au Code de la Pharmacie et à les étudier en fonction des articles de ce Code, nous examinerons si les conclusions en sont toujours valables.

Il convient de reconnaître que la jurisprudence en cette matière est peu abondante. Certains y trouvent la possibilité de conclure hâtivement que l'absence relative d'action pénale ou civile est le fait d'une absence de délit : telle n'est pas notre opinion. Nous pensons que le nombre restreint de plaintes est dû à une double cause. L'une d'ordre psychologique : il est toujours difficile de faire avouer, en particulier à une femme, que tel trouble cutané dont elle souffre est consécutif à l'emploi d'un produit de beauté de qualité douteuse. L'autre cause d'ordre plus général résulte de l'évolution récente de la parfumerie qui en agrandissant son champ d'activité tend à empiéter sur des activités strictement pharmaceutiques sans que jusqu'alors une réaction sérieuse se soit manifestée. C'est l'un des buts de notre travail d'avoir voulu soulever un problème de droit pharmaceutique nouveau : nous ne sommes plus à une époque où il s'agit de défendre des « féodalités » pour reprendre un terme en vogue, mais nous nous refusons à croire que des pratiques qui sont une violation des lois sur l'exercice de la pharmacie puissent se perpétrer par manque de clairvoyance des dangers qu'elles peuvent faire courir à la santé publique.

C'est essentiellement autour de 3 articles du Code de la Pharmacie que nous relevons des arrêts relatifs aux produits d'hygiène et de beauté : les articles 511, 626 et 569. — Ils serviront de plan à notre étude.

L'article 511 définit les produits dont la fabrication et la vente sont le monopole du pharmacien :

« 1°) La préparation des médicaments destinés à l'usage de la médecine humaine, c'est-à-dire de toute drogue, substance ou composition présentée comme possédant les propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines et conditionnées en vue de la vente au poids médicinal. »

Ceci est la définition du médicament et les produits hygiéniques et de parfumerie qui rentreront dans cette définition seront donc nécessairement du monopole pharmaceutique. C'est là une notion fondamentale qui ne semble pourtant pas avoir été l'objet d'applications nombreuses lorsque l'on fait l'étude jurisprudentielle de la question : nous pensons qu'il s'agit d'un point important de la doctrine sur lequel le conseil de l'Ordre devra se pencher afin que cesse la confusion entre les produits à destination médicale et ceux dont le but est uniquement esthétique.

Dans le dernier alinéa du même article 511 nous trouvons :

« Les produits hygiéniques, s'ils ne contiennent pas de substances vénéneuses soumises aux dispositions de l'article 626 du « présent livre,... ne sont pas considérés comme des médicaments ».

Ce texte nous amène tout naturellement à exposer l'article 626 relatif aux substances vénéneuses.

« Les contraventions aux règlements d'administration publique sur « la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses seront punies « d'une amende de 24.000 fr. à 720.000 fr. et d'un emprisonnement « de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement ».

Les produits hygiéniques qui comportent des substances vénéneuses sont donc considérés comme des médicaments et ce n'est que par une dérogation spéciale que les produits capillaires échapperont à l'application automatique du monopole et aux conséquences qu'il implique.

Enfin, l'article 569 relatif à la limitation de l'activité des pharmaciens dans leur officine leur fait une obligation dans son dernier alinéa de ne vendre aucun remède secret.

C'est en s'appuyant sur ces articles que les arrêts et jugements que nous allons étudier ont été rendus.

1° — JURISPRUDENCE RELATIVE A L'ARTICLE 511 NOTION DE MÉDICAMENT

a) Arrêt du 9 Juillet 1952 — Cour d'Appel de ROUEN (1)

Il s'agit dans cet arrêt d'une application des paragraphes 1 et 3 du premier article du Code d'où il résulte qu'est considéré comme médicament tout produit présenté et vendu comme possédant des propriétés curatives.

Un prévenu non diplômé, condamné en 1^{re} Instance par jugement du Tribunal de Neuchâtel en Bray, en date du 28 Mars 1952, pour exercice illégal de la pharmacie, prétendait que le produit vendu par lui ne constituait pour les humains qu'un simple produit hygiénique. Il demandait une expertise.

La Cour, pour repousser sa prétention, a fait état de lettres adressées par lui à des malades d'où il résultait que le prévenu présen-

(1) Dalloz 1952 - 11 p. 789.

taut et vendait « son produit en lui conférant des propriétés thérapeutiques ».

Le seul fait, pour un fabricant non diplômé, d'attribuer à un produit de parfumerie des propriétés curatives constitue donc un délit.

Cet arrêt nous apparaît comme très important dans le domaine des produits de beauté où si souvent, ainsi que nous l'avons montré, une publicité habile suggère au public qu'il peut espérer trouver des propriétés curatives ou préventives dans l'utilisation d'un produit qui, par ailleurs, échappe à toute possibilité de poursuites en raison de son caractère anodin.

La publicité qui aide à la diffusion des produits de beauté doit donc être l'objet d'un contrôle si l'on veut éviter la confusion facile pour un esprit non averti entre un médicament et un produit hygiénique banal.

b) *Arrêt de la Cour de Cassation du 28 Mars 1919 :*

Nous retrouvons ici encore un arrêt rendu sur un délit d'attribution de propriétés curatives.

La Cour a jugé que si les préparations destinées à la toilette, telles que les eaux dentifrices, ne devaient pas être considérées comme des médicaments, il en était autrement lorsque le vendeur leur attribuait des qualités thérapeutiques, ces préparations prenant alors un caractère pharmaceutique. Dans l'espèce, le dentifrice était enveloppé d'un prospectus mentionnant qu'il guérissait les caries des dents et les angines.

c) *Arrêt de la Cour de Cassation du 20 Juin 1913 (Sirey), année 1914, 1^{re} partie, page 120).*

Arrêt de la Cour d'Appel de Douai du 11 Avril 1951 faisant suite à un jugement du Tribunal Correctionnel de Lille du 3 Février 1951.

Nous avons rapproché ces deux arrêts relatifs à des préparations à base d'acide salicylique et de collodion destinées à guérir par application, les cors, durillons, verrues et œils de perdrix en raison de leur similitude. L'un et l'autre concluent que de tels produits sont des médicaments. Par contre le Tribunal Correctionnel de Lille avait adopté une position à l'encontre et qui a été infirmée.

L'intérêt de ces arrêts mérite d'être souligné : d'une part, l'arrêt de la Cour d'Appel de Douai réforme un jugement du Tribunal Correctionnel de Lille en date du 3 Février 1951, contraire à une jurisprudence constante en la matière (C. de Cassation 1913, Cour d'Appel de Douai 7 Décembre 1927, 30 Mai 1932, 9 Avril 1936) et d'autre part, ils doivent servir à dissiper une confusion qui pourrait résulter d'une interprétation spécieuse du décret du 12 Avril 1952, qui complète le décret du 29 Décembre 1945 relatif au remboursement des médicaments spécialisés et qui fait entrer dans la rubrique des *produits de beauté* : « Les produits destinés à des fins esthétiques, les corricides et verru-

« cides, les lotions capillaires... » que cette définition soit valable au regard de la Sécurité Sociale ne nous heurte pas, mais n'allons pas plus loin.

d) *Arrêt de la Cour de Cassation du 5 Mars 1932 (1).*

Cet arrêt est relatif à l'emploi du menthol, produit inscrit au Codex, dans les crayons antimigraines. La Cour a jugé que la fabrication et la vente de ces crayons ne constituaient pas un exercice illégal de la pharmacie, dès lors qu'il est constaté qu'ils ne sont pas vendus dans un but curatif.

Cet arrêt présente un intérêt particulier en parfumerie où l'emploi du Menthol dans les lotions faciales et les crèmes à raser tend à se généraliser. Il semble qu'il y ait lieu toutefois de faire des réserves sur l'usage inconsidéré du Menthol.

e) *Jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine du 5 Mai 1955*
confirmé par la Cour d'Appel de PARIS le 7 Juillet 1956.

Vente d'un produit amaigrissant par un non pharmacien.

Toute la question était de savoir si un produit renfermant de l'iode, conditionné au poids médicinal en vue de combattre l'obésité et la cellulite constituait un médicament. Le Tribunal de la Seine a répondu par l'affirmative, car les experts ont reconnu que la présentation du produit tend à lui attribuer des propriétés curatives à l'égard des maladies humaines et sa composition lui confère réellement ces propriétés.

Les attendus du jugement sont intéressants à citer in extenso car ils caractérisent le délit avec précision.

« Attendu que le produit vendu par la demoiselle P. a été étudié,
« conditionné en vue de la vente au poids médicinal et fabriqué et mis
« en vente en vue de traiter l'obésité et la cellulite ; qu'il s'agit là,
« d'après les experts, de maladies humaines ; qu'il y a lieu d'examiner,
« si en fait, le produit a été vendu réellement à des personnes souffrant
« de ces affections ; attendu d'autre part, que la composition du pro-
« duit X comporte la présence d'iode, qu'en dehors de toute considé-
« ration sur l'état de cette substance, il apparaît que sa présence, à
« la concentration constatée par les experts, confère à ce produit
« incriminé des propriétés curatives à l'égard des maladies susvisées,
« et constitue ainsi, un médicament, dont la vente est réservée aux
« pharmaciens ;

« Attendu qu'en délivrant à sa clientèle des flacons du produit X alors
« qu'elle n'est pas titulaire du diplôme de pharmacien, la demoiselle
« P. a contrevenu aux dispositions du Code de la Santé, retenues
« par la prévention.

(1) Dalloz hebdomadaire, 1932 - 206.

2° JURISPRUDENCE RELATIVE A L'ARTICLE 626 — Substances Vénéneuses.

a) Jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine en date du 15 Juillet 1952. (1)

Le Tribunal avait à juger des suites à donner à deux cas d'homicide par imprudence à la suite d'utilisation d'un schampoing dont une analyse révéla qu'il était constitué essentiellement par du tétrachlorure de carbone à l'état pur additionné d'un désodorisant. L'auteur de l'accident était en outre poursuivi pour infraction à la législation sur les substances vénéneuses.

Les examens médicaux et toxicologiques ne permirent aucun doute sur la relation de cause à effet entre les symptômes présentés et l'utilisation du schampoing.

Le prévenu avait tenté de se disculper en soutenant que les accidents en cause étaient le fait d'une intolérance exceptionnelle des victimes et que les pharmaciens vendeurs du produit auraient dû réparer les omissions d'étiquetage avant la délivrance au public.

Le tribunal dans ses conclusions a rejeté ce point de vue et estimé en le condamnant que le prévenu :

a commis une grave imprudence qui engage sa responsabilité pénale en vendant au public, sans mention suffisamment révélatrice, un produit dangereux dont les effets nocifs sont connus depuis de nombreuses années, et qui a fait à ce titre l'objet de communications scientifiques ; que depuis 1938, le tétrachlorure de carbone est inscrit dans le tableau des maladies professionnelles, X. pouvait d'autant moins l'ignorer que le produit était livré à la Société Y, dans des fûts avec la mention « Tétrachlorure de Carbone » dangereux, matières toxiques « et l'emblème de la tête de mort », que la manipulation se réduisait à l'activité de quelques ouvrières qui mettaient directement le produit dans des flacons ; X. a agit avec d'autant plus de légèreté et d'imprévoyance qu'un inspecteur des pharmacies avait officieusement prévenu des irrégularités commises et que tous ces éléments rendaient facile un contrôle le plus élémentaire.

Les observations qu'il a soulevées ont paru inopérantes. D'une part, les experts ont précisé qu'il en est du tétrachlorure de carbone comme des autres toxiques, que si les organismes réagissent de façon différente, le tétrachlorure de carbone a, en tout état de cause, une action élective sur le parenchyme hépatique et le parenchyme rénal ; aussi bien, il existe au dossier des déclarations d'autres personnes signalant les troubles ressentis à la suite de l'utilisation du schampoing X. D'autre part, la responsabilité des pharmaciens ne pouvait être engagée, le produit ne leur étant pas livré médicalement, mais comme un produit de toilette destiné au public sous une appellation dissimulant son caractère toxique et sans étiquette pouvant révéler sa nocivité.

(1) Doc. phar. 759.

b) *Arrêt de la Cour d'Appel de Paris — 13 Décembre 1954 (1)*

La Cour d'Appel de Paris était appelée à se prononcer sur la responsabilité civile d'un accident consécutif à l'utilisation d'une teinture capillaire à base de paraphénylène diamine.

La teinture avait été appliquée par un coiffeur en 1949, c'est-à-dire antérieurement au décret du 16 Février 1951, sans touche d'essai. Le mode d'emploi qui accompagnait le produit recommandait d'effectuer cet essai préalable mais indiquait que celui-ci n'était pas nécessaire, lorsque la nouvelle application suivait la précédente à moins d'un mois d'intervalle.

Le Tribunal Civil avait mis hors de cause le fabricant et déclaré le coiffeur seul responsable.

La Cour a considéré que le coiffeur qui n'ignorait pas le caractère dangereux du produit devait l'utiliser avec précaution et était obligé à un devoir de prudence indépendant de celui du fabricant, mais en infirmant le jugement du Tribunal Civil et en condamnant également le fabricant elle a voulu sanctionner sa faute de n'avoir pas donné les avertissements nécessaires en précisant les conditions d'emploi.

c) *Jugement du Tribunal Correctionnel de la SEINE en date du 15 Mai 1953 (2)*

Ce jugement fut pris contre un coiffeur qui avait omis de déclarer au Directeur de la Santé du Département un accident survenu à la suite de l'utilisation d'une substance vénéneuse pour onduler les cheveux.

d) *Arrêt de la Cour d'Appel de Poitiers du 19 Novembre 1955 (3)*

Cet Arrêt confirme un jugement du Tribunal Correctionnel des Sables-d'Olonne du 30 Avril 1955 consécutif à l'application dans un salon de coiffure d'une lotion capillaire ayant occasionné à la cliente une maladie du cuir chevelu. Le prétexte invoqué par le coiffeur qui alléguait que sa cliente avait refusé de se laisser faire la touche d'essai n'a pas été retenu car la touche d'essai constitue une obligation pour le coiffeur. La condamnation se fonde sur l'article 7 du décret du 16 Février 1951 portant règlement d'administration publique relatif aux teintures et lotions capillaires renfermant des substances vénéneuses.

e) *Arrêt de la Cour d'Appel de Paris — 1^{er} Mars 1954 (4)*

Cet arrêt fut rendu sur appel d'un jugement du Tribunal Civil de la SEINE en date du 20 Décembre 1950 relatif à l'emploi d'une teinture ayant entraîné une affection cutanée.

(1) Recueil Dalloz du 5 Février 1954.

(2) N° 813, Doc. phar.

(3) Dalloz 1954, Jurisprudence, 150.

(4) Dalloz 1954 - II p. 336.

L'application de ce produit devait être faite en l'additionnant à parties égales d'eau oxygénée à 20 volumes, dans ce cas, il ne pouvait causer aucune réaction.

La cour en condamnant le coiffeur imprudent et en mettant hors de cause le fabricant du produit s'appuie sur deux considérations :

1° Le fabricant qui s'est conformé à la législation en vigueur pour la fabrication et la vente de ses produits et qui a précisé les conditions dans lesquelles ils peuvent être utilisés ne saurait être mis en cause à l'occasion d'accidents provoqués par l'emploi des dits produits sans précaution ;

2° Par contre, il est indispensable qu'un coiffeur qui utilise des substances qui, sans être toxiques, présentent cependant des dangers sérieux pour certaines personnes particulièrement sensibles, prennent des précautions toutes particulières et préviennent leurs clients des risques qu'ils courent.

f) *Arrêt du Conseil d'Etat du 27 Avril 1951 (1)*

Cet arrêt fut rendu à la suite du décret du 17 Mars 1949 qui dans son article 6 fait obligation, aux coiffeurs titulaires de la carte professionnelle qui sont seuls autorisés à utiliser « les produits renfermant de l'acide thioglycolique ou ses sels et destinés à friser les cheveux ou à obtenir une ondulation », de déclarer au Directeur de la santé de leur département, les accidents qui pourraient survenir à la suite de l'emploi de ces produits. La légalité de ce décret avait été contestée. Le Conseil d'état a rejeté le recours pour excès de pouvoir qui avait été intenté pour le motif « que pris en exécution de la loi du 19 Juillet 1845 sur les substances vénéneuses, le décret du 19 Mars 1949 pouvait légalement édicter des dispositions différentes de l'article 17 du décret du 19 Novembre 1948 ».

3° *JURISPRUDENCE RELATIVE A L'ARTICLE 511 ET A L'ARTICLE 626*

a) *Arrêt de la Cour de cassation (chambre criminelle) 13 Avril 1956 (D. 1956 - Jurisprudence P. 455)*

Cet arrêt confirme l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier qui statuait lui-même dans le même sens que le tribunal correctionnel de Millau.

Le produit hygiénique, objet de la plainte dans cette affaire, contenait une substance du tableau C : du fluorure d'argent. Or si le dernier alinéa de l'article 511 du Code ne considère pas comme des médicaments les produits hygiéniques ne contenant pas de substances vénéneuses, nous avons montré que par un raisonnement « a contrario » ils sont des médicaments s'ils en contiennent. La vente est de ce fait réservée aux seuls pharmaciens.

(1) Doc. phar. C. E. 192.

La défense soutenait que le produit incriminé ne renfermait du fluorure d'argent qu'à des doses exonérées. La cour a jugé à bon droit que cette dérogation « n'apporte aucune exception aux principes de « l'interdiction de la vente de préparations médicamenteuses par des « non pharmaciens et ne peut bénéficier aux produits hygiéniques qu'en « raison de leur assimilation à ces préparations ».

Il résulte de cet important arrêt que si faible que soit la dose de substance vénéneuse incorporée dans un produit hygiénique sa fabrication et sa vente échappent aux non pharmaciens. Ceci est une règle absolue à laquelle il n'est possible d'échapper que par une dérogation législative spéciale ainsi que nous l'avons signalé pour les produits capillaires.

b) Arrêt de la Cour de Cassation du 10 Mai 1924

Il s'agissait d'examiner si un produit fabriqué et mis en vente sous le nom de lotion pour les cheveux était un produit d'hygiène ou un médicament. « Les juges qui ont constaté que ce produit était une « infusion de pied de griffon, que si l'on y trouve de la vératrine, de « la vervine et de l'elleborine en quantité minime, ces substances ont « pu se produire par suite de réactions indépendantes de la volonté du « fabricant ; que par sa composition, cette substance n'est pas un « remède mais une lotion pour cheveux, un produit d'hygiène et de « propreté, que le fabricant présente au public sa lotion comme étant « propre à la destruction des poux et lentes mais qu'il ne lui attribue « aucune vertu curative ou préventive d'un état morbide quelconque, « que d'ailleurs la présence des parasites dont il s'agit sur le cuir « chevelu ne constitue pas une maladie, ont pu légitimement décider « que la dite lotion qui ne possède aucune propriété médicamenteuse, « n'était pas une composition ou préparation pharmaceutique dont la « fabrication et la vente sont réservées aux seules personnes munies « du diplôme de pharmacien ».

Il est intéressant de se demander si un tel arrêt est conforme à la législation et à la jurisprudence actuelles.

La présence dans le produit de vératrine, substance inscrite au tableau A, devrait être interprétée, nous semble-t-il, dans le sens des conclusions de l'arrêt de la Cour de Cassation du 15 Avril 1956 analysé ci-dessus. L'excuse de la quantité minime est sans valeur et nous ne pensons pas que le fait, pour ce produit, d'être une infusion de pied de griffon dont la vente est libre permette de ne pas l'assimiler à une préparation pharmaceutique, que les réactions ultérieures aient été ou non « indépendantes de la volonté du fabricant ».

c) Jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 31 Janvier 1957 (Daloz du 6 Avril 1957)

Le tribunal avait à se prononcer sur les activités du propriétaire d'un institut de beauté qui, s'appuyant sur une vaste publicité « traitait » et « soignait » l'acné et les taches de rousseur par le procédé du

« peeling ». Ce procédé consiste à provoquer la desquamation des couches superficielles de la peau par l'application d'une substance chimique corrosive.

Nous ne nous attacherons pas au délit d'exercice illégal de la médecine retenu par le tribunal, mais seulement à celui d'exercice illégal de la pharmacie.

Il y a d'une part, contravention à l'article L 511, les produits étant présentés comme possédant des propriétés préventives et curatives. D'autre part, l'incorporation de substances (résorcine, phénol, eau de laurier cerise) figurant à la liste des substances vénéneuses du tableau C suffit pour lui conférer la qualité de médicament.

En outre, le tribunal a retenu contre le prévenu le fait de n'avoir pas respecté les conditions d'étiquetage prescrites par la réglementation des substances dangereuses et de plus lui a refusé le bénéfice de la dérogation en fonction de la faible quantité de substance toxique contenue dans le produit : reprenant les conclusions de l'arrêt du 13 avril 1956, les juges ont en effet admis que seuls les pharmaciens peuvent bénéficier des doses dites d'exonération.

Nous ne pouvons qu'approuver l'excellente interprétation de la loi faite par le tribunal correctionnel de la Seine.

4°) LA JURISPRUDENCE RELATIVE A L'ARTICLE 569 DU CODE DE LA PHARMACIE (*Remèdes secrets*).

Sans doute cette question des remèdes secrets n'est-elle plus d'un grand intérêt mais il n'est pas inutile de citer les *Arrêts de la Cour de Cassation du 24 décembre 1842 et de la Cour d'Appel de Dijon du 17 août 1853* d'où il résulte que l'on ne doit pas considérer comme remèdes secrets les « compositions hygiéniques, odontalgiques, cosmétiques » qui ne sont pas destinées à entrer dans le corps humain en tant que médicaments.

Il est bien certain que cette interprétation demeure valable en droit mais elle n'apporte pas de solution au danger que peut constituer l'emploi de formules secrètes en parfumerie. Lorsqu'il s'agit de produits destinés à être mis « au contact de la peau et des muqueuses » les mesures préventives nous paraissant plus efficaces que la répression après accident et une fois de plus nous pouvons regretter l'absence de dépôt d'une formule.

**

L'étude de cette Jurisprudence fait ressortir l'intérêt qu'il y aurait à renforcer, à la fabrication et à la vente, le contrôle des produits de beauté. Il semble qu'une réglementation de la publicité contribuerait à atténuer les atteintes à la notion de médicament : nous n'avons toutefois que peu d'illusions sur les chances d'application pratique de notre vœu. Il apparaît par contre, plus aisé de réduire le nombre des infrac-

tions relatives à l'article 626 du Code de Santé en instituant un contrôle plus sévère, par les Pharmaciens Inspecteurs, de l'application du décret du 26 novembre 1956.

Au chapitre III de la seconde partie de ce travail nous avons en effet signalé que l'article R. 5228 cite les personnes ayant qualité pour rechercher et constater les infractions et mentionne les magasins des coiffeurs et parfumeurs parmi ceux devant être inspectés. La mesure nous apparaît insuffisante si elle ne s'accompagne pas de l'instauration d'un registre d'entrée et de sortie chez les utilisateurs prévus par la loi. Cette obligation aurait le double avantage non seulement d'attirer leur attention sur leur responsabilité mais encore de faciliter les recherches en cas d'accident.

CONCLUSION

Des activités aussi importantes que la Pharmacie et la Parfumerie ne se limitent pas en des formules étroites. Si la confrontation que nous avons faite, a laissé apparaître des divergences, elle a également mis en évidence des points communs. La Pharmacie et la Parfumerie emploient des méthodes voisines pour aboutir à un objet différent : l'une veut guérir, l'autre se propose d'embellir. Parfois ces deux buts se rencontrent et nous n'avons pas à en être surpris. Il est temps de laisser de côté des querelles que les progrès de la science rendent chaque jour plus puériles pour ne songer qu'à recourir au moyen le plus propre à l'intérêt du malade ou plus généralement de nos semblables dans l'immédiat comme dans l'avenir de leur santé.

Nous avons montré que la Parfumerie a joué aux côtés de la Pharmacie un rôle important dans l'art de guérir tout particulièrement jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Ceci est un fait historique et il est vraisemblable que nous devons y trouver la raison principale de la confusion qui règne encore dans l'esprit du public lorsqu'il se trouve en présence de certains produits de beauté.

Ne nous y trompons pas, cette confusion est beaucoup plus réelle qu'apparente : l'interpénétration entre la Pharmacie et la Parfumerie ne repose pas sur le seul argument historique. Nous n'hésitons pas à croire que cette corrélation est plus grande encore que dans le passé. Les méthodes scientifiques qui contribuent au développement de la Pharmacie sont les mêmes qui depuis quelques années font sortir la Parfumerie de l'empirisme. Allant au-delà de la communauté des méthodes nous devons même reconnaître que sans empiéter sur le domaine médical, la cosmétologie est actuellement en mesure d'apporter une aide précieuse à la thérapeutique.

Devant une telle interprétation des rapports actuels entre la Pharmacie et la Parfumerie, il nous devient possible de porter un jugement de valeur sur l'ensemble de notre droit pharmaceutique dans ses relations avec la Parfumerie.

Partant de la loi de Germinal, nous avons montré que jusqu'au Code de la Pharmacie, le législateur s'est efforcé de réglementer la fabrication et la vente des produits de beauté. Il semblerait que cette législation abondante aurait dû être satisfaisante ? En réalité, les exemples ne nous ont pas manqué pour montrer d'une part combien l'application pouvait être parfois difficile et d'autre part, combien son efficacité était douteuse. Si nous examinons quelles peuvent en être les raisons, elles nous apparaissent de deux ordres.

Tout d'abord ces mesures nous apparaissent négatives et leur généralité même ne peut suppléer à l'absence d'une doctrine. Sans doute l'un des grands mérites du Code aura été d'édifier et de préciser une doctrine en quelque sorte philosophique de la Pharmacie mais nous craignons que cette notion ne soit trop exclusive et ne permette pas une intégration d'activités para pharmaceutiques telles que la Parfumerie dans certaines de ses applications.

En second lieu, cette législation est insuffisante non seulement dans la lettre, mais encore dans l'esprit. Il ne suffit pas de demander à la loi d'élever des interdictions dont l'action paralysante sera toujours considérée comme néfaste et incitera ceux contre qui elle est dirigée à trouver un biais pour y échapper ; il convient au contraire de mettre sur pied un programme constructif à partir duquel des progrès pourront être réalisés. A l'occasion de l'étude de la nocivité de certains produits de beauté nous avons mis en évidence la nécessité de la mise en place de méthodes de contrôle des matières premières et des produits finis. A côté de ces contrôles chimiques ou toxicologiques, il conviendrait de réserver une place importante à la méthode des tests. Nous sommes évidemment très près des obligations qui incombent au pharmacien, mais il s'agit de savoir si les mesures de sauvegarde de la santé ne sont pas aussi utiles à prendre avant qu'elle ne soit compromise qu'après.

Nous ne pourrions pas nous arrêter à ce stade : il ne suffit pas de rendre des contrôles obligatoires, faut-il encore assurer la vérification de leur bonne exécution. Le premier point à définir sera la normalisation des matières premières et des tests, il conviendra ensuite d'exiger la constitution d'un dossier pour chaque formule et ceci nous amène à étudier le problème le plus délicat ou tout au moins celui qui soulèvera le plus de difficultés.

Le pharmacien est habitué à trouver sur chaque produit une formule précise et authentique, il n'y a plus de « remède secret ». Est-il possible de transposer à la Parfumerie une semblable obligation ? Nous ne le pensons pas, mais par contre, les objections au dépôt secret de la formule d'un produit de beauté ne nous sembleraient pas sérieuses. Ce serait une erreur de supposer que nous sommes guidés par l'unique désir de mettre des entraves à l'exercice normal d'une profession dont nous avons dit qu'elle ne peut trouver son plein épanouis-

sement que dans un contexte libéral, mais ce serait une erreur aussi grave de ne pas admettre notre droit à réclamer le respect d'obligations communes lorsque la Parfumerie se rencontre avec la Pharmacie sur le terrain de la prévention de la santé.

Nous ne nous faisons aucune illusion : notre étude est incomplète. Nous savions qu'elle le serait, ainsi que le dit le Talmud, « la source est éternelle, mais le vase est petit ».

Notre ambition était modeste, nous voulions seulement dégager une vérité historique, affirmer certains droits, justifier notre inquiétude et émettre quelques vœux. Il eut fallu pour réussir pleinement être à la fois un historien et un juriste. Nous voulons espérer que l'un et l'autre se rencontreront pour reprendre nos arguments avec plus d'autorité et qu'ainsi notre effort n'aura pas été vain.

Vu le Président : M. BEDEL ;

Vu le Doyen de la Faculté de Pharmacie de Paris : M. FABRE ;

Vu le Recteur de l'Université de Paris : M. SARRAILH.

ANNEXE I

Dans cette première partie ont été groupés les articles du Code de la Santé Publique, mis à jour au 20 Juin 1955, auxquels nous nous sommes référés au cours de notre travail.

Article L 511

Sont réservées aux Pharmaciens, sauf les dérogations prévues aux articles L 513, L 594, L 660 et L 662 du présent livre :

1°) La préparation des médicaments destinés à l'usage de la médecine humaine, c'est-à-dire de toute drogue, substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines et conditionnées en vue de la vente au poids médicinal.

Sont considérés comme médicaments les produits diététiques qui renferment dans leur composition des substances chimiques ou biologiques ne constituant pas elles-mêmes des aliments, mais dont la présence confère à ces produits soit des propriétés spéciales recherchées en thérapeutique, soit des propriétés de repas d'épreuve ;

2°) La préparation des objets de pansements et de tous articles présentés comme conformes au Codex, stérilisés ou non ;

3°) La vente en gros, la vente au détail et toute délivrance au public des mêmes produits et objets ;

4°) la vente des plantes médicinales inscrites au Codex. Toutefois, la vente des plantes suivantes : tilleul, camomille, menthe, verveine et oranger servant à la confection de boissons hygiénique ou d'agrément, est libre, à condition que ces plantes ne soient ni mélangées entre elles, ni mélangées à d'autres espèces.

La fabrication et la vente en gros des drogues simples, des produits chimiques et de toutes matières premières destinées à la pharmacie sont libres, à condition que ces produits ne soient jamais délivrés directement aux consommateurs pour l'usage pharmaceutique et sous réserve des règlements particuliers concernant certains d'entre eux.

Les produits hygiéniques, s'ils ne contiennent pas de substances vénéneuses soumises aux dispositions de l'article L 626 du présent livre, les produits utilisés pour la désinfection des locaux et pour la prothèse dentaire ne sont pas considérés comme des médicaments.

Article L 551

Sous réserve des dispositions applicables aux produits sous cachet, la publicité technique concernant les médicaments est libre auprès des médecins, des pharmaciens, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes. Toutefois, il est interdit aux pharmaciens et aux fabricants de produits pharmaceutiques de donner à ces praticiens des primes, des objets publicitaires ou des avantages matériels de quelque nature que ce soit, en dehors des échantillons médicaux destinés aux essais thérapeutiques et de la remise habituelle sur le prix des médicaments destinés à leur usage personnel.

Article L 553

La publicité s'adressant au public est libre lorsqu'elle mentionne exclusivement le nom et la composition du produit, celui du pharmacien préparateur, ses titres universitaires, son adresse.

Article L 554

Aucun texte publicitaire dépassant les limites définies à l'article précédent ne peut être porté à la connaissance du public par quelque moyen que ce soit, s'il n'a reçu le visa du Ministre de la Santé Publique sur la proposition du Comité Technique des spécialités institué à l'article L 601 ci-après.

Ce visa ne comporte aucune garantie en ce qui concerne les propriétés thérapeutiques du produit.

Article L 556

Toute infraction aux articles L 551 et L 554 du présent livre sera punie d'une amende de 24.000 à 240.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 120.000 à 1.200.000 francs et le tribunal devra interdire la vente du produit visé par la publicité faite en violation de l'article L 553.

Sont passibles des mêmes peines, et quel que soit le mode de publicité utilisé, le pharmacien bénéficiaire et l'agent de diffusion de cette publicité.

Article L 568

On entend par officine l'établissement affecté à l'exécution des ordonnances magistrales, à la préparation des médicaments inscrits au Codex et à la vente au détail des produits visés à l'article 511.

Article L 569

L'exploitation d'une officine est incompatible avec l'exercice d'une autre profession, notamment avec celle de médecin, sage-femme, dentiste, même si l'intéressé est pourvu des diplômes correspondants. Toutefois, les médecins diplômés avant le 1^{er} janvier 1948, les vétérinaires et les dentistes diplômés avant le 1^{er} janvier 1946, les sages-femmes diplômées avant le 1^{er} janvier 1944 sont admis à exercer leur art, concurremment avec la pharmacie, s'ils ont obtenu le diplôme de pharmacien avant le 1^{er} janvier 1946.

Les pharmaciens ne peuvent faire dans leur officine le commerce de marchandises autres que celles figurant sur une liste arrêtée par le Ministre de la Santé Publique, sur proposition du Conseil National de l'Ordre des pharmaciens.

Les pharmaciens doivent tenir, dans leur officine, les drogues simples, les produits chimiques et les préparations stables décrites par le Codex français. Les médicaments officinaux instables doivent pouvoir être préparés en cas de besoin. Ses substances doivent présenter les caractéristiques indiquées au Codex.

Les pharmaciens ne peuvent vendre aucun remède secret.

Article L 601

On entend par spécialité pharmaceutique tout médicament préparé à l'avance, dosé au poids médicinal, présenté sous un conditionnement particulier, portant sa composition, le nom et l'adresse du fabricant, vendu dans plus d'une officine, qui n'entre pas dans les prévisions de l'article L 603 ci-après, et qui, au surplus, présente l'une des caractéristiques suivantes :

a) un nom de fantaisie ;

b) soit le nom commun, soit la dénomination scientifique du médicament qui entre dans sa composition, ces dénominations devant être accompagnées du nom du pharmacien fabricant responsable.

Aucune spécialité ne peut être débitée à titre gratuit ou onéreux qu'après avoir été revêtue, ainsi que les textes publicitaires la concernant, du visa du Ministre de la Santé Publique sur la proposition du Comité technique des spécialités.

Le visa est accordé à la spécialité pharmaceutique débitée postérieurement au 11 septembre 1941 lorsque le Comité technique constate qu'elle présente un caractère de nouveauté ainsi qu'un intérêt thérapeutique, et qu'elle n'offre pas de danger pour la santé morale et physique de la population.

Sous réserve des dispositions de l'article L 605 ci-après, la spécialité pharmaceutique qui a obtenu le visa est garantie contre toute imitation pendant un délai de six ans qui court du jour où son fabricant a été habilité à la mettre en vente.

A l'expiration du délai, ce médicament peut faire l'objet, au profit d'autres fabricants, de l'octroi du visa.

Il ne peut, dans ce cas, être débité que sous son nom commun ou sa dénomination scientifique, ces dénominations devant être accompagnées du nom ou de la marque du pharmacien fabricant responsable.

Le visa peut être retiré par décision du Ministre de la Santé publique, sur proposition motivée du Comité technique des spécialités.

Ce Comité, dont les membres sont nommés pour trois ans par le Ministre de la Santé publique, comprend deux membres de l'Académie nationale de médecine, deux professeurs ou professeurs agrégés de faculté de médecine, deux professeurs ou maîtres de conférence de faculté de pharmacie, trois médecins, dont un médecin des hôpitaux de Paris, désignés par les organismes médicaux agréés par le Ministre de la Santé publique, trois pharmaciens, dont un pharmacien d'officine, désignés par les organismes pharmaceutiques agréés par le Ministre de la Santé publique, et un représentant du Ministre de la Santé publique.

Article L 602

Les conditions dans lesquelles le visa est délivré sont fixées par un règlement d'administration publique.

La demande tendant à l'obtention du visa doit être accompagnée du versement d'un droit fixe dont le montant est déterminé par arrêté du Ministre des Finances et du Ministre de la Santé publique.

Article L 603

La fabrication des spécialités pour lesquelles le visa a été délivré est soumise à la surveillance du Ministre de la Santé publique.

Toute modification constatée dans la composition pourra entraîner le retrait du visa et, par suite, l'interdiction de vendre la spécialité considérée.

Article L 623

Tous les produits visés aux articles L 601, L 605 et L 606 peuvent être achetés, fournis, utilisés et remboursés par les organismes de Sécurité Sociale, sous réserve des dispositions relatives au ticket modérateur.

Toutefois, ne donnent pas lieu à remboursement :

1°) Les médicaments diététiques, les produits de régime, les eaux minérales, les vins, à l'exception des vins inscrits sur la liste des spécialités pharmaceutiques publiée en application de l'article 6 (§ 9) du décret-loi du 28 Octobre 1935, les élixirs à l'exception des élixirs contenant des substances vénéneuses désignées nommément par les décrets pris en application de l'article L 626 ci-après (cependant pour les élixirs renfermant seulement les toxiques du tableau C, la Commission instituée à l'article L 624 ci-dessous restera juge des produits à rembourser), les dentifrices et les produits de

beauté, même lorsqu'ils contiennent des substances de nature médicamenteuse, les spécialités qui font l'objet de publicité auprès du public et les médicaments dont la teneur en principes actifs est reconnue insuffisante par la Commission prévue à l'article L 624 ;

2°) Les spécialités pharmaceutiques dont le prix de vente au public dépasse de 20 p. 100 le prix obtenu en faisant application du tarif pharmaceutique national aux divers produits qui entrent dans leur composition, sans qu'il soit tenu compte des minima prévus par le tarif lorsque le médicament spécialisé comporte plus de cinq produits actifs. Il ne sera pas tenu compte, dans le calcul, des produits n'ayant pas, dans les conditions où ils se présentent, une activité thérapeutique reconnue. Toutefois, dans ce cas, le fabricant pourra en référer devant la Commission instituée à l'article L 624 ci-dessous, qui aura pouvoir d'appréciation et de décision.

Article L 626

Les contraventions aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses seront punies de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article L 631

Est considéré comme radio-élément artificiel tout radio-élément obtenu par synthèse ou fission nucléaire.

Article L 636

L'addition de radio-éléments artificiels ou de produits en contenant aux aliments, aux produits hygiéniques, aux produits dits de beauté, tels qu'ils sont définis par un arrêté du Ministre de la Santé publique et de la Population, est interdite.

Article L 665

Le visa prévu à l'article 601 est accordé à la spécialité débitée antérieurement au 11 septembre 1941, lorsque le Comité technique constate qu'elle n'est pas susceptible de nuire à la santé morale et physique de la population : de quelque manière que ce soit et à condition que la demande en ait été présentée dans les six mois à partir de ladite date.



ANNEXE II

Nous avons réuni dans cette seconde partie l'ensemble des textes réglementaires concernant la pharmacie et les produits de beauté en tenant compte de la codification intervenue par décret n° 56 - 1197 en date du 26 novembre 1956.

1°) Arrêté du Ministre de la Santé publique du 8 décembre 1943 donnant la liste nominative des marchandises dont la vente est autorisée par les pharmaciens :

- les médicaments ;
- les produits vétérinaires ;
- les objets et articles de pansements ;
- les plantes médicinales et aromatiques ;
- les produits phytopharmaceutiques ;
- les produits utilisés dans l'art dentaire ;
- les produits de régime ;
- les produits alimentaires spécialement destinés aux enfants, aux vieillards et aux malades ;
- le pastillage et la confiserie pharmaceutiques ;
- les eaux minérales et produits qui en dérivent ;
- les objets et articles destinés à l'hygiène des nourrissons ;
- les produits et articles d'hygiène médicale ;
- les bandages herniaires ;
- les bas et bandes à varices ;
- les ceintures orthopédiques et hygiéniques ;
- les appareils d'orthopédie et de prothèse à l'exclusion des articles et appareils dont la destination n'est pas strictement médicale ;
- tous les articles et les accessoires utilisés dans l'application du traitement médical ou dans l'administration de médicaments ;
- les articles et les objets d'optique médicale et d'acoustique médicale ;
- les produits de désinfection, de désinsectisation et de dératisation ;
- les produits d'hygiène et de parfumerie destinés à être mis au contact de la peau et des muqueuses ;*
- les produits chimiques définis ou les drogues destinées à des usages non thérapeutiques, à condition que ceux-ci soient nettement séparés des médicaments.

2°) Extraits du décret du 26 Novembre 1956.

Règlementation de la publicité

Article R. 5045

Les dispositions de l'article L 544 sont applicables à toute publicité faite auprès du public pour des médicaments ou établissements pharmaceutiques et excédant les limites fixées à l'article L 553, quelle que soit la forme sous laquelle elle est diffusée, et notamment aux :

- a) étiquettes, enveloppes et tous autres éléments du conditionnement des médicaments, et prospectus destinés à être inclus dans celui-ci ;
- b) imprimés, dessins, images ou autres objets destinés à être remis au public ;
- c) conditionnements factices ou publicitaires, qu'ils soient ou non placés dans une officine ;
- d) annonces ou articles publicitaires insérés dans les livres, revues ou journaux ;

e) émissions radiophoniques ou télévisées, projections cinématographiques ou toute autre voie publicitaire.

Est soumise aux mêmes dispositions que celles faites en France, la publicité faite en langue française à l'étranger, pour des médicaments spécialisés vendus en France ou des établissements installés en France, dès lors qu'en raison de son mode de diffusion, ladite publicité peut être perçue en France.

Article R. 5046

Un arrêté du ministre définit les conditions selon lesquelles le Comité technique des spécialités donne son avis. Il indique notamment les justifications pouvant être exigées à l'appui des affirmations contenues dans la publicité proposée et fixe une liste, non limitative, d'indications, représentations ou modes de diffusion contraires aux caractères énumérés au présent article.

Article R. 5047

Le visa est délivré sous un numéro d'ordre établi dans des conditions fixées par arrêté du Ministre de la Santé publique et de la Population et se rapportant à un mode déterminé de diffusion.

Toute la publicité diffusée sous quelque forme que ce soit doit faire mention du numéro sous lequel le visa lui a été délivré. Elle ne peut être diffusée que par la voie pour laquelle le visa a été obtenu, sous le numéro indiqué, et sous une présentation conforme en tous points au texte qui a fait l'objet de ce visa, notamment en ce qui concerne la rédaction, les caractères typographiques ou les illustrations.

Article R. 5048

Une commission consultative dite de la publicité pharmaceutique est chargée de donner son avis au Comité technique des spécialités sur toute question se rattachant à la publicité pharmaceutique qui lui est soumise.

Un arrêté du Ministre de la Santé publique et de la Population fixe la composition de la Commission et ses conditions de fonctionnement.

Article R. 5049

Toute demande tendant à obtenir le visa pour un texte publicitaire doit être établie et instruite conformément aux paragraphes 1, 2 ou 3 de la présente section, selon que la publicité se rapporte à un médicament visé à l'article L 601 ou L 606, à un produit spécialisé de l'officine défini à l'article R 5097, ou à une officine visée à l'article L 568.

La publicité pour les produits sous-cachet ne devant pas excéder les limites fixées à l'article L 553 n'est pas soumise au visa, mais les étiquettes destinées à être apposées sur ces produits doivent être jointes à l'appui de la demande d'enregistrement dans les conditions fixées à l'article R 5133.

Toute demande tendant à obtenir le visa pour une publicité concernant un médicament ou un établissement pharmaceutique autre que ceux énumérés aux deux alinéas précédents doit être établie et instruite conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de la présente section.

Article R. 5050

Toute demande tendant à obtenir le visa prévu à l'article L 554 pour des spécialités pharmaceutiques définies à l'article L 601 ou les produits d'origine microbienne visés à l'article L 606 doit être établie dans les conditions fixées par un arrêté du Ministre de la Santé publique et de la Population et adressée à ce Ministre (service central de la pharmacie) conformément aux dispositions dudit arrêté.

Article R. 5051

Le chef du Service Central de la pharmacie présente la demande au Comité technique des spécialités en y joignant, lorsqu'il y a lieu, l'avis de la Commission de la publicité.

Après examen des textes proposés dans les conditions indiquées ci-dessus, le Ministre de la Santé publique et de la Population prend sa décision. Il peut :

- soit accorder le visa éventuellement sous la réserve que certaines corrections soient apportées au texte proposé ;
- soit la refuser.

Dans le premier cas, un cachet portant un numéro d'ordre est apposé sur le texte publicitaire.

La décision est notifiée au demandeur et un exemplaire du texte publicitaire lui est adressé ; sur cet exemplaire sont inscrites, s'il y a lieu, les modifications qui devront être apportées au texte avant la diffusion.

Toute décision refusant ou retirant le visa à un texte publicitaire doit être motivée.

Inspection de la Pharmacie — Recherches et constatation des fraudes sur les substances médicamenteuses et produits hygiéniques et toxiques.

Article R. 5059

Les pharmaciens, les médecins visés à l'article L 594, les herboristes et tous détenteurs de produits pharmaceutiques, diététiques, hygiéniques ou toxiques, sont tenus de présenter aux inspecteurs visés à l'article L 557, les drogues, médicaments, remèdes et accessoires qu'ils possèdent dans leurs officines, dépôts, magasins, laboratoires et leurs dépendances.

Les entrepreneurs de transport sont tenus de n'apporter aucun obstacle aux réquisitions pour prises d'échantillons et de présenter les titres de mouvements, lettres de voiture, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

Les administrations publiques sont tenues de fournir aux inspecteurs ci-dessus désignés tous les éléments d'information nécessaires à l'exécution des lois dont elles ont à contrôler l'application.

Les échantillons prélevés sont scellés et transmis conformément aux dispositions de la Section II.

Article R. 5060

Les infractions à la loi du 1^{er} août 1905 en ce qui concerne les substances médicamenteuses et les produits hygiéniques ou toxiques sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de la présente section. Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que la preuve desdites infractions puisse être établie par toutes voies de droit commun.

Les dispositions des articles R. 5057 et R. 5059 sont applicables à la recherche et à la constatation desdites infractions.

Article R. 5061

Sauf les cas prévus à l'article R. 5067, tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres éventuellement destinés aux experts.

Article R. 5062

Tout prélèvement donne lieu, séance tenante à la rédaction, sur papier libre, d'un procès-verbal. Ce procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

- 1^o) Les nom, prénom, qualité et résidence de l'agent verbalisateur ;

2°) La date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;

3°) Les nom, prénom et profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré. Si le prélèvement a lieu en cours de route les noms et domiciles des personnes figurant sur les lettres de voitures ou connaissements, comme expéditeurs et destinataires ;

4°) La signature de l'agent verbalisateur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes ou récipients, l'importance du lot de marchandise échantillonnée ainsi que toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés, l'identité de la marchandise et la dénomination exacte sous laquelle cette dernière était détenue ou mise en vente. Le propriétaire ou détenteur de la marchandise ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport peut en outre faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-verbal ; en cas de refus, mention en est faite par l'agent verbalisateur.

Article R. 5063

Les prélèvements doivent être effectués de telle sorte que les quatre échantillons soient, autant que possible, identiques.

A cet effet, des arrêtés conjoints du Ministre de l'Agriculture et du Ministre de la Santé publique et de la Population déterminent pour chaque produit ou marchandise, la quantité à prélever et, lorsqu'il y a lieu, les procédés à employer pour obtenir des échantillons homogènes, ainsi que les précautions à prendre pour le transport et la conservation des échantillons.

Article R. 5064

Tout échantillon prélevé est mis sous scellés. Ces scellés sont appliqués sur une étiquette composée de deux parties pouvant se séparer et être ultérieurement rapprochés, savoir :

1° Un talon qui ne sera enlevé que par le chimiste au laboratoire, après vérification du scellé. Ce talon doit porter les indications suivantes :

— Dénomination sous laquelle le produit est mis en vente ;

— Utilisation du produit ;

— Profession du vendeur ou détenteur ;

— Date du prélèvement ;

— Numéro sous lequel les échantillons sont enregistrés au moment de leur réception par le service administratif.

2° Un volant qui porte :

— Le numéro d'enregistrement ;

— les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux des expéditeurs et destinataires.

Ce volant est signé par l'auteur du procès-verbal.

Article R. 5065

Aussitôt après avoir scellé les échantillons, l'agent verbalisateur, s'il est en présence du propriétaire ou détenteur de la marchandise doit le mettre en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés. Le procès-verbal mentionne cette mise en demeure et la réponse qui a été faite.

Dans le cas où l'agent verbalisateur estime que la valeur déclarée est exagérée, il mentionne au procès-verbal son appréciation en vue de la détermination de la valeur réelle.

Un récépissé, détaché d'un livre à souches, est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise ; il y fait mention de la valeur déclarée, et

dans le cas prévu à l'alinéa ci-dessus, de l'estimation faite par l'Agent. En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit, pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la quantité des marchandises prélevées.

Article R. 5066

L'un des échantillons est laissé au propriétaire ou détenteur du produit.

Si l'intéressé refuse de conserver l'échantillon en dépôt, mention de ce refus est faite au procès-verbal.

Sous aucun prétexte, l'intéressé ne doit modifier l'état de l'échantillon qui lui est confié. Les mesures de garantie qui pourront être imposées, à cet égard, seront fixées par l'un des arrêtés ministériels prévus à l'article R. 5063.

Article R. 5067

Lorsqu'en raison de la qualité ou de la quantité d'un produit ou d'une préparation, la division en quatre échantillons est impossible, l'agent qui effectue le prélèvement place sous scellés, en un échantillon unique, la totalité du produit ou de la préparation.

Article R. 5068

Le procès-verbal et le ou les échantillons à l'exception de celui que l'intéressé a pu conserver en dépôt sont envoyés sans délai au Ministère de la Santé publique (service central de la pharmacie).

Article R. 5069

Le service central de la pharmacie qui reçoit échantillons et procès-verbaux les enregistre, inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon et transmet dans les plus courts délais un de ces échantillons au laboratoire compétent. Les échantillons à comparer doivent être adressés au même laboratoire. Le talon seul suit l'échantillon au laboratoire.

Le volant, préalablement détaché, est annexé au procès-verbal. Les deux autres échantillons ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article R. 5066, les trois autres sont conservés par le service administratif. Toutefois si la nature des denrées ou produits exige des mesures spéciales de conservation, les échantillons sont envoyés au laboratoire où des mesures sont prises conformément aux arrêtés ministériels prévus à l'Article R. 5063. Dans ce cas, tous les volants sont détachés des talons et annexés au procès-verbal.

Article R. 5070

Dans le cas prévu à l'article R. 5067 lorsque en raison des circonstances qui ont provoqué le prélèvement ou de l'aspect de l'échantillon, le Ministre de la Santé publique et de la Population présume une infraction, l'échantillon accompagné du procès-verbal de prélèvement et de toutes les pièces utiles est adressé au procureur de la République.

Article R. 5071

L'analyse des échantillons prélevés est confiée au laboratoire du Ministère de la Santé publique ou aux laboratoires désignés à cet effet en vertu de décisions prises de concert par les ministres de l'Agriculture et de la Santé publique et de la Population. Ces analyses sont à la fois d'ordre qualitatif et d'ordre quantitatif ; l'examen comprend des recherches organoleptiques, physiques, chimiques, micrographiques, physiologiques ou autres, susceptibles de fournir des indications sur la pureté des produits, leur identité, leur composition et leur conformité au codex.

Article R. 5072

Le résultat de l'analyse est consigné dans un rapport qui est adressé au Ministre de la Santé publique et de la Population et dont les conclusions sont communiquées au préfet du département d'où provient l'échantillon, à Paris, et dans le ressort de la préfecture de police au préfet de police.

Article R. 5073

Si le rapport ne conclut pas à une présomption d'infraction, l'intéressé en est avisé sans délai. Dans ce cas, si le remboursement des échantillons est demandé, il est effectué d'après leur valeur réelle au jour du prélèvement, aux frais de l'Etat, au moyen d'un mandat délivré par le préfet sur présentation du récépissé prévu à l'article R. 5065.

Article R. 5074

Dans le cas où le rapport conclut à une présomption d'infraction, il est transmis, accompagné du procès-verbal de prélèvement et des échantillons, au procureur de la République.

Article R. 5075

Chaque année, les directeurs des laboratoires visés à l'article R. 5071 adressent au Ministre de la Santé publique un rapport sur le nombre des échantillons analysés et le résultat de leur analyse.

Article R. 5076

Les saisies ne peuvent être faites en dehors d'une ordonnance du juge d'instruction que dans le cas de flagrant délit de falsification ou dans le cas où ces produits sont reconnus corrompus. Dans ce dernier cas, la saisie est obligatoire.

Article R. 5077

Les inspecteurs témoins d'un flagrant délit ou de la mise en vente de produits corrompus sont tenus d'en faire la constatation immédiate. Un procès-verbal est dressé à cet effet et l'inspecteur verbalisateur y consigne, avec les mentions prévues à l'article R. 5062, toutes les circonstances de nature à établir devant l'autorité judiciaire la valeur des constatations faites. Ce procès-verbal est envoyé par l'inspecteur dans les vingt-quatre heures, au procureur de la République. Copie dudit acte est transmise au Ministre de la Santé publique et de la Population sous couvert de l'inspecteur divisionnaire de la Santé.

Article R. 5078

Les produits saisis sont placés sous scellés et envoyés au procureur de la République en même temps que le procès-verbal. Si leur envoi immédiat est impossible, ils sont laissés en dépôt à l'intéressé ou, sur son refus dans un lieu choisi par l'auteur du procès-verbal. S'il s'agit de produits reconnus corrompus, l'inspecteur peut procéder à leur destruction, à leur stérilisation ou à leur dénaturation. Les opérations sont relatées et justifiées dans le procès-verbal.

Article R. 5079

Le procureur de la République, s'il estime à la suite du procès-verbal de l'inspecteur ou du rapport du laboratoire, et au besoin après enquête préalable, qu'une poursuite doit être engagée ou une information ouverte, saisit suivant le cas le tribunal ou le juge d'instruction. S'il y a lieu à expertise, il y est procédé conformément aux règles ci-après.

Article R. 5080

Dans le cas où la présomption d'infraction résulte de l'analyse faite au laboratoire, l'auteur présumé de la fraude ou de la falsification est avisé par le procureur de la République qu'il peut prendre communication du rapport du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour présenter ses observations et pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue par l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905.

Article R. 5081

Lorsque l'expertise a été réclamée, il est désigné deux experts, l'un par le juge d'instruction et l'autre par l'intéressé, un délai est imparti à cet effet par le magistrat instructeur à ce dernier, qui a toutefois le droit de renoncer explicitement à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge. Si l'intéressé, sans avoir renoncé à son droit, n'a pas désigné son expert dans le délai qui lui a été imparti, cet expert est nommé d'office par le juge d'instruction. Les experts sont choisis sur les listes spéciales d'experts dressées dans chaque ressort par les cours d'appel ou les tribunaux civils.

L'intéressé a le droit de choisir son expert en dehors des listes officielles, mais s'il use de cette faculté, son choix est subordonné à l'agrément du juge d'instruction. Les experts doivent être pourvus du diplôme de pharmacien. L'ordonnance du juge d'instruction définit la mission donnée aux experts.

Article R. 5082

Après vérification de l'intégrité des scellés, les deux experts sont mis en possession tant de l'échantillon précédemment remis à l'intéressé que de l'un des deux autres échantillons. Le juge d'instruction donne communication aux experts des procès-verbaux de prélèvement ainsi que du rapport du laboratoire, des ordonnances médicales, des factures, lettres de voiture, pièces de régie et, d'une façon générale, de tous les documents que la personne en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre. Il les commet, en outre, à l'expertise de tous échantillons de comparaison qui ont pu être prélevés par la suite, sur son ordre. Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré ensemble ou séparément, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent les mieux appropriés. Toutefois, ils doivent discuter en commun leurs conclusions et dresser un seul rapport. S'ils sont d'avis différents, ou s'ils ont des réserves à formuler sur des conclusions communes, chacun d'eux indique son opinion ou ses réserves et les motifs à l'appui. Ce rapport est déposé dans le délai fixé par le juge.

Article R. 5083

Si l'intéressé ne représente pas son échantillon intact dans le délai fixé par le juge d'instruction, il ne doit plus être fait à aucun moment état de cet échantillon. Les deux experts sont, dans ce cas, commis à l'examen d'un échantillon unique, le quatrième échantillon étant réservé pour arbitrage éventuel prévu à l'article suivant. Lorsque au cours ou à la suite de leurs recherches, les experts sont conduits à présumer qu'une substitution d'échantillons a été opérée, ils sont tenus d'en informer aussitôt le juge d'instruction et de tenir à sa disposition toutes pièces à conviction susceptibles de révéler la substitution.

Article 5084

Si les experts sont en désaccord, ils désignent un tiers expert pour les départager. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers expert, celui-ci est désigné par le président du tribunal civil. Le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles. Il peut n'être pas pourvu du diplôme de pharmacien.

Article R. 5085

Dans le cas prévu à l'article R. 5070 ci-dessus, le procureur de la République notifie à l'intéressé que l'échantillon unique va être soumis à l'expertise et l'informe qu'il a trois jours francs pour faire connaître s'il entend user du droit de désigner un expert. Si ce droit est réclaté, il est procédé, dans le délai fixé par le juge d'instruction, à la nomination simultanée tant des deux experts prévus à l'article R. 5081 que du tiers prévu à l'article R. 5084.

Les trois experts procèdent ensemble à l'examen de l'échantillon unique. Toutefois, il n'est nommé qu'un seul expert, si l'intéressé a déclaré avant l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Article R. 5086

Lorsque l'expertise est ordonnée par le tribunal il y est procédé conformément aux règles du présent paragraphe.

Les médicaments spécialisés.

Article R. 5117

Toute demande tendant à obtenir le visa pour un produit visé aux articles L 601 et L 606 doit être adressée au Ministère de la Santé publique et de la Population (service central de la pharmacie) dans les formes prescrites par l'arrêté prévu à l'article R. 5131.

Article R. 5118

Tout pharmacien qui se propose d'exploiter une spécialité pharmaceutique nouvelle a la faculté d'adresser une demande sommaire au Ministre de la Santé publique, dans les formes fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 5131.

Cette demande prend date du jour où elle a été enregistrée, sous réserve du dépôt des dossiers complets dans un délai de six mois.

L'enregistrement qui est fait sans examen préalable ne comporte aucune garantie de la part de l'Etat quant au caractère de nouveauté de la formule déposée.

L'inscription perd son effet de plein droit si le fabricant n'a pas complété sa demande dans le délai fixé ci-dessus.

Article R. 5119

Une commission dite « commission des essais des médicaments » siégeant au Ministère de la Santé publique et de la Population a pour rôle de proposer, à la demande des fabricants, des experts en vue de l'essai clinique, pharmacologique, thérapeutique, chimique, bactériologique ou de toute nature des produits visés par les articles L 601, L 605, L 606. Ces experts sont tenus au secret professionnel.

Un arrêté du Ministre de la Santé publique et de la Population fixera la composition de la commission et ses conditions de fonctionnement.

Article R 5120

Pour constater que les produits ne sont pas susceptibles de nuire à la santé physique ou morale de la population, le comité technique peut notamment :

1° Faire procéder par les soins de l'inspection de la pharmacie ou par tout expert agréé par le Ministre de la Santé publique à des enquêtes portant sur l'origine des produits ainsi que sur leur provenance, leur appellation, les moyens de leur identification et de leur contrôle ;

2° Faire effectuer des analyses par des experts agréés par le Ministre de la Santé publique, dans le but d'établir que les produits répondent à la formule annoncée et que leur conservation est assurée.

Article R 5121

Pour constater l'intérêt thérapeutique, le comité technique peut exiger que des essais cliniques soient entrepris, à condition que toutes les assurances soient prises par le fabricant, sur la possibilité de l'application du médicament en médecine humaine, notamment après des essais pharmacologiques.

Article R 5122

Les essais destinés à vérifier la qualité d'un des produits définis aux articles L 601 et L 606 en vue de la délivrance du visa prévu à l'article L 601 sont effectués à la diligence du comité technique des spécialités dans les laboratoires des facultés ou écoles nationales de médecine ou de pharmacie, des écoles vétérinaires et en général dans tous les laboratoires agréés à cet effet par le Ministre de la Santé publique et de la Population ainsi que dans les services qualifiés des établissements hospitaliers publics ou des établissements agréés à cet effet.

Les conditions selon lesquelles ces essais sont effectués et rémunérés sont fixées par décret.

Article R 5123

Le caractère de nouveauté dans l'appréciation est laissé au comité technique des spécialités peut résulter notamment soit de l'introduction dans la thérapeutique d'un médicament non employé jusque là pour obtenir réellement le résultat recherché, soit d'une association médicamenteuse nouvelle offrant des avantages cliniques, thérapeutiques ou techniques ou permettant un mode d'administration nouvelle et intéressant d'un produit déjà utilisé sous d'autres formes médicamenteuses.

Le visa pourra être délivré sous un nom de fantaisie à la spécialité qui, à la date la plus reculée aura fait l'objet soit d'une demande prévue à l'article R 5118 sous réserve qu'elle ne soit pas caduque en application du dernier alinéa dudit article, soit du dépôt d'un dossier complet conformément aux dispositions de l'article R 5117.

Lorsqu'une spécialité pharmaceutique n'est pas exploitée dans le délai d'un an à dater du jour où l'octroi du visa a été notifié au fabricant, son caractère de nouveauté ne peut plus être opposé à une demande de visa concernant une spécialité à nom commun.

Article R 5124

Le Ministre de la Santé publique et de la Population se prononce sur la demande de visa après avis du comité des spécialités et notifie sa décision à l'intéressé.

Si la demande est admise, la spécialité est pourvue, selon des conditions fixées par un des arrêtés prévus à l'article R 5131, d'un numéro de visa qui doit figurer sur le conditionnement du produit.

Si l'avis du comité technique est défavorable, le Ministre le communique à l'intéressé avant de prendre sa décision en lui impartissant un délai pour produire ses observations.

Si l'intéressé ne produit pas d'observations dans ce délai, le Ministre prend sa décision ; si l'intéressé produit des observations dans le délai imparti, celles-ci sont soumises à la section compétente du conseil supérieur de la pharmacie et si cette section estime, à la majorité de deux tiers de ses membres, que ces observations doivent être soumises au comité technique, ce dernier en est saisi par le Ministre de la Santé publique, qui se prononce au vu de l'avis définitif émis par le comité technique à la suite de ce nouvel examen.

Article R 5125

Dans tous les cas où il le juge nécessaire, le comité technique peut exprimer un avis favorable, sous réserve que le fabricant remplisse certaines conditions qui peuvent être précisées dans le visa, concernant notamment :

1° Les indications que doivent porter les récipients et leurs enveloppes extérieures, spécialement la dénomination du produit, sa composition et son titrage en éléments utiles, sa posologie, ses indications, sa date limite d'utilisation ;

2° Les conditions particulières auxquelles devront répondre les produits au point de vue de leur origine, de leur provenance, de leur fabrication, et des moyens mis en œuvre pour les contrôler.

Article R 5126

Lorsque les connaissances scientifiques nouvelles, des résultats d'analyses ou d'enquêtes ou tout autre fait font présumer qu'une spécialité qui a reçu le visa est susceptible de présenter un danger pour la santé publique, le Ministre soumet à nouveau le médicament et tous documents jugés utiles au comité technique des spécialités.

Si celui-ci estime que le visa doit être retiré à la spécialité, le Ministre prend, dans les plus courts délais, une décision motivée portant retrait du visa et la notifie à l'intéressé.

Le fabricant peut, dans un délai de deux mois, adresser au Ministre un recours gracieux contre cette décision, en posant ses observations contre l'avis du comité technique.

Ce recours, qui n'a pas d'effet suspensif, est instruit dans les conditions indiquées au dernier alinéa de l'article R 5124.

Article R 5127

Le comité technique peut proposer le refus ou le retrait du visa à une spécialité à nom de fantaisie lorsqu'il constate que la dénomination de cette spécialité présente suffisamment d'analogie avec une dénomination commune ou scientifique pour créer des confusions lors de la délivrance et de l'emploi des médicaments. Dans tous les cas, le comité devra accorder un délai d'un mois à l'exploitant de la spécialité incriminée pour qu'il puisse modifier l'appellation fantaisie qui est la cause de cette confusion. Le comité ne maintiendra son avis défavorable que si le fabricant refuse de se conformer à ces propositions.

Article R 5128

Les médicaments spécialisés, non exclusivement présentés au poids médicinal et notamment les excipients spécialisés, les produits dentaires, les articles de pansement, les produits définis à l'article R 5145 a, et f, considérés comme médicaments en application de l'article L 511 (1°) qui font l'objet d'une demande de visa, peuvent recevoir celui-ci aux conditions fixées pour les spécialités visées à l'article L 665.

Toutefois, il n'est pas délivré le récépissé visé à l'article R. 5272 autorisant à titre provisoire la vente.

Le numéro de visa attribué à ces produits porte un indicatif spécial défini par l'un des arrêtés prévus à l'article R. 5131.

Article R. 5129

Il est publié par les soins du Ministre de la Santé publique et de la Population un répertoire contenant la liste et la composition des spécialités ayant obtenu le visa.

Article R. 5130

Le recouvrement du droit fixe de visa des spécialités pharmaceutiques prévu à l'article L 602 est effectué dans les conditions qui seront fixées par arrêté conjoint du Ministre de la Santé publique et de la Population et du Ministre des Finances et des Affaires économiques.

Le montant des versements est centralisé au compte « Produits divers », à la ligne des recettes budgétaires « Produits du droit fixe de visa des spécialités pharmaceutiques ».

L'examen des produits soumis au visa ne peut être commencé, ni le visa du Ministre de la Santé publique et de la Population être éventuellement accordé, qu'après le versement du droit fixe.

Article R. 5131

Des arrêtés du Ministre de la Santé publique et de la Population déterminent :

a) Les formes dans lesquelles les demandes prévues aux articles R. 5117 et R. 5118 doivent être établies et les renseignements d'ordre technique qui doivent être fournis à leur appui ;

b) Les conditions selon lesquelles le comité technique donne son avis ;

c) Les modalités selon lesquelles les fabricants des produits visés aux articles L 601 et L 606 doivent justifier :

— les contrôles qu'ils effectuent sur les produits terminés et sur les matières premières employées pour leur fabrication ;

— la destination reçue par chaque lot de fabrication.

d) Les indications que doivent porter, à l'exclusion de toutes autres, les récipients et enveloppes desdits produits.

Agrément pour la Sécurité Sociale

Article R. 5145

Sont considérés au sens de l'article L 623 comme :

a) Médicaments diététiques : les produits renfermant dans leur composition des substances chimiques ou biologiques qui ne constituent pas par elles-mêmes des aliments, mais qui permettent de compenser l'insuffisance ou la mauvaise utilisation de certains éléments de la ration alimentaire ;

b) Produits de régime : les produits substitués à un aliment d'usage courant en vue d'obvier aux troubles dont cet aliment pourrait être la cause chez le sujet intéressé ;

c) Vins médicinaux : les préparations médicamenteuses dont le véhicule est composé de vin pour 60 p. 100 ou plus ;

d) Elixirs : les préparations médicamenteuses qui comportent un mélange de sirop ou de sucre et d'alcool, lorsque la concentration de sucre atteint ou dépasse 20 p. 100 et le titre alcoolique 20° ;

e) Dentifrices : les compositions destinées à nettoyer ou à blanchir les dents, que ces compositions soient ou non additionnées de médicaments ;

f) Produits de beauté : les produits destinés à des fins esthétiques ou à remédier à des imperfections corporelles, les corricides et verrucides, les lotions capillaires c'est-à-dire les liquides hygiéniques utilisés en application sur le cuir chevelu et les produits classés comme médicaments hygiéniques parce qu'ils ne contiennent de principes actifs qu'à des doses assez peu élevées pour qu'ils puissent être utilisés sans danger pour les soins d'hygiène corporelle ;

g) Médicaments ayant une teneur insuffisante en principes actifs : les spécialités qui devraient être employées en quantité normalement élevée pour

procurer un effet thérapeutique et, notamment, les pastilles ou tout article de confiserie médicamenteuse ;

b) Spécialité faisant l'objet de publicité auprès du public ; toutes les spécialités bénéficiant d'une telle publicité sans distinguer si cette publicité s'applique directement ou non à toutes les formes sous lesquelles ces spécialités peuvent être présentées ; toutes les spécialités ayant bénéficié d'une telle publicité pendant une période de trois ou cinq ans après cessation de cette publicité, suivant que celle-ci a duré moins ou plus de trois ans.

La publicité à prendre en considération pour l'application de l'article L 623 est celle s'adressant au public et diffusée sous les formes énumérées à l'article R. 5045 autres que celles faisant l'objet dudit article.

Substances vénéneuses.

Article R. 5149

En ce qui concerne leur exportation, importation, achat, vente, détention et emploi, le régime des substances vénéneuses est différent :

1° Selon que les substances sont destinées au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture, ou qu'elles sont destinées à la médecine ;

2° Selon que ces substances sont classées dans l'un des trois tableaux suivants :

- Tableau A : produits toxiques ;
- Tableau B : produits stupéfiants ;
- Tableau C : produits dangereux.

Chacun de ces tableaux est divisé en deux sections.

Les substances vénéneuses destinées au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture sont inscrites dans la section I des tableaux A. B. et C. Cette section comprend outre les substances inscrites dans la section II, celles désignées par arrêté pris conjointement par les ministres de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture et de la Santé publique et de la Population.

Les substances vénéneuses destinées à la médecine sont inscrites dans la section II des tableaux A. B. et C. par arrêté du ministre de la Santé publique et de la Population.

A l'exception des produits faisant l'objet de la section IV du présent chapitre, les teintures et lotions pour cheveux, les fards, les cosmétiques, dépilatoires, produits de toilette et, en règle générale, les produits hygiéniques renfermant des substances vénéneuses à l'exclusion de ceux destinés à la désinfection des locaux sont soumis au régime des substances destinées à la médecine.

Article R. 5212

Conformément aux dispositions de l'article R. 5149 (dernier alinéa) sont soumises aux seules dispositions de la présente section, les teintures et lotions capillaires et les préparations destinées à friser et onduler les cheveux, les substances vénéneuses nommément désignées dans la présente section.

Article R. 5213

La délivrance directe au public de produits renfermant de l'acide thio-glycolique ou des sels, et destinés à friser les cheveux ou à obtenir une ondulation, est interdite.

Sont seuls autorisés à utiliser, à ces fins, ou à détenir en vue d'un tel usage les produits susvisés, les coiffeurs titulaires de la carte professionnelle instituée par le décret n° 47-476 du 18 Mars 1947 pris en exécution de la loi du 23 Mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur.

Article R. 5214

Les produits visés à l'article R. 5213 ne pourront être préparés que sous une forme satisfaisant aux caractéristiques suivantes :

- a) Ne pas dépasser la concentration de 8 % en acide thioglycolique ;
- b) Etre exempts d'impuretés et notamment d'hydrogène sulfuré.

Un arrêté ministériel fixera la tolérance admise en ce qui concerne la présence de traces d'acide thioglycolique et de sels de fer.

- c) Etre à un pH inférieur à 10.

Article R. 5215

Les récipients contenant lesdits produits devront comporter une étiquette de couleur rouge sur laquelle seront inscrits, en caractères très apparents, le nom chimique de la substance utilisée et la mention suivante :

« Ce produit ne peut être utilisé que par des coiffeurs et uniquement pour friser les cheveux ou obtenir une ondulation.

« Tout autre emploi est DANGEREUX ».

Article R. 5216

La neutralisation des solutions d'acide thioglycolique ou des sels doit être faite aussitôt que l'effet recherché est obtenu.

Un arrêté concerté du ministre de la Santé publique et de la Population et du ministère de l'Agriculture fixera les conditions de présentation et de vente des produits visés à l'article R. 5213 et de leurs neutralisants.

Article R. 5217

Les locaux dans lesquels sont utilisés ces produits et leurs neutralisants doivent pouvoir être aérés facilement.

Article 5218

Les utilisateurs sont tenus, sous les sanctions prévues par l'article L. 626, de déclarer au directeur de la Santé de leur département, les accidents qui pourraient survenir à la suite de l'emploi de ces produits.

Article R. 5219 (décret du 12-6-53)

Il est interdit d'utiliser le bichlorure de mercure, sous quelque forme que ce soit, en vue de friser ou onduler les cheveux.

Article R. 5220

Sont interdites la délivrance et l'utilisation de teintures et lotions capillaires renfermant les substances vénéneuses suivantes : phénylène-diamines (méta et para) ou toluidines ou acétate de plomb ou tétrachlorure de carbone.

Article R. 5221

Il est permis aux commerçants, même s'ils ne sont pas titulaires du diplôme de pharmacien, de délivrer, dans les conditions fixées aux articles ci-après, les teintures et lotions capillaires renfermant les substances vénéneuses désignées ci-dessous à des concentrations et doses ne dépassant pas les maximums suivants :

DÉSIGNATION DE LA SUBSTANCE	CONCEN- TRATION pondérale par 100 Gr.	POIDS MAXIMUM en grammes de la substance vénéneuse contenue dans le produit conditionné
Acide acétique	10	100
Acide chlorydrique	2	20
Acide sulfurique	0.1	1
Aminophénols	5	5
Ammoniaque (solution à 20 p. 100 de gaz ammoniac)	—	100
Diaminophénols	3	3
Formol (évalué en aldéhyde- formique)	0.2	2
Hydroquinone	10	10
Nitrate d'argent	1	0.20
Pyrogallol	17	10
Résorcine	2	5
Toluyldènes-diamines (méta et para) et leurs sels		

Article R. 5222

Aucune teinture capillaire visée à l'article R. 5221 ne peut être délivrée au public s'il n'est adjoint au récipient la renfermant, en quantité suffisante, un produit de lavage neutralisant.

La dénomination générique, la composition et le volume net du produit de lavage doivent figurer sur le récipient le contenant.

Article R. 5223

Les récipients qui contiennent les produits visés à l'article R. 5221 et les emballages qui les renferment doivent être munis d'étiquettes indiquant :

La dénomination générique de vente du produit ;

Le nom de la ou des substances vénéneuses y contenues tel qu'il figure au tableau des substances vénéneuses ;

Le pourcentage de ces substances ;

Le volume net contenu dans le récipient ;

Le nom et l'adresse du fabricant ou du vendeur ;

La mention ci-après portée sur une étiquette ayant au moins deux centimètres de côté :

« Ce produit est exclusivement destiné à l'emploi indiqué, il serait dangereux de s'en servir pour un autre usage ; se conformer à la notice ».

Article R. 5224

La notice prévue à l'article précédent doit être jointe à l'emballage renfermant les produits visés à l'article R. 5221. Elle comporte obligatoirement le mode d'emploi, la manière de procéder à une touche d'essai, l'indication du délai minimum à observer avant de procéder à l'application de la teinture, ainsi que l'avis ci-après qui sera inscrit en caractères très apparents :

AVIS IMPORTANT

« L'usage des teintures et lotions capillaires renfermant des substances vénéneuses peut, chez certains sujets, donner lieu à des accidents graves.

« L'épreuve de la touche d'essai constitue une mesure de précaution qui peut permettre de prévoir de tels accidents.

« Cette épreuve est obligatoire, même pour les personnes ayant supporté sans inconvénient les précédentes applications.

« Un rinçage neutralisant doit être pratiqué immédiatement après l'emploi des teintures. »

Article R. 5225

L'avis prévu ci-dessus doit être affiché chez les coiffeurs qui utilisent les produits visés à l'article R. 5221 et chez tous les commerçants qui en délivrent au public.

L'affiche doit être placée en évidence et écrite en caractères gras d'au moins six millimètres de hauteur.

Article R. 5226

Il est interdit aux coiffeurs, sous les sanctions prévues à l'article L. 626, d'appliquer les produits visés à l'article R. 5221 sans avoir procédé au préalable à la touche d'essai.

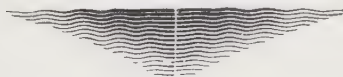
Article R. 5227

Tout accident survenant à la suite d'une application des dits produits par un coiffeur doit être signalé par ce dernier, dès qu'il en a connaissance, au Directeur départemental de la Santé.

Section V. — Recherche et constatation des infractions. Inspection.

Article R. 5228

Concurremment avec les Inspecteurs de la pharmacie visés à l'article L. 557 et les inspecteurs et agents du service de la répression des fraudes, les maires et commissaires de police doivent veiller à l'exécution des dispositions du présent chapitre. Ils ont qualité pour visiter avec l'assistance d'un inspecteur de la pharmacie, les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires, ainsi que les entrepôts et magasins de droguistes et des commissionnaires en marchandises, trafiquants de ces substances, les laboratoires où elles sont traitées pour en extraire les alcaloïdes ou pour les transformer en préparations pharmaceutiques, les magasins des herboristes, épiciers, *coiffeurs et parfumeurs* et d'une manière générale tous les lieux où sont fabriqués, entreposés ou mis en vente des produits soumis à la réglementation du présent chapitre.



BIBLIOGRAPHIE

- | | |
|--------------------------------------|---|
| BEN YAHIA BOUBAKER .. | <i>Recherches historiques sur la Pharmacie arabe au moyen âge</i> |
| BERNAYS et HAUSER | <i>Droit de la Pharmacie</i> |
| BLAIZOT P. | <i>Parfums et Parfumeurs</i> |
| BLEGNY | <i>Secrets concernant la beauté et la santé</i> |
| BONNAURE | <i>Essai sur les propriétés bactéricides de quelques huiles essentielles</i> |
| BOUVET | <i>Histoire de la Pharmacie en France</i> |
| CABANÈS | <i>Remèdes d'autrefois</i> |
| CERBELAUD | <i>Formulaire de parfumerie</i> |
| CHARAS | <i>Pharmacopée royale</i> |
| CODEX | |
| COUVREUR | <i>La pharmacie et la thérapeutique au XVII^e siècle vues à travers le journal encyclopédique de Pierre ROUSSEAU à BOUILLON</i> |
| DALLOZ | <i>Manuel de la répression des fraudes et falsifications</i> |
| DALLOZ | <i>Jurisprudence année 1952-II, année 1954-150
année 1954-336, année 1956-455</i> |
| DALLOZ HEBDOMADAIRE.. | <i>année 1932-206 - 1957 - 6 avril</i> |
| DITZ et DUQUENOIS | <i>in Annales pharmaceutiques Juin 1952</i> |
| DASTUGUE et BRUN | <i>in Thérapie 1952 n° 2</i> |
| DOCUMENTATION
PHARMACEUTIQUE | <i>Conseil d'Etat n° 192
Jurisprudence n° 29, 759, 813, 814, 928, 583, 600</i> |
| EDWIN SIDI | <i>L'allergie en cosmétologie, in CERBELAUD</i> |
| EVIN | <i>in Le Pharmacien de France, février 1954</i> |
| FALVY H. | <i>Remèdes secrets utilisés comme produits de beauté</i> |
| GATTEFOSSÉ | <i>Aromathérapie. Les huiles essentielles, hormones végétales</i> |
| GATTEFOSSÉ H.M. | <i>Cosmétologie, Dermatologie, Esthétique</i> |
| GAZETTE DU PALAIS | <i>année 1952-1 - doctrine page 57</i> |
| GUILLOT et VALETTE | <i>Le passage des substances médicamenteuses à travers la peau</i> |
| GOUGET | <i>Contribution à l'étude de certains réactions d'intolérance aux produits de beauté</i> |
| GOULIN | <i>Médecine de dames</i> |
| GUYON L. | <i>Le cours de médecine en français contenant le miroir de beauté et santé corporelle</i> |
| HUCKEL | <i>Du mysticisme à la médecine</i> |
| MALNOY | <i>De la nature et de la fabrication des parfums liquides dans l'antiquité greco-latine</i> |
| LE ROY M. | <i>in Recueil SIREY, octobre 1956</i> |
| MÉTADIER B. P..... | <i>in Lettre pharmaceutique avril 1954 et janvier 1956</i> |

PENCIOLLI et VAILLE ...	<i>Code de la Pharmacie annoté</i>
PHILIPPE	<i>Histoire des apothicaires</i>
PIESSE	<i>Histoire des parfums</i>
POMET de	<i>Histoire générale des drogues</i>
POPLAWSKI	<i>Traité de droit pharmaceutique</i>
REGNAULT BECCAT	<i>Etude des dermatoses provoquées par les produits de beauté. Importance des tests</i>
REVEL	<i>La répression des fraudes dans le domaine pharmaceutique</i>
REVUE D'HISTOIRE DE LA PHARMACIE	<i>Juin 1954 page 292, juin 1955 page 100</i>
ROUSSEL	<i>Histoire de la pharmacie</i>
RUTTER	<i>Comment nos pères se soignaient et se parfumaient</i>
SAINT GERMAIN D.	<i>in France Pharmacie avril 1952 page 157</i>
SÈGNE de BUXEROLLES ..	<i>Mode et snobisme, leur rançon pathologique</i>
SÉVELINGE	<i>in Labo-Pharma oct. nov. 1953.</i>
STERNON	<i>Quelques aspects de l'art pharmaceutique et des médicaments à travers les âges</i>
SIREY	<i>1922, I, page 315 ; 1914, I, page 120</i>
TALLEMANT des RÉAUX ..	<i>Historiettes</i>
TARDIF E.	<i>Etude critique des odeurs et des parfums</i>



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	pages 15
PREMIERE PARTIE	
Le rôle des substances aromatiques et des produits de beauté dans l'évolution historique de l'art de guérir.	
CHAPITRE I	
L'art de guérir dans les débuts de l'humanité	21
CHAPITRE II	
Les civilisations de l'antiquité et l'apparition des différenciations dans l'art de guérir	23
CHAPITRE III	
L'évolution de la pharmacie sous l'influence arabe pendant l'époque médiévale et jusqu'à la fin du XVII ^e siècle	28
CHAPITRE IV	
Les produits de beauté considérés comme des remèdes secrets de la fin du XVII ^e à la loi de Germinal	34
CHAPITRE V	
Les influences de la législation pharmaceutique depuis la loi de Germinal jusqu'au code de la Santé sur les rapports entre la Pharmacie et la Parfumerie	43
DEUXIEME PARTIE	
CHAPITRE I	
La notion de médicament et les produits de beauté	45
CHAPITRE II	
De la nocivité de certains produits de beauté	49
CHAPITRE III	
Applications pratiques de la législation pharmaceutique par rapport à la fabrication et à la vente de certains produits de beauté	51
CHAPITRE IV	
Le rôle du pharmacien dans la vente des produits de beauté ..	56
TROISIEME PARTIE	
Les produits de beauté au regard de la loi	
CHAPITRE I	
Le médicament, monopole du pharmacien	63
CHAPITRE II	
Les produits de beauté et la publicité	68
CHAPITRE III	
La jurisprudence des rapports entre la Pharmacie et la Parfumerie	73
CONCLUSION	83
ANNEXE I	87
ANNEXE II	91
BIBLIOGRAPHIE	107

